

LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

RAPPORT ANNUEL 2020

LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE DE LA FRANCE

RAPPORT ANNUEL 2020

REPÈRES 2020

BALANCE DES PAIEMENTS DE LA FRANCE

Un déficit historique des transactions courantes...

43,7 Mds€

le déficit des transactions courantes atteint 1,9 % du PIB,
son plus haut niveau depuis 1982



13,3 Mds€

le creusement du déficit des biens
par rapport à 2019, en dépit de la
réduction de la facture énergétique

7,6 Mds€

la baisse de l'excédent des services,
essentiellement due au tourisme
international

15,8 Mds€

la baisse du solde
des revenus d'investissements

... et une position extérieure nette déjà négative qui se dégrade encore

30% du PIB

la position extérieure négative de la France reflète un stock d'avoirs sur le reste du monde inférieur à celui des engagements. La position en pourcentage du PIB est mécaniquement dégradée par la baisse du PIB de 2020 mais reste en deçà du seuil de 35 % de la procédure européenne de déséquilibre macroéconomique



52,5 Mds€ 40,3 Mds€ 52 %

le montant des entrées nettes de capitaux qui financent le déficit des transactions courantes

le montant des investissements directs français à l'étranger

la part des titres de dette publique détenue par les investisseurs étrangers qui reste élevée malgré la reprise des achats nets de la Banque de France dans le cadre des programmes de l'Eurosystème

SOMMAIRE

VUE D'ENSEMBLE	6
<hr/>	
1. Le déficit des transactions courantes atteint un niveau historique	7
2. Les financements auprès de l'étranger continuent de progresser	12
3. La position extérieure nette franchit le seuil des – 30 % du PIB	13
FICHES THÉMATIQUES	16
<hr/>	
Fiche n° 1 2020, une <i>annus horribilis</i> pour les voyages	16
Fiche n° 2 Les non-résidents ont procédé à des achats historiquement importants de dette française en 2020	20
Fiche n° 3 Les frontaliers seraient à l'origine de l'essentiel des dépôts et emprunts auprès des banques non résidentes	24
Fiche n° 4 Les services de transport en balance des paiements en 2020	26
BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2019 ET 2020 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE	30
<hr/>	
ANNEXES	34
<hr/>	
A1 Glossaire	34
A2 Définition des zones géographiques	39
A3 Balance des paiements – révisions des données 2018 et 2019	40
A4 Position extérieure – révisions des données 2018 et 2019	42

Des tableaux statistiques complémentaires sont disponibles sur le site Internet de la Banque de France à l'adresse suivante :
<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure/balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-francedonnees-annuelles>

VUE D'ENSEMBLE

Chiffres 2020

› **43,7 Mds€**
Le déficit des transactions courantes

› **52,5 Mds€**
Les entrées nettes de capitaux

› **78,7 Mds€**
La dégradation de la position extérieure nette

Le choc de la pandémie de Covid-19 a profondément affecté les échanges internationaux en 2020. Les transactions entre la France et le reste du monde, décrites au sein de la balance des paiements, reflètent le caractère hors norme de cette crise.

Dans un contexte de forte réduction mondiale des échanges commerciaux, **les transactions courantes enregistrent un déficit exceptionnel de 43,7 milliards d'euros**, contre 7,1 milliards en 2019.

- Malgré la réduction de la facture énergétique, le déficit des biens s'accroît de 13,3 milliards d'euros, en raison notamment de la dégradation du commerce extérieur dans l'aéronautique.
- L'excédent des services, affecté en particulier par la baisse du tourisme international, recule de 7,6 milliards d'euros.
- La Chine devient en 2020 le premier déficit commercial bilatéral de la France, devant l'Allemagne.
- Le solde des revenus se dégrade de 15,8 milliards d'euros, conséquence de la chute des revenus d'investissements.

Le compte financier se solde par des entrées nettes de capitaux de 52,5 milliards d'euros.

- La hausse du déficit des transactions courantes est financée par l'accroissement net des engagements vis-à-vis de l'étranger.
- Au sein des opérations financières, les investissements directs nets français à l'étranger se sont élevés à 40,3 milliards d'euros.

La position extérieure se dégrade de 78,7 milliards d'euros.

- À – 695,5 milliards d'euros et compte tenu de la forte contraction du PIB nominal, elle franchit le seuil des – 30 % du PIB, mais reste en deçà du seuil défini par la procédure européenne de déséquilibre macroéconomique (– 35 %).
- Avec la reprise des achats nets de la Banque de France dans le cadre des programmes de l'Eurosystème, la part des titres de dette publique détenue par des investisseurs étrangers passe de 55 % fin 2019 à 52 % fin 2020.

1. Le déficit des transactions courantes atteint un niveau historique

Le solde des **transactions courantes** de 2020 s'établit à - 43,7 milliards d'euros (- 1,9 % du PIB, toujours loin du seuil défini par la procédure européenne de déséquilibre macroéconomique qui est fixé à - 4 % en moyenne sur trois ans), contre - 7,1 milliards en 2019. En pourcentage du PIB, il s'agit d'un des plus forts déficits enregistrés dans les statistiques publiques de balance des paiements depuis soixante-dix ans.

Les échanges commerciaux de biens et de services contribuent à cette dégradation pour respectivement 13,3 et 7,6 milliards d'euros. Le solde des revenus baisse également de 15,8 milliards.

1.1 Un déficit commercial aggravé dans un contexte de réduction des échanges internationaux

En 2020, les échanges commerciaux (exportations plus importations) de la France diminuent de 15,3 % par rapport à l'année précédente.

La chute des exportations a dépassé celle des importations : de respectivement 17,3 %, contre 13,7 % pour les biens, et de 15,8 %, contre 14,2 % pour les services.

Le déficit des échanges de biens et services passe ainsi de 22,6 milliards d'euros à 43,5 milliards.

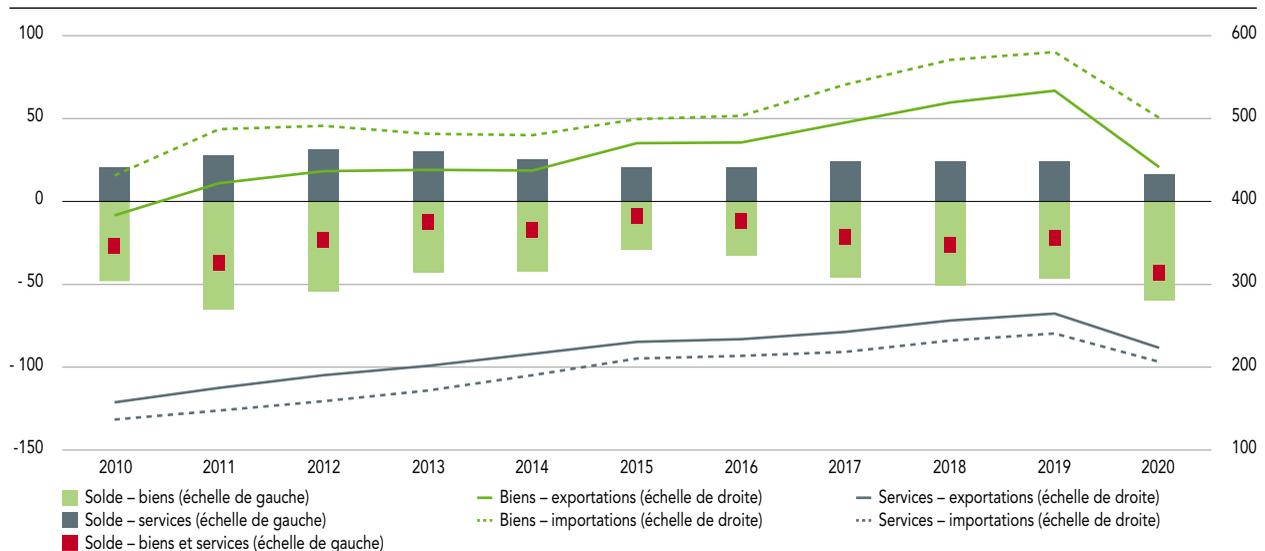
T1 Principaux soldes des transactions courantes (en milliards d'euros)

	2019	2020	Évolution 2020/2019
Transactions courantes	- 7,1	- 43,7	- 36,7
(en % du PIB)	- 0,3	- 1,9	- 1,6
Biens ^{a)}	- 46,6	- 59,9	- 13,3
Biens hors énergie	- 4,0	- 35,5	- 31,5
Énergie	- 42,7	- 24,4	18,2
Services	24,0	16,4	- 7,6
Voyages	11,6	4,2	- 7,4
Autres services	12,4	12,2	- 0,2
Revenus ^{b)}	15,6	- 0,2	- 15,8
Revenus primaires	61,7	43,3	- 18,3
Revenus secondaires	- 46,1	- 43,6	2,5

- a) Les échanges de biens sont établis à partir des statistiques douanières et de mesures complémentaires visant à les rendre compatibles avec les normes statistiques internationales pour l'établissement de la balance des paiements.
- b) Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers ») ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (contributions budgétaires aux institutions européennes et internationales, envois de fonds des travailleurs, etc.). À noter, les subventions européennes reçues sont comptabilisées dans les revenus primaires.

Source : Banque de France.

G1 Exportations et importations de biens et de services (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T2 Exportations et importations de biens et de services (en milliards d'euros et en %)

	2019	2020
Biens		
Exportations	533,6	441,1
Croissance en %	2,7	- 17,3
Importations	580,2	501,0
Croissance en %	1,7	- 13,7
Services		
Exportations	264,7	222,9
Croissance en %	3,2	- 15,8
Importations	240,7	206,5
Croissance en %	3,7	- 14,2

Source : Banque de France.

1.2 Le déficit des échanges de biens se creuse malgré la baisse de la facture énergétique

Le déficit du **commerce des biens** s'élève à 59,9 milliards d'euros, contre 46,6 milliards en 2019.

La hausse du déficit des **marchandises générales** de 9,3 milliards d'euros est portée principalement par les échanges de matériels de transport (dont aéronautique) et les autres produits industriels, mais est atténuée par l'allègement de la facture énergétique (cf. infra *données douanières*). Elle est aggravée par le recul des exportations nettes liées au **négoce international**, à hauteur de 4,0 milliards. Cette activité, qui consiste à acheter pour revendre avec une marge, a en effet été affectée par la contraction des échanges internationaux, notamment sur les filières automobile et énergie.

T3 Soldes des échanges de biens (en milliards d'euros)

	2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	533,6	580,2	- 46,6	441,1	501,0	- 59,9
Marchandises	523,0	580,2	- 57,2	434,5	501,0	- 66,5
Données douanières	509,1	567,1	- 58,0	428,1	493,5	- 65,4
Corrections et ajustements	12,1	9,1	3,0	5,8	4,3	1,5
Soutage et avitaillement	1,9	4,1	- 2,2	0,6	3,2	- 2,6
Négoce international	10,6		10,6	6,5		6,5
Négoce (biens acquis – exportations négatives)	- 64,9		- 64,9	- 52,5		- 52,5
Négoce (biens revendus – exportations)	75,5		75,5	59,0		59,0

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

T4 Échanges de marchandises par type de produit (hors négoce et autres opérations, qui font également partie des biens et sont inclus dans le tableau sur les biens et services) (en milliards d'euros et en %)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2020	Variation 2020/2019 (en %)	Montant en 2020	Variation 2020/2019 (en %)	Montant en 2020	Variation 2020/2019 (en milliards d'euros)
Échanges de marchandises FAB-FAB	428,1	- 15,9	493,5	- 13,0	- 65,4	- 7,3
Échanges de marchandises CAF-FAB ^{a)}	418,1	- 16,0	500,3	- 13,1	- 82,2	- 4,3
dont :						
<i>Secteurs agricole et agroalimentaire</i>	<i>62,1</i>	<i>- 3,5</i>	<i>55,9</i>	<i>- 1,3</i>	<i>6,2</i>	<i>- 1,6</i>
<i>Produits énergétiques</i>	<i>12,2</i>	<i>- 33,1</i>	<i>37,9</i>	<i>- 39,8</i>	<i>- 25,7</i>	<i>19,0</i>
<i>Équipements mécaniques, électriques et informatiques</i>	<i>80,4</i>	<i>- 12,7</i>	<i>113,6</i>	<i>- 9,1</i>	<i>- 33,2</i>	<i>- 0,4</i>
<i>Matériels de transport</i>	<i>79,1</i>	<i>- 33,3</i>	<i>79,7</i>	<i>- 22,7</i>	<i>- 0,6</i>	<i>- 16,1</i>
<i>Autres produits industriels</i>	<i>181,7</i>	<i>- 9,6</i>	<i>210,4</i>	<i>- 6,5</i>	<i>- 28,6</i>	<i>- 4,8</i>

a) Hors matériel militaire.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

Les données douanières, qui représentent la grande partie des marchandises générales de la balance des paiements, affichent un déficit en hausse de 7,3 milliards d'euros en FAB-FAB¹. En mesure CAF-FAB, le déficit augmente de 4,3 milliards. Le solde des matériels de transport se dégrade de 16,1 milliards et celui des autres produits industriels de 4,8 milliards. En revanche, le déficit des produits énergétiques se réduit de 19 milliards en raison de la baisse simultanée des volumes importés et des prix du pétrole.

1.3 La baisse du tourisme international fait reculer l'excédent des services

Les **échanges de services** affichent un excédent de 16,4 milliards d'euros, en baisse de 7,6 milliards par rapport à 2019.

Les **services de voyages** ont été durement touchés par les restrictions sanitaires décidées du fait de la Covid-19². Avec 28,6 milliards d'euros en 2020, les recettes chutent de 50 %, tandis que les dépenses atteignent 24,3 milliards, soit une baisse de 46 %. Le solde s'établit à 4,2 milliards, son niveau le plus bas depuis 1989.

Les recettes et dépenses ont été principalement enregistrées au début de l'année 2020 ou à l'été 2020, le reste de l'année ayant été marqué par les différents confinements et mesures de restriction à la mobilité internationale, avec par exemple une chute des recettes de 84 % en avril 2020 par rapport à 2019. La saison estivale (juillet à septembre) à elle seule correspond ainsi à 3,7 milliards d'euros d'excédent sur les 4,2 milliards annuels.

Les voyageurs de provenance lointaine, plus présents en janvier-février 2020 qu'en 2019, se font en revanche plus rares à l'été au profit des visiteurs européens. Sur l'année, les recettes de ces visiteurs voisins de la France atteignent ainsi 74 % du total, contre 62 % en 2019, centrées particulièrement sur les mois de juillet et août (86 % des recettes en 2020, contre 69 % en 2019).

T5 Soldes des échanges de services (en milliards d'euros)

	2019	2020
Services	24,0	16,4
Transports	- 4,0	- 2,7
Voyages	11,6	4,2
Autres services ^{a)}	16,4	14,9

a) Cf. détails dans le tableau statistique 1.7 « Autres services » consultable sur l'Internet de la Banque de France.

Source : Banque de France.

Le déficit des **transports a contrario** se réduit de 1,3 milliard d'euros pour s'établir à 2,7 milliards³. La forte chute du transport de passagers, de 63,1 % en importations et de 55,4 % en exportations, alors qu'il était déficitaire sur les dernières années, conduit à une amélioration du solde de 1,6 milliard. Le solde du transport de marchandises progresse de 2,9 milliards grâce à une hausse des exportations de fret. Celle-ci s'explique principalement par une très forte augmentation des tarifs de transports maritimes liée aux perturbations des flux de marchandises et aux pénuries locales de conteneurs vides, ainsi que, dans une moindre mesure, par des gains de parts de marché des exportateurs français. Les services auxiliaires au transport en revanche affichent un déficit en hausse de 3,1 milliards.

L'excédent des **autres services**⁴ se réduit de 1,5 milliard d'euros pour atteindre 14,9 milliards.

Cette dégradation est notamment portée par les **services d'assurance et de pension**, dont le déficit s'élève à 0,8 milliard, après un excédent de 1,0 milliard, en raison d'une baisse des exportations de 1,2 milliard et d'une hausse des importations de 0,5 milliard. Les **commissions pour usage de la propriété intellectuelle** y contribuent également, avec un solde en baisse de 0,9 milliard du fait de la baisse des exportations de 1,0 milliard.

En revanche, les soldes des **services manufacturiers**⁵, des **services d'entretien et de réparation**, et des **autres services aux entreprises**⁶ s'améliorent, chacun pour 0,5 milliard d'euros.

Dans les **services financiers** et les **services de télécommunication, d'informatique et d'information**, le solde des échanges extérieurs reste stable.

1 Les marchandises générales sont évaluées à la frontière douanière de l'économie exportatrice initiale (« franco à bord » – FAB), que ce soit pour les importations ou les exportations (FAB-FAB). En revanche, les données douanières ventilées par type de produits incluent les coûts d'assurance et d'acheminement à la frontière du pays importateur (« coût assurance et fret » – CAF) pour les importations (CAF-FAB).

2 Cf. fiche thématique n° 1 associée au présent *Rapport annuel* « 2020, une *annus horribilis* pour les voyages ».

3 Cf. fiche thématique n° 4 associée au présent *Rapport annuel* « Les services

de transport en balance des paiements en 2020 ».

4 Autres que les voyages et les transports.

5 Les services manufacturiers correspondent aux opérations de sous-traitance industrielle (traitement, transformation, assemblage, étiquetage, emballage, etc.), assurées par des entreprises qui ne sont pas propriétaires des biens concernés.

6 Les autres services aux entreprises incluent les services de recherche et de développement, les services spécialisés et de conseil en gestion, et les services techniques, liés au commerce et autres services aux entreprises.

T6 Ventilation géographique des échanges de biens et de services en 2020 (selon l'origine, en milliards d'euros)

	Exportations	Importations	Soldes
Allemagne	84,3	103,5	- 19,3
Belgique	46,9	44,3	2,6
Pays-Bas	29,5	33,4	- 3,9
Italie	42,5	48,4	- 5,9
Espagne	39,6	48,4	- 8,8
Zone euro	290,7	336,8	- 46,1
Union européenne	331,7	385,2	- 53,5
Royaume-Uni	52,3	42,8	9,5
États-Unis	61,0	51,6	9,4
Suisse	26,5	20,2	6,3
Chine	29,9	57,1	- 27,2
Japon	9,5	9,7	- 0,1
Brésil	4,2	3,4	0,9
Russie	7,8	6,3	1,6
Inde	8,2	6,9	1,3
Monde	664,0	707,5	- 43,5

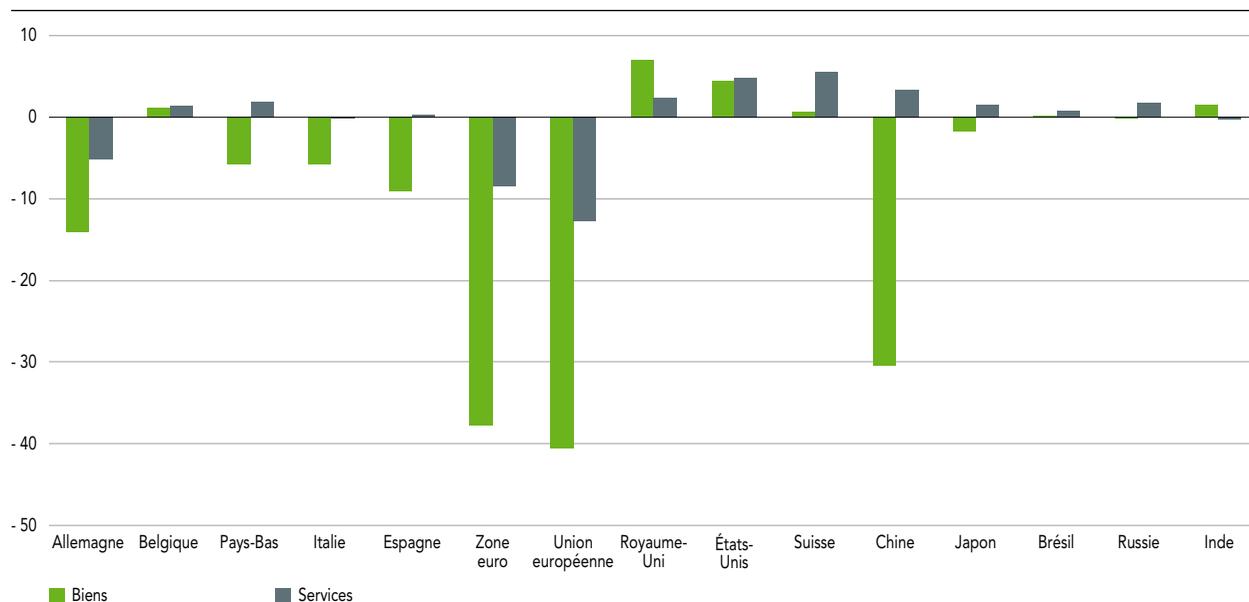
Source : Banque de France.

1.4 La Chine devient le premier déficit commercial de la France

Les échanges commerciaux de biens et services de la France sont marqués en 2020 par un creusement important du déficit vis-à-vis de la Chine, qui passe de 17,7 milliards d'euros à 27,2 milliards. À rebours des principales économies mondiales, les exportations de la Chine ont progressé en 2020 grâce à une reprise plus précoce de l'activité industrielle, et dans un contexte de forte demande mondiale de matériel sanitaire et de produits électroniques. La Chine devient ainsi le premier déficit bilatéral de la France. Le déficit vis-à-vis de l'Allemagne en revanche se réduit, et passe de 26,5 milliards à 19,3 milliards.

Les États-Unis et le Royaume-Uni demeurent les principaux pays d'excédents commerciaux pour la France, mais ceux-ci se réduisent : de 14,5 milliards d'euros à 9,5 milliards pour le Royaume-Uni, et de 13,2 milliards à 9,4 milliards pour les États-Unis.

G2 Ventilation géographique des soldes des biens et services en 2020 (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

Dans l'ensemble, les échanges commerciaux (exportations et importations) avec l'Union européenne (UE) ont été moins affectés par la crise de la Covid-19 que ceux avec le reste du monde. Les échanges commerciaux de la France avec l'UE reculent de 13 % (à 717,0 milliards d'euros), contre 18 % (à 654,5 milliards) avec les pays hors UE. En outre, la baisse des échanges par pays apparaît homogène au sein de l'UE, entre - 11 % et - 16 % pour les principaux partenaires, tandis qu'elle varie de - 3 % (Chine) à - 26 % (Brésil) à l'extérieur. Les échanges commerciaux diminuent de 21 % avec le Royaume-Uni, comme avec les États-Unis.

1.5 Les revenus nets provenant de l'étranger chutent

Les **revenus primaires** sont constitués des rémunérations perçues et versées en contrepartie des contributions transfrontalières à la production en travail et en capital. Ils correspondent par exemple aux salaires des travailleurs frontaliers, ou aux flux de dividendes et d'intérêts avec le reste du monde.

En 2020, ils affichent un excédent de 43,3 milliards d'euros, en baisse de 18,3 milliards par rapport à 2019.

Alors qu'il augmentait de manière quasi continue depuis vingt ans, le solde des **rémunérations de salariés** (constituées principalement des salaires des travailleurs frontaliers français) baisse légèrement, de 1,4 milliard d'euros, en raison des restrictions sanitaires mises en place dans les pays voisins de la France, pour atteindre 20,2 milliards.

Le solde des **revenus d'investissements** s'établit à 20,7 milliards d'euros, contre 36,5 milliards en 2019. Les recettes chutent de 29,8 % et les dépenses de 25,8 %.

Le solde des **revenus des investissements directs** est particulièrement affecté : il passe de 54,5 milliards d'euros à 31,0 milliards. La quasi-totalité de cette baisse est liée aux positions en capitaux propres. La chute des résultats des entreprises a entraîné à la fois celle des revenus perçus des filiales étrangères (- 42 %) et des revenus versés aux maisons mères non résidentes (- 39 %). Au total, l'effet négatif sur le solde est dû au fait que le stock de capitaux propres en avoirs (générant les revenus perçus) dépasse celui des engagements (générant les revenus versés).

À l'inverse, le déficit des **revenus d'investissements de portefeuille**, constitué à partir d'une position nette négative, se réduit de 15,8 milliards d'euros à 10,7 milliards, l'ensemble des catégories d'instruments contribuant à cette baisse. Le solde des revenus liés aux positions en actions s'améliore de 2,0 milliards et celui des revenus liés aux positions en titres de dette de court et long terme, de 2,7 milliards. Le solde des revenus sur les parts d'organismes de placement collectif (OPC) augmente plus modestement, de + 0,4 milliard.

Les **revenus des autres investissements** progressent moins fortement, grâce à des variations symétriques en recettes et en dépenses. Le solde s'améliore néanmoins de 2,9 milliards d'euros. Le solde des **revenus des avoirs de réserve** baisse de 0,3 milliard.

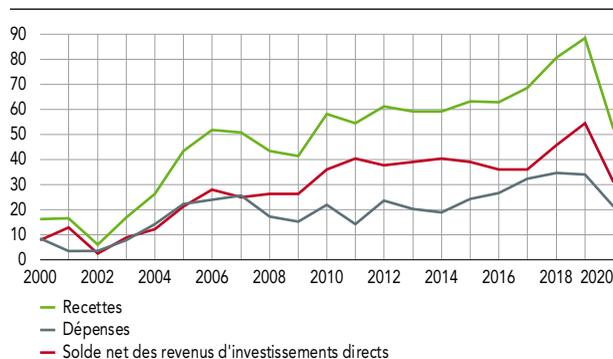
Le solde des **autres revenus primaires**, composés essentiellement des revenus des administrations publiques (subventions européennes et impôts) passe de 3,6 milliards d'euros à 2,4 milliards.

T7 Soldes des revenus primaires (en milliards d'euros)

	2019	2020
Rémunération des salariés	21,6	20,2
Revenus d'investissements	36,5	20,7
Revenus d'investissements directs	54,5	31,0
Revenus d'investissements de portefeuille	- 15,8	- 10,7
Revenus des autres investissements (prêts et emprunts)	- 3,4	- 0,5
Revenus des avoirs de réserve	1,2	0,9
Autres revenus primaires	3,6	2,4
Total	61,7	43,3

Source : Banque de France.

G3 Évolution des revenus d'investissements directs (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

T8 Soldes des revenus secondaires (en milliards d'euros)

	2019	2020
Revenus secondaires des administrations publiques	- 28,9	- 28,3
Prestations sociales	- 7,7	- 7,4
Coopération internationale	- 6,0	- 5,8
Ressources propres des institutions de l'Union européenne	- 21,0	- 23,7
Autres transferts des administrations publiques	5,7	8,6
Revenus secondaires des autres secteurs	- 17,2	- 15,3
dont envois de fonds des travailleurs	- 11,6	- 11,0
Total	- 46,1	- 43,6

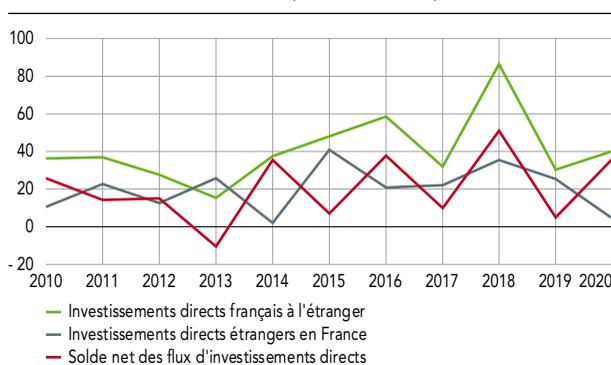
Source : Banque de France.

T9 Compte financier (en milliards d'euros)

	2019	2020
Compte financier	- 19,6	- 52,5
Avoirs	450,6	505,9
Engagements	470,2	558,4
Investissements directs	4,9	36,0
Français à l'étranger	30,2	40,3
Étrangers en France	25,3	4,3
Investissements de portefeuille	- 68,7	- 36,4
Avoirs	62,5	144,3
Engagements	131,2	180,7
Instrument financiers dérivés	3,7	- 23,8
Avoirs	137,6	137,0
Engagements	133,9	160,8
Autres investissements	37,8	- 32,3
Avoirs	217,5	180,3
Engagements	179,7	212,6
Avoirs de réserve	2,8	4,0

Source : Banque de France.

G4 Flux d'investissements directs (en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

1.6 Le déficit des transferts courants se comprime légèrement

Les **revenus secondaires** représentent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Leur solde s'établit à - 43,6 milliards d'euros en 2020, contre - 46,1 milliards en 2019.

Ce déficit est notamment dû aux transferts courants des administrations publiques (- 28,3 milliards d'euros), qui recouvrent entre autres les versements de la France aux institutions européennes et internationales, notamment dans le cadre des ressources propres des institutions de l'UE.

Le solde des **envois de fonds des travailleurs** s'améliore légèrement, et affiche un déficit de 11,0 milliards d'euros en 2020.

2. Les financements auprès de l'étranger continuent de progresser

Le compte financier enregistre des entrées nettes de capitaux ⁷ en hausse, à 52,5 milliards d'euros, contre 19,6 milliards en 2019, en lien avec le financement du déficit accru des transactions courantes.

Cette augmentation est alimentée par la hausse des flux d'engagements vis-à-vis du reste du monde. Ils passent de 470,2 milliards d'euros à 558,4 milliards. L'économie française a par ailleurs continué à investir à l'étranger : les flux en avoirs passent de 450,6 milliards à 505,9 milliards.

2.1 Les investissements directs continuent à afficher des sorties nettes de capitaux

Le solde des **investissements directs** s'établit à 36,0 milliards d'euros en 2020, après 4,9 milliards en 2019. Il correspond à un surplus des investissements directs à l'étranger par rapport aux investissements étrangers en France. C'est la seule catégorie d'investissement pour laquelle on observe des sorties de capitaux, avec les avoirs de réserve.

Les investissements français à l'étranger augmentent et atteignent 40,3 milliards d'euros, après 30,2 milliards. Cette hausse s'explique avant tout par les liquidités apportées par les maisons mères françaises à leurs filiales à l'étranger : les sorties en prêts-emprunts intragroupe s'élèvent à 12,7 milliards, après des entrées de 8,7 milliards en 2019. En revanche, les flux en capitaux propres se réduisent de 38,9 milliards à 27,5 milliards, à cause de

la baisse des bénéficiaires réinvestis. Celle-ci est liée à la chute des résultats des filiales étrangères engendrée par la crise sanitaire⁸.

Les investissements étrangers en France diminuent et passent de 25,3 milliards d'euros à 4,3 milliards. Cette baisse porte à la fois sur les opérations en capitaux propres (- 15,7 milliards) et sur celles liées aux instruments de dette (- 5,4 milliards).

2.2 Des entrées nettes sont constatées pour les investissements de portefeuille, malgré une hausse des achats de titres étrangers

Les **investissements de portefeuille** affichent un moindre déficit, à - 36,4 milliards d'euros, après - 68,7 milliards en 2019.

Cette amélioration s'explique par la progression des flux en avoirs. Ils s'établissent à 144,3 milliards d'euros, soit le montant le plus élevé enregistré depuis 2007. Durant la crise, les investisseurs français ont ainsi continué à acquérir des titres étrangers, non seulement des obligations et titres de dette de court terme (91,4 milliards) mais également des actions (45,0 milliards), et, dans une moindre mesure, des parts d'OPC (8,0 milliards).

Les investisseurs étrangers ont également accru leurs achats de titres français⁹. Les flux en engagements passent de 131,2 milliards d'euros à 180,7 milliards. Dans un contexte de forte hausse de l'endettement obligataire public et privé, les achats de titres de dette par des non-résidents ont progressé de 137,1 milliards à 169,7 milliards. En particulier, les investisseurs étrangers ont acquis des titres publics français pour 85,9 milliards, alors que les acquisitions nettes effectuées par la Banque de France - résidente - dans le cadre notamment des programmes d'achats d'actifs de l'Eurosystème ont atteint 160 milliards.

2.3 Les soldes des instruments financiers dérivés et des autres investissements se dégradent

Le solde des **instruments financiers dérivés** baisse à - 23,8 milliards d'euros, après 3,7 milliards en 2019, en raison d'une hausse des flux en engagements (160,8 milliards, après 133,9 milliards).

Le solde des **autres investissements**, essentiellement composé des prêts-emprunts des banques, s'établit à -32,3 milliards d'euros, après 37,8 milliards en 2019. Cette dégradation résulte à la fois d'une baisse des flux en avoirs

(180,3 milliards, après 217,5 milliards) et d'une hausse des flux en engagements (212,6 milliards, après 179,7 milliards).

Les flux en **avoirs de réserve** se soldent par des acquisitions nettes d'actifs pour 4,0 milliards d'euros, après 2,8 milliards en 2019.

3. La position extérieure nette franchit le seuil des - 30 % du PIB

Fin 2020, la **position extérieure**¹⁰ nette de la France ressort à - 695,5 milliards d'euros, soit - 30,2 % du PIB, en baisse de 78,7 milliards par rapport à fin 2019. La dégradation du ratio en pourcentage du PIB est temporairement amplifiée par la forte contraction de ce dernier.

Cette diminution reflète le financement du déficit des transactions courantes et du compte de capital pour 41,7 milliards d'euros. En outre, l'appréciation de

T10 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2019 et fin 2020 (en milliards d'euros et en % du PIB)

	Montant	En % du PIB
Position nette à fin 2019	- 616,8	- 25,3
Variation imputable aux transactions courantes et compte de capital	- 41,7	- 1,8
Variation de change	- 35,2	- 1,5
Variation boursière	34,3	1,5
Autres variations	- 36,1	- 1,6
Variation imputable à l'évolution du PIB		- 1,5
Position nette à fin 2020	- 695,5	- 30,2

Source : Banque de France.

7 En balance des paiements, les flux financiers sont présentés selon le principe avoirs/engagements. Un solde négatif correspond à des entrées nettes de capitaux, dont le montant finance un déficit des transactions courantes. Les entrées de capitaux sont alimentées par les hausses des engagements vis-à-vis du reste du monde et par les baisses des avoirs sur le reste du monde.

8 En balance des paiements, la partie non distribuée des résultats d'une filiale est considérée comme un investissement direct de l'entreprise mère vers l'entreprise fille.

9 Cf. fiche thématique n° 2 associée au présent *Rapport annuel* « Les non-résidents ont procédé à des achats historiquement importants de dette française en 2020 ». Voir également Schmidt (J.) et Sirello (O.) (2021), « Les flux de portefeuille de la zone euro en 2020 : l'impact de la crise Covid », *Bloc-notes Éco*, billet n° 218, juin, pour une analyse des investissements de portefeuille de la zone euro.

10 La position extérieure traduit la différence entre le stock des avoirs et le stock des engagements exprimés en valeur de marché vis-à-vis du reste du monde.

T11 Position extérieure de la France à fin 2020 (en milliards d'euros et en % du PIB)

Investissements directs (valeur mixte) ^{a)}	475,9
Français à l'étranger	1 261,4
Étrangers en France	785,4
Investissements de portefeuille	- 975,7
Avoirs (résidents sur titres étrangers)	2 697,6
Engagements (non résidents sur titres français)	3 673,3
Instruments financiers dérivés	- 98,7
Prêts et emprunts	- 280,1
Avoirs de réserve	183,0
Position extérieure nette	- 695,5
En % du PIB	- 30,2
Dettes extérieures nettes hors avoires de réserve	- 1 223,9
En % du PIB	- 53,1

a) En valeur mixte, les actions cotées sont comptabilisées en valeur de marché tandis que les actions non cotées sont enregistrées en valeur comptable.

Source : Banque de France.

T12 Position extérieure nette en 2020 par secteur (en milliards d'euros)

Position extérieure nette	- 695,5
Banque de France	233
Administrations publiques	- 1 332
Banques	- 346
Autres secteurs	750

Source : Banque de France.

T13 Dette extérieure nette, ventilation par devises hors avoires de réserve (en milliards d'euros)

	2019	2020
Dettes extérieures nettes hors avoires de réserve	1 129,5	1 223,9
Euro	900,1	965,6
Dollar US	288,8	383,4
Yen	- 115,2	- 156,9
Livre sterling	73,5	72,3
Yuan	4,1	1,6
Autres monnaies	- 21,9	- 42,0

Source : Banque de France.

l'euro en 2020 entraîne une baisse de la contrevaletur des actifs libellés en devises, contribuant à dégrader la position nette de 35,2 milliards. Néanmoins, les évolutions de la valeur de marché des actifs financiers compensent cet effet et améliorent la position nette de 34,3 milliards.

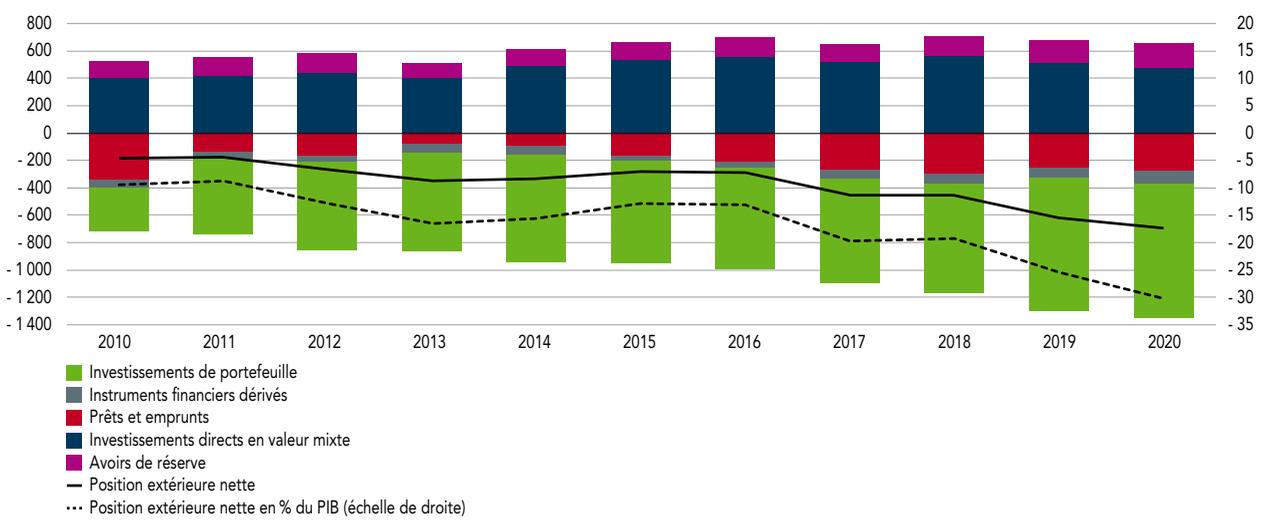
La position en investissements directs ressort créditricer à hauteur de 475,9 milliards d'euros, en baisse de 36,5 milliards par rapport à fin 2019. Cette diminution malgré un solde positif des flux est principalement liée aux effets de change (- 49,3 milliards).

Les investissements de portefeuille affichent une position de - 975,7 milliards d'euros, en baisse de 9,4 milliards par rapport à fin 2019.

Les administrations publiques constituent le principal secteur débiteur au sein de la position extérieure nette, avec un stock d'engagements vis-à-vis de l'étranger qui dépasse de 1 332 milliards d'euros le stock des avoires. En 2020, cette situation reflète les fortes émissions nettes de dette publique et la part importante des investisseurs étrangers dans le financement de celle-ci. Cette part a néanmoins diminué en 2020 sous l'effet des programmes européens d'achats d'actifs mis en œuvre par la Banque de France (résidente) : elle s'élève à 52 % en 2020, contre 55 % en 2019. La position nette du secteur bancaire est également négative, de - 346 milliards, tandis que celle de la Banque de France et des autres secteurs apparaît positive, de respectivement 233 milliards et 750 milliards.

La **dette extérieure nette** (hors avoires de réserve) atteint 1 223,9 milliards d'euros fin 2020, en hausse de 94,4 milliards par rapport à fin 2019. Cette dette nette est principalement libellée en euros (pour 965,6 milliards). Les actifs libellés en euros représentent par ailleurs 70,9 % des créances de la France, et 72,5 % de sa dette extérieure brute. L'économie française a également une dette extérieure nette en dollars de 383,4 milliards d'euros. Inversement, elle détient des créances nettes en yens, pour 156,9 milliards d'euros.

G5 Position extérieure nette de la France sur longue période (en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

FICHES THÉMATIQUES

FICHE N° 1

2020, UNE ANNUS HORRIBILIS POUR LES VOYAGES

En 2020, les restrictions de déplacement des personnes résultant de la crise sanitaire ont conduit à une chute considérable des recettes et dépenses de voyages, respectivement de 50 % et 46 % pour la France et en moyenne de 59 % et 56 % pour l'Union européenne. Après la baisse considérable du printemps, le léger rebond de la période estivale est marqué par l'absence de visiteurs en provenance des pays les plus éloignés et le retour modéré des voyageurs européens. En dehors des mois d'été, quelques recettes et dépenses ont subsisté également en France du fait de la diversité des profils comptabilisés en « voyages » dans la balance des paiements (cf. encadré « Voyages ou tourisme ? »), tels que les étudiants étrangers ou les non-résidents détenteurs de résidence secondaire¹. En 2020, les recettes de voyages de la France atteignent ainsi 28 milliards d'euros pour des dépenses de 24 milliards, soit un solde excédentaire de 4 milliards.

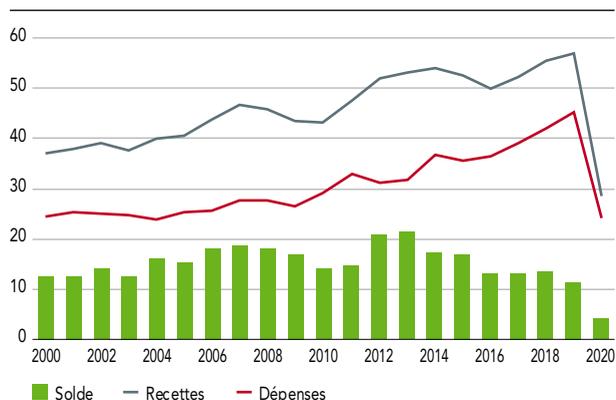
1. L'année 2020, une année hors norme pour les voyages internationaux

Les **recettes de voyages**, point fort de la France et comptant pour 22 % de ses exportations de services en 2019, chutent ainsi de 50 % par rapport à 2019 (cf. graphique 1). Avec 28,5 milliards d'euros de recettes, l'année 2020 rompt la tendance de croissance graduelle des recettes enregistrée depuis 2000, en dépit des légers reculs de 2003 (crise du SRAS), 2009-2010 (crise économique mondiale) et 2015-2016 (attentats sur le territoire français). Les recettes retrouvent ainsi des niveaux observés au milieu des années 1990.

Ce retour en arrière vaut aussi pour les **dépenses** des Français à l'étranger qui baissent de 46 % par rapport à 2019 pour s'élever à 24,3 milliards en 2020, soit le niveau constaté à la fin des années 1990. La croissance des dépenses de voyages depuis 2000, très soutenue sur la dernière décennie avec une variation annuelle moyenne de 5 % entre 2010 et 2019, connaît ainsi également un brutal coup d'arrêt.

Enfin, le **solde des voyages**, traditionnellement premier excédent de services de la France, atteint 4,2 milliards d'euros, soit le niveau le plus bas depuis la fin des années 1980, après un excédent de 11,6 milliards en 2019.

G1 Recettes et dépenses de voyages de la France (en milliards d'euros)



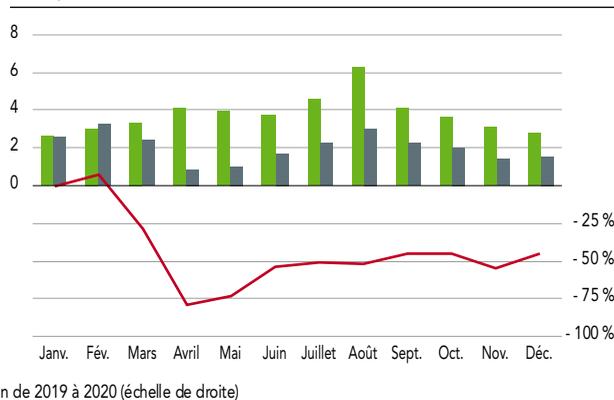
Source : Banque de France.

G2 Recettes et dépenses de voyages de la France vis-à-vis du reste du monde (en milliards d'euros, non corrigées des variations saisonnières)

a) Recettes



b) Dépenses



Source : Banque de France.

Au-delà de la diminution des recettes et des dépenses, **l'année 2020 se caractérise par un deuxième trimestre historiquement faible** (cf. graphique 2), alors que la France bénéficie d'ordinaire d'une présence de visiteurs étrangers tout au long de l'année grâce à la diversité de son offre touristique (tourisme culturel, voyages d'affaires, sports d'hiver, tourisme balnéaire, etc.). En particulier, les recettes de voyages à titre professionnel ont baissé brutalement à partir de mars sans reprendre véritablement depuis, en lien avec l'annulation des principaux congrès et salons internationaux initialement programmés notamment en région parisienne.

Le tarissement des voyages internationaux, tous motifs confondus, par rapport aux années précédentes intervient ainsi de la mi-mars à mai, correspondant aux mois de confinement² les plus stricts en France métropolitaine. Les recettes chutent ainsi de 84 % en avril 2020 par rapport au même mois de 2019 et les dépenses de 79 %³. L'allègement des restrictions sanitaires mises en place à l'été dans la plupart des pays à l'origine de voyages ou de destination⁴ a permis une certaine reprise des déplacements internationaux, toutefois plus prononcée pour les voyages des non-résidents en France que pour les séjours des Français à l'étranger (- 43 % pour les recettes, contre - 51 % pour les dépenses en juillet et août d'une année à l'autre). Les séjours transfrontaliers ralentissent de nouveau fortement à la fin de l'année du fait de la recrudescence de l'épidémie et du deuxième confinement⁵, la baisse des recettes et des dépenses en novembre atteignant respectivement 66 % et 55 %.

Contrairement aux années passées, **l'excédent des voyages se concentre ainsi quasi exclusivement sur la période estivale**, le cumul de juillet à septembre s'élevant à 3,7 milliards d'euros pour un excédent annuel de 4,2 milliards (contre un cumul estival de 5,8 milliards pour un excédent annuel de 11,6 milliards en 2019).

2. En 2020, les recettes et dépenses de voyages se recentrent sur l'Europe

Au-delà de leur recul historique, les recettes de voyages présentent en 2020 un profil géographique nouveau marqué par un **affaiblissement des recettes en provenance**

1 Le Gallo (F.) et Schmitt (K.) (2020), « Mesurer les voyages internationaux en temps de Covid-19 », *Bloc-notes Éco*, Banque de France, billet n° 184, octobre.

2 Le premier confinement en France s'étend du 17 mars au 11 mai 2020.

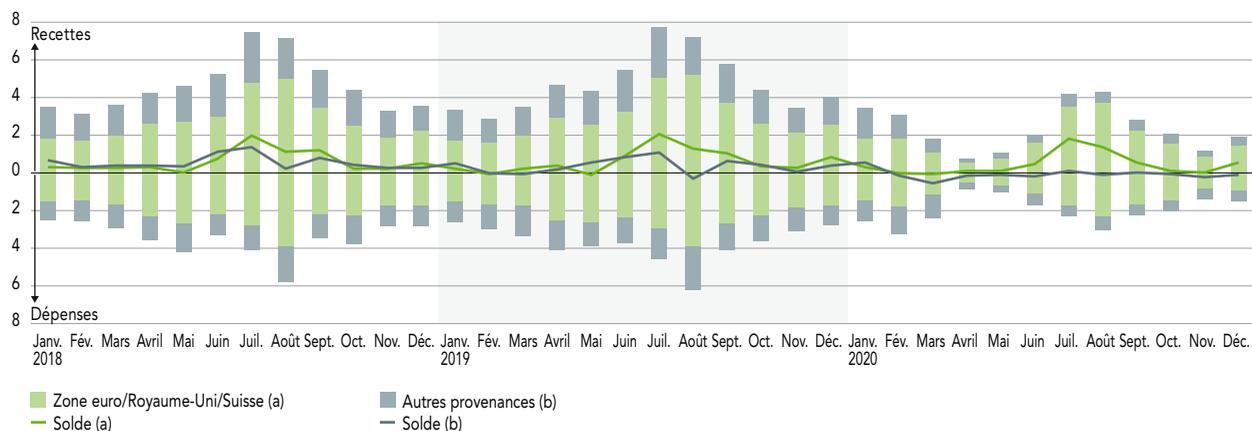
3 Même avec les restrictions aux frontières, les services de voyages mesurés par la balance des paiements incluent les dépenses de visiteurs non résidents : étudiants étrangers, travailleurs détachés, expatriés confinés en France, etc.

4 Au total, les confinements nationaux en 2020 ont strictement restreint les déplacements transfrontières à l'exception de certains motifs impérieux ou professionnels. À l'échelle de l'Union européenne (UE) et de l'espace Schengen, suite à l'approbation du Conseil européen des propositions de

la Commission, les frontières extérieures sont ainsi fermées à partir du 17 mars 2020 et pour une durée de trente jours, seuls les déplacements essentiels subsistant entre les États européens. Ces mesures sont ensuite prorogées d'un mois les 8 avril et 8 mai. La plupart des frontières intérieures européennes rouvrent finalement à partir de mi-juin, suivant ainsi les recommandations précisées le 11 juin par la Commission européenne, et l'UE lève les restrictions à ses frontières aux pays tiers à partir du 1^{er} juillet selon la provenance et sous conditions de tests négatifs. La liste des pays concernés par la levée des restrictions fait l'objet d'une mise à jour toutes les deux semaines.

5 Le deuxième confinement s'étend du 30 octobre au 15 décembre 2020.

G3 Profil géographique des recettes et dépenses de voyages de la France (en milliards d'euros)



Lecture : En décembre 2020, les recettes en provenance de l'ensemble zone euro/Royaume-Uni/Suisse s'élevaient à 1,5 milliard d'euros et 0,5 milliard pour les autres provenances ; les dépenses ressortent à 0,9 milliard pour l'ensemble zone euro/Royaume-Uni/Suisse et 0,6 milliard pour les autres provenances.

Source : Banque de France.

des origines lointaines au profit des pays proches de la France. Alors qu'en 2019 les recettes issues du continent européen représentaient 62 % des recettes totales de la France, leur part s'élève à 74 % en 2020 (cf. graphique 3). **La perte de recettes en 2020 par rapport à 2019 atteint ainsi 65 %** (soit 13,8 milliards d'euros) **pour les provenances lointaines et 41 %** (soit 14,4 milliards) **pour les provenances européennes.**

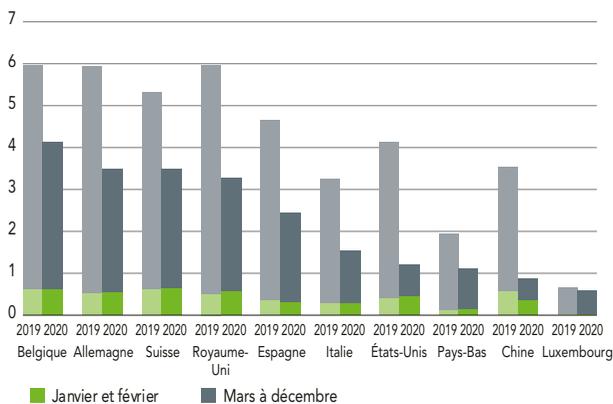
Les recettes françaises en provenance de pays lointains, notamment des États-Unis ou de Chine, restent ainsi en net retrait depuis mars 2020 (respectivement – 83 % et – 80 % de mars à décembre 2020 par rapport à la même

période en 2019, cf. graphique 4). À l'inverse, sur cette même période, les recettes en provenance de Belgique, d'Allemagne ou de Suisse diminuent moins fortement, respectivement de 34 %, 45 % et 39 %.

La répartition géographique des dépenses des Français à l'étranger est marquée en 2020 par une légère progression de la part des dépenses en Europe au détriment des pays plus lointains (65 % des dépenses totales dans les pays proches en 2020, contre 62 % en 2019, cf. graphique 3). Entre 2019 et 2020, les dépenses à destination des pays proches de la France reculent ainsi de 44 % (soit 12,3 milliards d'euros) et de 50 % pour les destinations lointaines (soit 8,6 milliards).

In fine, l'excédent enregistré habituellement en été, grâce aux voyageurs des provenances lointaines, a fondu de 5,2 milliards d'euros en 2020 (cf. graphique 3), avec un solde vis-à-vis de ces pays pratiquement équilibré. La perte d'excédent avec les pays voisins de la France demeure *a contrario* plus contenue à 2,2 milliards.

G4 Recettes en 2019 et 2020 pour les dix premiers pays partenaires de la France en 2020 (en milliards d'euros)

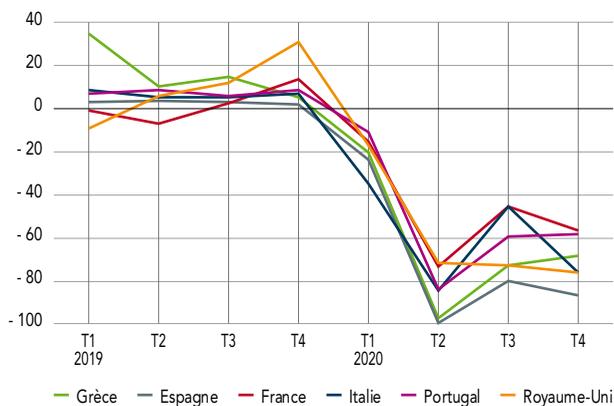


Source : Banque de France.

3. Tous les pays touristiques, en particulier au sud de l'Europe, subissent une perte de voyageurs

La baisse du tourisme international touche tous les pays. L'Organisation mondiale du tourisme évalue ainsi le repli des arrivées internationales aux frontières en 2020 à environ 74 % à l'échelle mondiale et à 70 %, malgré un léger sursaut durant l'été, pour l'Europe⁶. La réduction

G5 Recettes de voyages de quelques pays européens (glissement annuel en pourcentage)



Sources : Eurostat, Banque de France, UK Office for National Statistics.

des recettes de voyages en 2020, de 50 % pour la France, atteint par exemple 77 % pour l'Espagne, 60 % pour l'Italie ou encore 76 % pour la Grèce, 64 % pour le Royaume-Uni et 58 % pour le Portugal.

Pour tous les pays européens, la crise est particulièrement manifeste au deuxième trimestre avec des recettes de voyages en baisse de l'ordre de 70 % par rapport au deuxième trimestre 2019 pour le Royaume-Uni, 75 % pour la France, 85 % pour l'Italie, 97 % pour la Grèce et 99 % pour l'Espagne. Certains pays enregistrent une timide reprise au cours de l'été (-45 % au troisième trimestre 2020 par rapport au même trimestre en 2019 pour la France et l'Italie, -59 % pour le Portugal), alors que pour d'autres les pertes restent massives (-80 % pour l'Espagne et -73 % pour le Royaume-Uni).

Le déclin des recettes de voyages des pays européens se poursuit au début de l'année 2021 dans un contexte toujours fortement marqué par la crise sanitaire et par des restrictions de déplacement différentes selon les situations nationales (confinements locaux ou nationaux, fermeture des frontières domestiques ou de l'Union européenne, tests à l'entrée du territoire, etc.). Au premier trimestre 2021, les recettes de voyages reculent ainsi de 90 % en Espagne, 83 % en Italie ou encore 77 % au Portugal par rapport au même trimestre de 2019, période de référence non encore affectée par la crise de la Covid-19. Pour l'Allemagne et la France, elles diminuent respectivement de 68 % et 59 % au premier trimestre.

6 UNWTO, *World Tourism Barometer*, vol. 19, n° 1, janvier 2021.

Voyages ou tourisme ?

Les statistiques internationales distinguent deux concepts dont les champs se recoupent sans coïncider : les « voyages » d'une part – objet de cette fiche – et le « tourisme international » d'autre part.

L'évaluation des **recettes et dépenses de voyages** pour la France revient à la **Banque de France** au titre de sa mission d'élaboration de la balance des paiements. Les « **recettes** » ou exportations de voyages recouvrent les biens et services que les visiteurs non résidents acquièrent sur le territoire français (à l'exclusion du transport international), y compris à l'occasion de déplacements à la journée (frontaliers, voyageurs en transit, etc.) et pour tous les motifs de visite (tourisme d'agrément, voyages d'affaires, travailleurs détachés, étudiants internationaux, patients recevant des soins médicaux, résidence secondaire, etc.). Symétriquement, les « **dépenses** » ou importations de voyages recouvrent les achats des résidents français lors de leurs séjours à l'étranger.

A contrario, le concept de **tourisme international** exclut les visiteurs en déplacement à la journée tels que les frontaliers ou les personnes en transit pour ne considérer que les voyageurs passant au moins une nuit hors de leur pays de résidence. En sont également exclus les travailleurs saisonniers et autres travailleurs à court terme, les étudiants en programme d'études de longue durée et les patients suivant un traitement de longue durée en dehors de leur pays de résidence.

Sources : Fonds monétaire international, sixième édition du *Manuel de la balance des paiements* ; Commission statistique des Nations unies, *Recommandations internationales sur les statistiques du tourisme*.

FICHE N° 2

LES NON-RÉSIDENTS ONT PROCÉDÉ À DES ACHATS HISTORIQUEMENT IMPORTANTS DE DETTE FRANÇAISE EN 2020

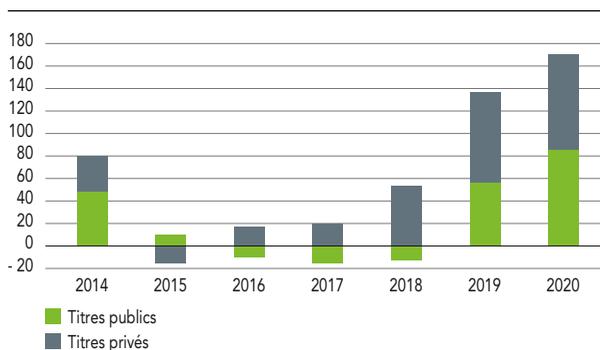
La crise sanitaire, économique et financière liée à la pandémie de Covid-19, en France et dans le monde en 2020, a engendré des besoins de financement considérables. Face à l'incertitude et à la perte d'activité, l'économie française a ainsi augmenté son endettement en titres émis sur les marchés financiers. Cette nouvelle dette a été principalement achetée par le secteur financier résident, dont surtout la Banque de France, et par les non-résidents. Ces achats ont entraîné une hausse importante des entrées de capitaux en balance des paiements par rapport aux années précédentes (170 milliards d'euros en 2020, après 137 milliards en 2019 et 41 milliards en 2018).

1. Le choc de la Covid-19 a provoqué une forte augmentation de l'endettement externe de la France

Les entrées de capitaux dues aux achats de la dette française par les non-résidents ont beaucoup augmenté en 2020. Au cours de l'année, les investisseurs internationaux aussi bien intra qu'extra-zone euro ont acquis pour 170 milliards d'euros nets de titres de dettes, au lieu de 61 milliards en moyenne entre 2017 et 2019¹. Les non-résidents ont principalement acheté de la dette publique (86 milliards, soit 59 % du total des achats nets) ainsi que des titres émis par le secteur privé non financier (30 milliards, 18 %). 59 % de leurs achats nets ont porté sur les dettes de long terme tous secteurs émetteurs confondus².

Dans le même temps, la Banque de France a effectué des achats nets sur le marché secondaire de 212 milliards d'euros de titres de dette, dont 160 milliards de dette publique. Ceux-ci ont notamment été réalisés dans le cadre des programmes d'achats d'actifs,

G1 Achats nets de titres de dette par les non-résidents
(flux annuels en valeur de marché, en milliards d'euros)

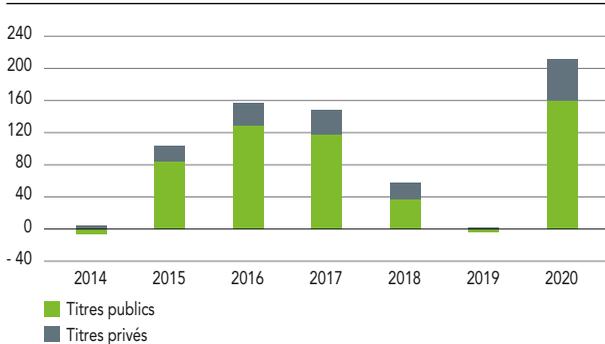


Source : Banque de France.

le programme d'achats de titres du secteur public (*public sector purchase programme*, PSPP) et le programme d'achats d'urgence face à la pandémie (*pandemic emergency purchase programme*, PEPP) de la Banque centrale européenne (BCE), mis en œuvre de manière décentralisée par les banques centrales nationales de l'Eurosystème. La Banque de France a également acquis 52 milliards d'euros de dettes privées (*cf. graphique 1*), dont plus des trois quarts (81 %) constitués de titres émis par le secteur privé non financier résident dans le cadre du programme d'achat de titres du secteur privé (*corporate sector purchase programme*, CSPP).

Le maintien d'un courant d'achat net de la part des non-résidents n'avait pas été observé lors des précédents programmes d'achats de la BCE ; les non-résidents avaient ainsi procédé à des ventes nettes pour 28 milliards d'euros de dette publique sur la période 2015-2018.

G2 Achats nets de titres de dette par la Banque de France (flux annuels en valeur de marché, en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

2. Les émissions nettes de titres de dette ont atteint des niveaux exceptionnels en 2020

Les achats des non-résidents, comme de la Banque de France, ont absorbé la quasi-totalité des émissions nettes exceptionnellement élevées de titres de dette effectués en 2020 : près de la moitié ont été réalisés par la Banque de France (54 %), notamment sur le marché secondaire pour les titres publics, et 40 % par les non-résidents ³.

En effet, les émissions nettes de titres de dette en France ont atteint des niveaux jamais observés auparavant. Au total, elles se sont élevées à 417 milliards d'euros sur l'année, dont 294 milliards entre mars, début de la crise du coronavirus, et juin 2020.

En 2020, les administrations publiques françaises ont été les plus actives en zone euro avec 299 milliards d'euros d'émissions nettes, soit 13 % du PIB (contre 9 % en moyenne pour les autres pays de la zone euro). Les émissions nettes des remboursements de l'État contribuent à hauteur de 212 milliards. Par ailleurs, alors que les émissions nettes de court terme avaient été négatives en 2018 et 2019, 30 % des emprunts nets de l'État en 2020, soit 55 milliards, ont une maturité initiale inférieure ou égale à un an. Les administrations de la sécurité sociale (ASSO) ont aussi massivement eu recours aux marchés financiers, notamment de court terme. Elles ont ainsi levé un total de 74 milliards au cours de 2020, dont 94 % entre avril et juin, soit un montant jamais observé. Enfin, les administrations publiques locales ont émis 17 milliards ⁴ de titres de dette, au lieu de 5 milliards en 2019.

Du côté du secteur privé, les sociétés non financières (SNF) françaises ont émis 78 milliards d'euros de titres de dette en 2020, au lieu de 39 milliards en 2019. Les trois quarts ont été mis en circulation lors du premier confinement entre avril et mai (50 milliards). Ces émissions représentent 3,4 % du PIB et placent les SNF françaises à la première position parmi les principaux pays de la zone euro, devant

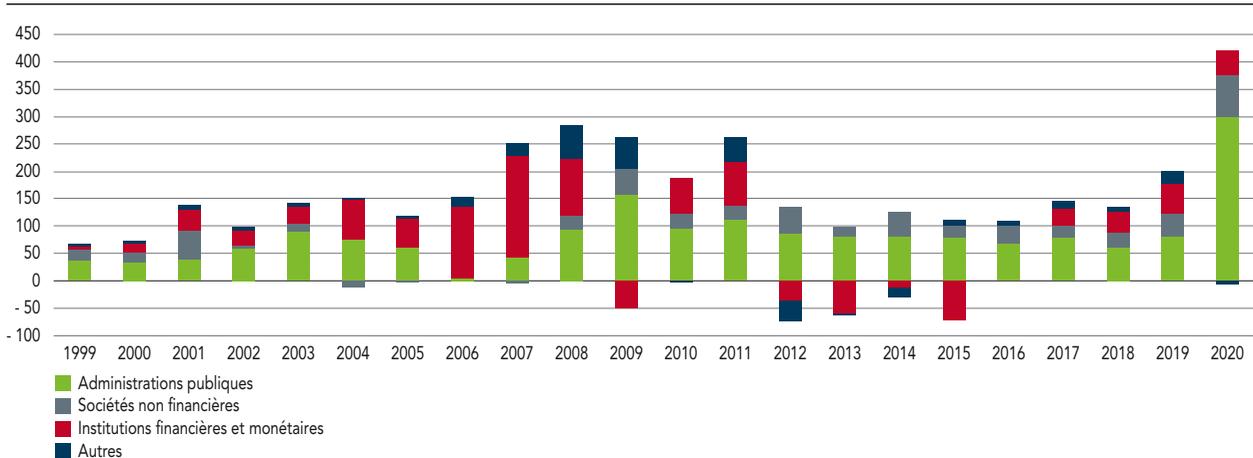
1 On fait référence ici au flux net c'est-à-dire au solde entre les achats et les ventes de titres.

2 Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

3 Les émissions nettes correspondent à la différence entre les émissions nouvelles et les remboursements.

4 11 milliards ont été émis par la Société du Grand Paris.

G3 Émissions de titres de dette par les résidents français (flux annuels en milliards d'euros)



Note : Émissions nettes en valeur de marché.

Sources : Banque centrale européenne, Banque de France.

les Pays-Bas (2,8 %) et l'Allemagne (1,1 %). La progression de la dette au passif du bilan des entreprises françaises s'accompagne d'une hausse simultanée de leur trésorerie à l'actif, se justifiant entre autres par un motif de précaution face à l'incertitude générée par le choc économique (cf. note de la Banque de France de septembre 2020).

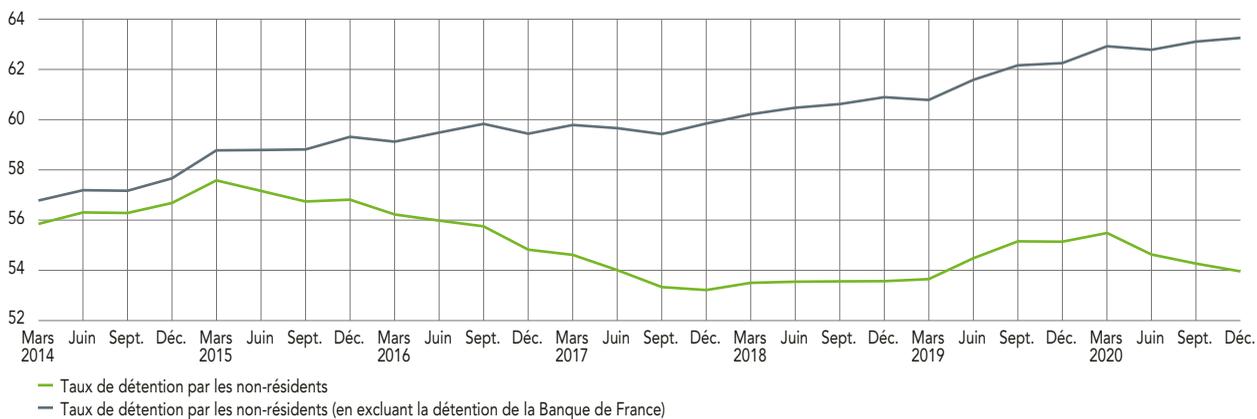
3. Le taux de détention de la dette par les non-résidents baisse légèrement en 2020

Si l'on rapporte l'encours total acquis par les non-résidents aux encours totaux émis, le taux de détention des non-résidents revient en 2020 à son niveau de 2018. En 2019, les investisseurs internationaux détenaient 55 % du total des encours de dette en France, contre 54 % en 2020. On observe la même tendance pour la dette publique dont le taux de 2020 avoisine celui déjà constaté en 2018 (52 %, après 53 %), bien qu'en deçà de

celui de 2019 (55 %). L'une des principales explications réside dans la hausse des achats de la Banque de France sur le marché secondaire qui a fait baisser mécaniquement la part des non-résidents. Toutefois, hors détention par la Banque de France, le taux de détention non résident de la dette publique et privée française a en réalité augmenté de 1 point de pourcentage en un an, soit de 62 % à 63 % entre 2019 et 2020.

Enfin, grâce à la baisse des taux d'intérêt en 2020, les charges d'intérêts associées aux engagements des non-résidents sur la dette française, et donc enregistrées en transactions courantes, ont reculé en 2020, revenant à 34 milliards d'euros, après 39 milliards en 2019, soit 5 milliards en moins. Le coût apparent de ces engagements a en effet diminué de presque un demi-point de pourcentage, soit de 1,7 % en 2019 à 1,3 % en 2020, et a plus que compensé la hausse des encours détenus par les non-résidents à la suite de la crise du coronavirus.

G4 Taux de détention par les non-résidents de la dette française (en % du total des détentions en valeur de marché)



Source : Banque de France.

FICHE N° 3

LES FRONTALIERS SERAIENT À L'ORIGINE DE L'ESSENTIEL DES DÉPÔTS ET EMPRUNTS AUPRÈS DES BANQUES NON RÉSIDENTES

Quoique modestes en comparaison des dépôts des ménages en France, les dépôts à l'étranger des résidents français ont progressé de près de 3,5 % au cours de l'année 2020, pour atteindre un plus haut niveau historique de 35 milliards d'euros. Ces dépôts sont constitués pour l'essentiel d'euros, mais aussi de francs suisses. Ils trouveraient en grande partie leur origine dans les activités professionnelles des frontaliers.

Des emprunts sont également contractés par des résidents français auprès de banques non résidentes. Ils sont cependant deux fois moins élevés que les dépôts (16 milliards d'euros) et baissent de 1,7 % en 2020. Ils sont libellés pour l'essentiel en euros.

1. Les dépôts des ménages résidents excèdent leurs emprunts auprès des banques non résidentes

Dans la position extérieure, les ménages ne sont pas identifiés en tant que tels, mais inclus dans la rubrique « autres secteurs ».

Le montant des dépôts¹ des ménages résidents auprès d'établissements bancaires non résidents s'établit à plus de 35 milliards d'euros à la fin de l'année 2020, représentant près de 2 % des dépôts bancaires des ménages. Le montant des emprunts des ménages résidents auprès de banques non résidentes atteint quant à lui un peu plus de 15 milliards, soit 1 % des crédits bancaires des ménages.

Les ménages disposent donc de 2,2 fois plus de dépôts que d'emprunts auprès de banques non résidentes, ce ratio demeurant très stable depuis 2013. La contribution nette des

ménages dans la position extérieure (dépôts – emprunts, hors détentions de titres) s'élève ainsi à près de 20 milliards d'euros.

2. Les pays frontaliers principalement concernés

Ce recours à des banques non résidentes par des ménages français s'explique probablement en grande partie par les « travailleurs frontaliers », c'est-à-dire les actifs traversant quotidiennement ou plusieurs fois par semaine une frontière pour se rendre sur le lieu de leur activité professionnelle.

En effet, les banques non résidentes qui disposent des plus gros encours de prêts et de dépôts vis-à-vis des ménages résidents sont situées dans des pays frontaliers du nord et de l'est de la France. Ces pays génèrent également des recettes significatives de revenus primaires du travail (cf. *fiche n° 2 du Rapport annuel 2019*). Ce qui reflète notamment les activités des travailleurs frontaliers français en Suisse, en Allemagne et au Luxembourg.

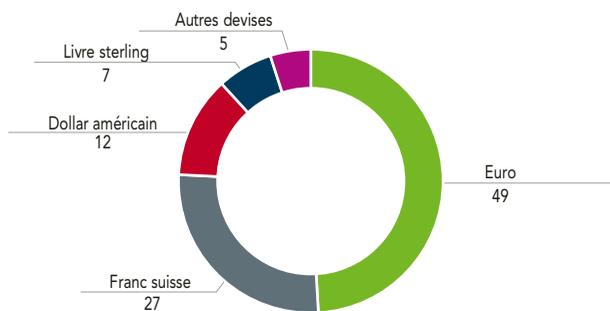
3. Une prépondérance des dépôts et surtout des emprunts en euros

Tous pays confondus, les dépôts des résidents français sont libellés pour moitié en euros, pour près d'un tiers en franc suisse, et pour 12 % en dollars (cf. *graphique infra*).

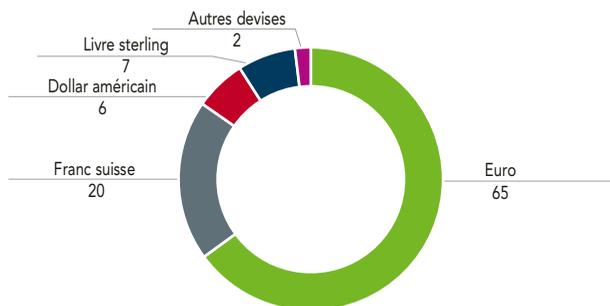
Les emprunts quant à eux sont plus nettement libellés en euros : près des deux tiers des encours à fin septembre 2020, 20 % en francs suisses et 6 % en dollars américains et en livres sterling.

Répartition des dépôts et emprunts des ménages résidents vis-à-vis de banques non résidentes, par devise (en %)

a) Dépôts



b) Emprunts



Sources : Banque des règlements internationaux, données Locational Banking Statistics.

4. Les encours de dépôts progressent en euros et en francs suisses et sont stables en dollars

Les encours de dépôts libellés en euros progressent de près d'un milliard sur l'année 2020, soit une hausse de plus de 6 %. De même les encours de dépôts en francs suisses augmentent significativement, de près de 10 % ; aucun effet de change n'est observé, le cours de change de l'euro contre le franc suisse étant constant sur l'année à 0,93 euro pour un franc suisse.

Les encours de dépôts en dollars restent stables sur la période. En revanche, leur contrevalet en euros diminue de près de 10 % notamment en fin d'année du fait de la dépréciation du dollar contre l'euro.

1 Ne sont inclus ici que les seuls dépôts à vue et à terme des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).

FICHE N° 4

LES SERVICES DE TRANSPORT EN BALANCE DES PAIEMENTS EN 2020

En 2020, le déficit des services de transport s'améliore de 1,4 milliard d'euros pour s'établir à - 2,7 milliards (cf. tableau). Il faut remonter à 2012 pour observer un déficit des services de transport moins élevé (- 2,2 milliards).

Cette évolution s'explique principalement par l'amélioration du solde du transport maritime qui progresse de 1,3 milliard, pour atteindre + 5,4 milliards, alors que celui du transport aérien reste stable à - 1,5 milliard, comme en 2019. Le solde des autres transports (routier, ferroviaire, spatial, etc.) varie également très peu à - 7,4 milliards (- 7,3 milliards en 2019), de même que celui des services postaux et du courrier (0,8 milliard en 2020, contre 0,6 milliard en 2019).

1. Amélioration du solde du transport maritime grâce à la forte progression des recettes de fret

La croissance du solde des services de transport maritime provient essentiellement de la forte progression des recettes de fret maritime (15,7 milliards d'euros en 2020, soit + 21 %), nettement supérieure à celle des dépenses (3,7 milliards, soit

+ 4,8 %) en dépit de la hausse significative des dépenses des « autres transports maritimes » (6,6 milliards, soit + 24,6 %), correspondant aux services fournis dans les ports (frais d'escale, entreposage, etc.). Les recettes et dépenses de transport maritime de passagers sont structurellement inférieures aux montants des recettes et dépenses de fret. Leur solde évolue peu en 2020 (- 0,2 milliard, contre - 0,1 milliard en 2019).

À la suite de la crise sanitaire, le trafic mondial de conteneurs s'est tout d'abord contracté au premier semestre, mais la demande de produits, notamment en provenance de l'Asie qui a connu une reprise économique précoce et plus rapide, s'est inscrite en forte hausse au second semestre. Le volume des conteneurs transitant dans les principaux ports français de métropole a ainsi fortement progressé aux troisième et quatrième trimestres (respectivement + 17,5 % et + 8,1 %, cf. graphique 1), même s'il enregistre une baisse sur l'ensemble de l'année (- 13,2 %).

Le fort rebond de la demande de transport maritime de fret au second semestre, conjugué à une pénurie de l'offre due à la saturation des capacités de transport et au manque de

Évolution des services de transport 2018-2020 (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Transports	39,6	45,7	- 6,1	42,7	46,7	- 4,0	38,2	40,9	- 2,7
Transport maritime	13,9	10,2	3,7	14,8	10,6	4,2	17,2	11,8	5,4
<i>dont : fret</i>	<i>12,0</i>	<i>3,4</i>	<i>8,6</i>	<i>13,0</i>	<i>3,5</i>	<i>9,5</i>	<i>15,7</i>	<i>3,7</i>	<i>12,0</i>
<i>autres</i>	<i>0,9</i>	<i>5,4</i>	<i>- 4,5</i>	<i>0,8</i>	<i>5,3</i>	<i>- 4,5</i>	<i>0,7</i>	<i>6,6</i>	<i>- 5,9</i>
Transport aérien	10,5	13,4	- 2,9	11,2	12,7	- 1,5	5,7	7,2	- 1,5
<i>dont : passagers</i>	<i>5,4</i>	<i>7,5</i>	<i>- 2,1</i>	<i>5,8</i>	<i>7,2</i>	<i>- 1,4</i>	<i>2,4</i>	<i>2,4</i>	<i>0,0</i>
<i>fret</i>	<i>0,7</i>	<i>1,6</i>	<i>- 0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>1,6</i>	<i>- 1,0</i>	<i>0,6</i>	<i>1,8</i>	<i>- 1,2</i>
<i>autres</i>	<i>4,0</i>	<i>3,7</i>	<i>0,3</i>	<i>4,4</i>	<i>3,2</i>	<i>1,2</i>	<i>2,4</i>	<i>2,5</i>	<i>- 0,1</i>
Autres transports	14,4	21,9	- 7,5	15,9	23,2	- 7,3	14,2	21,6	- 7,4
Services postaux et courrier	0,8	0,2	0,6	0,8	0,2	0,6	1,0	0,2	0,8

Source : Banque de France.

conteneurs, s'est traduit par des navires pleins jusqu'à la fin de l'année et a engendré une très forte augmentation des prix, notamment ceux correspondant au trafic de l'Asie vers l'Europe. L'indice FBX (*Freightos Baltic Global Container Index*), qui reflète les taux de fret au comptant du transport de conteneurs maritimes sur douze voies de commerce mondiales, a en effet augmenté de manière soutenue à partir de juin 2020 puis a encore rebondi en fin d'année (cf. graphique 2).

Selon la base de données Alphaliner, les principaux armateurs ont ainsi pu afficher, dans un contexte de prix modérés du combustible, les taux de marge opérationnelle les plus élevés depuis l'après-crise de 2008.

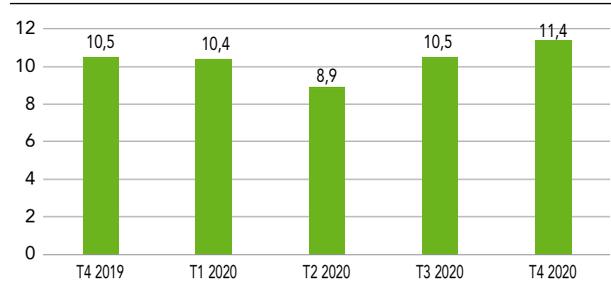
Les chiffres reçus des déclarants directs généraux (DDG), constitués des grandes entreprises déclarantes pour l'élaboration de la balance des paiements ¹, confirment ces évolutions. Les recettes de fret maritime déclarées ont ainsi progressé de 23,9 % en 2020. Elles augmentent plus particulièrement sur les deux principaux pays de contrepartie, les États-Unis et la Chine, qui comptent pour 39,4 % du total, à hauteur respectivement de 36,2 % et 47 % en 2020.

2. Chute du transport aérien de passagers et de l'activité dans les aéroports mais résistance du fret

En 2020, les recettes et dépenses des transports de passagers enregistrées en balance des paiements chutent respectivement de - 58,2 % et de - 66,3 %. Le solde s'équilibre (+ 0,0 milliard) alors qu'il était négatif en 2019 (- 1,4 milliard). Par ailleurs, le déficit de l'activité de fret aérien s'est légèrement creusé, de - 1 milliard à - 1,2 milliard. Enfin, les recettes des « autres transports aériens », qui mesurent notamment les services de manutention et d'entreposage dans les aéroports, baissent beaucoup plus fortement (- 45,9 %) que les dépenses (- 24,1 %) : le solde de cette catégorie se dégrade ainsi sensiblement et passe d'un excédent de 1,2 milliard en 2019 à un déficit de - 0,1 milliard en 2020.

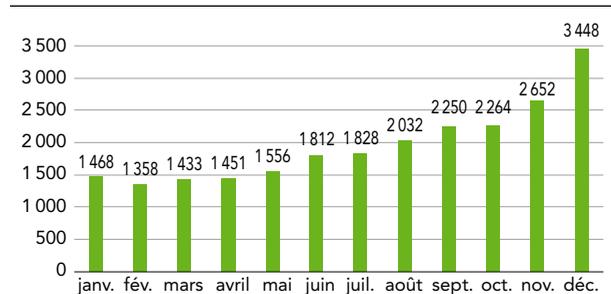
La crise sanitaire a entraîné une baisse de 70 % du trafic aérien de passagers réalisé en France, alors que le secteur du transport aérien connaissait depuis de nombreuses années une croissance quasi ininterrompue et enregistrait un doublement du nombre de passagers tous les quinze ans environ ². Le nombre de passagers transportés est ainsi passé, selon la direction générale de l'Aviation civile (DGAC), de 180 millions en 2019 à 54 millions en 2020 (cf. graphique 3). La baisse hors vols intérieurs est même un peu plus marquée (- 74 %), compte tenu de la mise en place de mesures limitant les voyages à l'international (cf. fiche n° 1 sur les voyages).

G1 Trafic de conteneurs dans les ports français (en milliards de tonnes)



Source : Ministère de la Transition écologique.

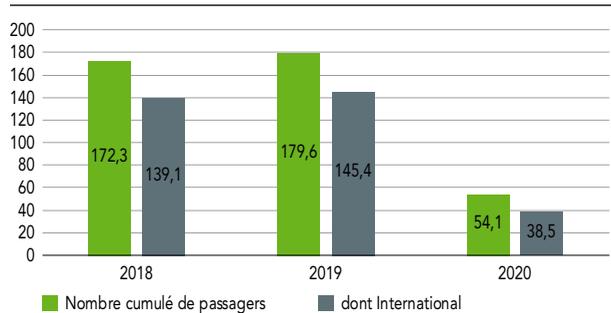
G2 Indice FBX en 2020 (en dollars)



Note : Indice FBX pour *Freightos Baltic Global Container Index*.

Source : *Freightos and the Baltic Exchange*.

G3 Trafic aérien de passagers en France (en millions de voyageurs)



Source : Direction générale de l'Aviation civile.

1 Le seuil de déclaration des DDG s'élève à 30 millions d'euros.

2 L'étude *Global Market Forecast* réalisée par Airbus pour la période 2019-2038 prévoyait une croissance mondiale annuelle de 4,3 % du trafic aérien. Selon les estimations de la direction générale de l'Aviation civile (DGAC) élaborées à partir des données d'un panel d'aéroports de métropole et d'Outre-mer représentant plus de 98 % des flux, la croissance du trafic aérien réalisée en France s'élevait respectivement à 5,5 % en 2018 et à 4,5 % en 2019.

Les chiffres des déclarants directs généraux corroborent ces données : les recettes de transport aérien de passagers des compagnies aériennes françaises baissent de 62 % en 2020. Du côté des compagnies étrangères, qui déclarent directement ou par l'intermédiaire de l'Association internationale de transport aérien (*International Air Transport Association* – IATA), les recettes diminuent de 80 % ³.

L'activité de fret aérien a mieux résisté, notamment grâce au trafic généré par le convoyage massif des masques sanitaires et par le développement de l'e-commerce (les ventes de produits sur Internet ont progressé de 32 % en 2020 selon la Fédération du e-commerce et de la vente à distance). Surtout, la chute du trafic passager a entraîné une forte réduction des capacités d'emport de fret, environ la moitié de ces capacités étant fournie par les soutes des avions de passagers. Cette raréfaction de l'offre, alliée au manque de conteneurs maritimes, a engendré une hausse des prix du fret aérien ⁴ qui a permis à certaines branches cargo de bien résister en 2020. Au total, les dépenses de fret aérien progressent d'environ 12 %, tandis que les recettes n'évoluent quasiment pas.

3. Quasi-stabilité du solde des autres transports dans un contexte de baisse des recettes et des dépenses

Le solde des autres transports (routier, ferroviaire, spatial, etc.) évolue très peu en 2020, s'établissant à – 7,4 milliards d'euros, contre – 7,3 milliards en 2019. Cette quasi-stabilité résulte d'une baisse concomitante des recettes, qui se replient à 14,2 milliards, après 15,9 milliards en 2019 (– 10,5 %), et des dépenses, qui s'établissent à 21,6 milliards, contre 23,2 milliards en 2019 (– 6,7 %).

Le solde des services postaux et du courrier varie peu, s'élevant à 0,8 milliard en 2020, contre 0,6 milliard en 2019, avec toutefois une augmentation des recettes de + 25 % (1,0 milliard en 2020, après 0,8 milliard en 2019), probablement en lien avec la hausse de l'e-commerce, et une stabilité des dépenses à 0,2 milliard.

³ Les compagnies aériennes étrangères exerçant en France ont un statut de non-résident et rapportent leurs transactions en sens inverse de leur comptabilité : leurs recettes sont enregistrées en dépenses en balance des paiements.

⁴ Selon Christophe Boucher, directeur général d'Air France Cargo, « la demande est devenue supérieure à l'offre de fret, ce qui a suscité une forte augmentation des tarifs du fret aérien partout dans le monde ». En 2020, selon l'Insee, les prix du fret aérien ont augmenté de 35,8 % (cf. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546277#Tableau>).

BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2019 ET 2020 PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2019 ET 2020 – PRÉSENTATION DÉTAILLÉE

Balance des paiements – année 2019 (en millions d'euros)

	Crédits	Débts	Solde
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	1 021 849	1 028 935	- 7 086
1.1. Biens	533 583	580 226	- 46 643
1.1.1. Marchandises générales	523 029	580 226	- 57 198
1.1.2. Négoce	10 555		10 555
1.2. Services	264 657	240 661	23 996
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	10 200	9 860	340
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	10 035	8 530	1 505
1.2.3. Transports	42 689	46 722	- 4 033
maritimes	14 766	10 638	4 128
aériens	11 207	12 650	- 1 443
autres	16 715	23 435	- 6 718
1.2.4. Voyages	56 730	45 148	11 581
1.2.5. Services de construction	2 101	1 428	673
1.2.6. Services d'assurance et de pension	10 422	9 457	966
1.2.7. Services financiers	14 023	6 850	7 174
Services explicitement facturés et autres services financiers	8 685	5 562	3 124
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	5 338	1 288	4 050
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	13 862	10 887	2 975
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	17 860	21 739	- 3 879
1.2.10. Autres services aux entreprises	82 191	75 360	6 831
Services de recherche et développement	12 746	13 597	- 851
Services professionnels et services de conseil en gestion	25 591	23 094	2 497
Services techniques, services liés au commerce et autres services	43 853	38 669	5 185
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4 036	4 522	- 487
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	510	158	352
1.3. Revenus primaires	193 427	131 774	61 653
1.3.1. Rémunérations des salariés	23 082	1 530	21 552
1.3.2. Revenus des investissements	162 085	125 556	36 529
Investissements directs	88 476	33 995	54 481
Investissements de portefeuille	47 858	63 633	- 15 775
Autres investissements	24 509	27 928	- 3 419
Avoirs de réserve	1 242	0	1 242
1.3.3. Autres revenus primaires	8 261	4 688	3 572
1.4. Revenus secondaires	30 181	76 274	- 46 092
1.4.1. Secteur des administrations publiques	8 362	37 291	- 28 928
1.4.2. Autres secteurs	21 819	38 983	- 17 164
dont transferts courants divers	4 706	18 709	- 14 003
dont envois de fonds des travailleurs	295	11 921	- 11 626
2. COMPTE DE CAPITAL	2 745	736	2 009
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	258	1	257
2.2. Transferts en capital	2 487	735	1 752

Balance des paiements – année 2019 (suite) (en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	450 609	470 159	- 19 550
3.1. Investissements directs	30 209	25 336	4 873
3.1.1. Capital social	17 296	22 633	- 5 337
3.1.2. Bénéfices réinvestis	21 632	9 467	12 165
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	- 8 719	- 6 764	- 1 954
3.2. Investissements de portefeuille	62 496	131 219	- 68 723
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	8 168	- 5 855	14 023
Banque de France	- 134		- 134
Administrations publiques	- 1 644		- 1 644
Institutions financières monétaires	33 017	5 675	27 342
Autres secteurs	- 23 071	- 11 530	- 11 541
3.2.2. Titres de créance à long terme	62 877	142 189	- 79 311
Banque de France	506	0	506
Administrations publiques	248	62 199	- 61 951
Institutions financières monétaires	10 783	49 556	- 38 773
Autres secteurs	51 340	30 433	20 907
3.2.3. Titres de créance à court terme	- 8 549	- 5 114	- 3 435
Banque de France	- 9 222	0	- 9 222
Administrations publiques	32	- 5 696	5 728
Institutions financières monétaires	169	1 517	- 1 349
Autres secteurs	473	- 936	1 408
3.3. Instruments financiers dérivés	137 605	133 915	3 690
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	102 617	87 273	15 344
Autres secteurs	34 988	46 642	- 11 654
3.4. Autres investissements	217 457	179 689	37 767
3.4.1. Autres participations	1 658	0	1 658
Banque de France	88	0	88
Administrations publiques	1 569	0	1 569
3.4.2. Numéraire et dépôts	167 499	171 132	- 3 633
Banque de France	45 248	- 259	45 506
Administrations publiques	- 952	4 218	- 5 170
Institutions financières monétaires	76 328	167 173	- 90 845
Autres secteurs	46 875	0	46 875
3.4.3. Prêts	31 917	- 2 590	34 506
Banque de France	2 678	2 867	- 190
Administrations publiques	- 601	39	- 640
Institutions financières monétaires	36 931	0	36 931
Autres secteurs	- 7 091	- 5 496	- 1 595
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	- 206	- 5 035	4 829
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	16 563	15 836	727
Institutions financières monétaires	15 213	12 202	3 011
Autres secteurs	1 350	3 633	- 2 284
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	26	346	- 320
3.5. Avoirs de réserve	2 842	0	2 842
Or	- 1	0	- 1
Avoirs en droits de tirage spéciaux	251	0	251
Position de réserve au FMI	430	0	430
Autres avoires de réserve	2 163	0	2 163
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 14 473

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas apparaître exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

Balance des paiements – année 2020 (en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	844 821	888 558	- 43 737
1.1. Biens	441 059	500 992	- 59 932
1.1.1. Marchandises générales	434 539	500 992	- 66 452
1.1.2. Négoce	6 520		6 520
1.2. Services	222 932	206 499	16 433
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	9 703	8 908	795
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	9 312	7 247	2 065
1.2.3. Transports	38 179	40 865	- 2 685
maritimes	17 224	11 813	5 411
aériens	5 710	7 202	- 1 492
autres	15 246	21 849	- 6 604
1.2.4. Voyages	28 510	24 319	4 191
1.2.5. Services de construction	2 143	1 750	393
1.2.6. Services d'assurance et de pension	9 252	10 005	- 753
1.2.7. Services financiers	14 966	7 809	7 156
Services explicitement facturés et autres services financiers	9 536	6 521	3 014
Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	5 430	1 288	4 142
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	12 852	10 768	2 084
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	17 529	21 480	- 3 951
1.2.10. Autres services aux entreprises	76 315	69 019	7 296
Services de recherche et développement	10 274	10 787	- 513
Services professionnels et services de conseil en gestion	23 843	21 672	2 172
Services techniques, services liés au commerce et autres services	42 198	36 560	5 638
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3 644	4 185	- 540
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	527	144	383
1.3. Revenus primaires	143 210	99 892	43 319
1.3.1. Rémunérations des salariés	21 780	1 591	20 189
1.3.2. Revenus des investissements	113 813	93 132	20 681
Investissements directs	52 274	21 233	31 041
Investissements de portefeuille	44 163	54 896	- 10 733
Autres investissements	16 474	17 003	- 529
Avoirs de réserve	901	0	901
1.3.3. Autres revenus primaires	7 617	5 169	2 449
1.4. Revenus secondaires	37 619	81 176	- 43 557
1.4.1. Secteur des administrations publiques	11 719	40 011	- 28 292
1.4.2. Autres secteurs	25 900	41 164	- 15 264
<i>dont transferts courants divers</i>	4 977	20 515	- 15 538
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	254	11 224	- 10 970
2. COMPTE DE CAPITAL	2 333	285	2 048
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	23	1	22
2.2. Transferts en capital	2 310	285	2 026

Balance des paiements – année 2020 (suite) (en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	505 911	558 434	- 52 523
3.1. Investissements directs	40 282	4 264	36 019
3.1.1. Capital social	17 948	11 349	6 599
3.1.2. Bénéfices réinvestis	9 600	5 100	4 500
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	12 734	- 12 185	24 920
3.2. Investissements de portefeuille	144 339	180 749	- 36 409
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	52 953	11 049	41 904
Banque de France	186		186
Administrations publiques	- 2 159		- 2 159
Institutions financières monétaires	28 673	8 648	20 024
Autres secteurs	26 253	2 401	23 853
3.2.2. Titres de créance à long terme	52 408	99 405	- 46 997
Banque de France	11 665	0	11 665
Administrations publiques	- 1 152	19 903	- 21 055
Institutions financières monétaires	38 321	35 620	2 701
Autres secteurs	3 574	43 881	- 40 308
3.2.3. Titres de créance à court terme	38 978	70 295	- 31 317
Banque de France	20 277	0	20 277
Administrations publiques	- 115	65 992	- 66 107
Institutions financières monétaires	20 259	6 061	14 198
Autres secteurs	- 1 442	- 1 758	316
3.3. Instruments financiers dérivés	136 972	160 817	- 23 845
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	147 713	127 176	20 537
Autres secteurs	- 10 741	33 641	- 44 383
3.4. Autres investissements	180 314	212 604	- 32 290
3.4.1. Autres participations	19	0	19
Banque de France	18	0	18
Administrations publiques	0	0	0
3.4.2. Numéraire et dépôts	110 212	136 348	- 26 136
Banque de France	42 396	- 315	42 711
Administrations publiques	143	- 1 393	1 535
Institutions financières monétaires	60 098	138 056	- 77 958
Autres secteurs	7 575	0	7 575
3.4.3. Prêts	33 809	54 536	- 20 727
Banque de France	10	42 443	- 42 433
Administrations publiques	164	1 139	- 975
Institutions financières monétaires	24 188	0	24 187
Autres secteurs	9 448	10 954	- 1 506
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	- 3 267	- 6 017	2 750
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	39 540	26 525	13 016
Institutions financières monétaires	29 736	25 273	4 463
Autres secteurs	9 804	1 252	8 553
3.4.6. Droits de tirage spéciaux		0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	0	1 212	- 1 212
3.5. Avoirs de réserve	4 003	0	4 003
Or	9	0	9
Avoirs en droits de tirage spéciaux	- 375	0	- 375
Position de réserve au FMI	1 791	0	1 791
Autres avoirs de réserve	2 577	0	2 577
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 10 833

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas apparaître exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

ANNEXES

A1

GLOSSAIRE

La terminologie et la méthodologie de la balance des paiements sont régies par des normes statistiques internationales édictées par le Fonds monétaire international – FMI (sixième édition du *Manuel de la balance des paiements* ou BPM6). Elles sont communes à tous les pays.

A

■ ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts, etc.), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (universités, agences régionales de santé, Météo-France, etc.), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ ARTICULATION FLUX-STOCKS

La variation de la position extérieure entre deux dates est due :

- aux flux qui sont enregistrés dans la balance des paiements;
- aux mouvements des taux de change, aux variations des prix des actions cotées;
- et aux autres variations (qui incluent en particulier les reclassements entre rubriques, les changements de méthodologie et les écarts statistiques entre deux dates d'arrêt).

■ AUTRES INVESTISSEMENTS (PRÊTS ET EMPRUNTS)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ AUTRES SECTEURS

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ AVITAILLEMENT ET SOUTAGE

Cette rubrique recouvre les achats de biens, tels que carburants (on parle alors de soutage maritime lorsqu'un navire est concerné), provisions et fournitures, dans les ports et les aéroports, par les transporteurs résidents à l'étranger et par les transporteurs non résidents en France. En sont exclus les services apparentés (remorquage, emmagasinage, etc.) qui sont enregistrés parmi les services de transport.

■ AVOIRS DE RÉSERVE

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale. Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du FMI.

B

■ BÉNÉFICES RÉINVESTIS

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ BIENS

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

■ BILLETS

Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les flux et les encours relatifs aux billets en euros font l'objet d'un traitement particulier, qui consiste en une double écriture. La première correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France (celle-ci est calculée en fonction de sa participation dans le capital de la Banque centrale européenne – BCE) et les billets en euros effectivement mis en circulation. La seconde correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France et la détention par les résidents de billets en euros. La position nette correspond donc à la différence entre la détention par les résidents de billets en euros et le stock de billets mis en circulation par la Banque de France.

C

■ COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits (voir la définition).

■ COURT TERME

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ CRÉDITS COMMERCIAUX ET AVANCES

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

D

■ DETTE EXTÉRIEURE

La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. C'est une dette brute au sens où les actifs financiers des résidents français ne sont pas soustraits des éléments de passif. En revanche, ces actifs sont soustraits pour

calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

E

■ ENTRÉES/SORTIES DE CAPITAUX

Dans le compte financier, les opérations d'augmentation des avoirs (achats d'actifs étrangers par des résidents) et de diminution des engagements correspondent à des sorties de capitaux. Inversement, les opérations de diminution des avoirs (cessions d'actifs étrangers par des résidents) ou d'augmentation des engagements (achats d'actifs résidents par des non-résidents) correspondent à des entrées de capitaux. Un solde positif des flux du compte financier (accroissement des avoirs nets de la France) représente des sorties nettes de capitaux, et un solde négatif des entrées nettes. Cf. Signe (convention de).

■ ENVOIS DE FONDS DES TRAVAILLEURS

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés à l'étranger par des travailleurs résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ ERREURS ET OMISSIONS

Le poste « Erreurs et omissions » est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, à la différence d'un système simple de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et en crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

F

■ FABISATION

La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

■ FRANCE

En balance des paiements, la France comprend les départements de la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion), les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que la principauté de Monaco. Tous les autres pays, territoires et institutions sont considérés comme étant des non-résidents, y compris la BCE.

I

■ INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES (IFM)

Le secteur des institutions financières monétaires hors banque centrale comprend les établissements de crédit résidents tels que définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (ou de proches substituts de dépôts) de la part d'entités autres que des IFM et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Cette catégorie comprend également les institutions monétaires électroniques, c'est-à-dire celles qui pratiquent l'intermédiation financière principalement par l'émission de monnaie électronique. La Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Caisse nationale d'Épargne sont aussi inclus dans le secteur des IFM. Les établissements de paiement n'en font en revanche pas partie.

■ INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Cette rubrique comprend les primes sur instruments conditionnels et les contrats à terme, achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, ainsi que les appels de marge, les soultes et les intérêts sur *swaps*.

■ INTÉRÊTS

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

L

■ LONG TERME

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance à l'origine supérieure à un an.

N

■ NÉGOCE INTERNATIONAL

Sont recensés au titre du négoce international, les transactions liées aux achats de marchandises étrangères non importées sur le territoire douanier français, puis revendues à des non-résidents, ainsi que les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

P

■ PORTEFEUILLE (INVESTISSEMENTS DE)

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés.

■ PRÊTS INTRAGROUPE (INVESTISSEMENTS DIRECTS)

Les « Autres opérations » des investissements directs recouvrent l'ensemble des opérations de prêts, avances et dépôts, à court et long terme, entre sociétés ayant une relation d'investissement direct, à l'exception des crédits et dépôts entre les banques et autres institutions financières monétaires résidentes et d'autres banques et institutions financières monétaires du même groupe situées à l'étranger, classés dans la rubrique « Autres investissements ».

■ PRINCIPE DIRECTIONNEL ÉTENDU (INVESTISSEMENTS DIRECTS – AUTRES OPÉRATIONS – PRÊTS INTRAGROUPE)

Le principe directionnel étendu est une mesure complémentaire, en BPM6, des données d'investissement direct. Selon le principe directionnel étendu, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe.

R

■ RÉINVESTISSEMENT DES BÉNÉFICES

Cf. Bénéfices réinvestis.

■ RÉSERVES DE CHANGE

Cf. Avoirs de réserve.

■ RÉSIDENCE

Les résidents sont :

- les personnes physiques ayant leur centre d'intérêt économique prédominant en France, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France, qui restent des non-résidents ;
- les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non résidents ;
- les personnes morales françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, à l'exception des représentations des pays étrangers et des organismes internationaux installés en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique (filiale, succursale, agence, bureau, etc.).

Les non-résidents sont :

- les personnes physiques étrangères ou françaises qui vivent habituellement à l'étranger, c'est-à-dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger ;
- les personnes morales étrangères ou françaises, pour leurs établissements à l'étranger, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée à l'étranger par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique.

■ REVENUS D'INVESTISSEMENTS

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve. Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ REVENUS PRIMAIRES

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissement ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ REVENUS SECONDAIRES

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital (cf. Compte de capital).

S

■ SECTEURS ÉCONOMIQUES RÉSIDENTS

Dans de nombreux postes de la balance des paiements, les montants recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur institutionnel auquel appartient le résident qui participe à l'opération. On distingue (voir les définitions pour chacun d'entre eux) :

- la Banque de France ;
- les administrations publiques ;
- les institutions financières monétaires ;
- les « Autres secteurs ».

■ SERVICES

Les services constituent la deuxième grande composante des transactions courantes. Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

■ SERVICES DE FABRICATION FOURNIS SUR DES INTRANTS PHYSIQUES DÉTENUS PAR DES TIERS

Cette rubrique, dorénavant classée dans les services (elle était incluse dans les biens dans la classification de la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements*), enregistre les transactions concernant les travaux de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires du bien en question.

■ SERVICES D'INTERMÉDIATION FINANCIÈRE INDIRECTEMENT MESURÉS (SIFIM)

Les SIFIM représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

■ SIGNE (CONVENTION DE)

Par convention, on affecte un signe positif à toute transaction courante avec quelques exceptions, dont les acquisitions effectuées pour le négoce, et les bénéfices réinvestis en cas de pertes opérationnelles, qui sont enregistrés en crédit ou en débit selon le cas, avec un signe négatif. Dans le compte de transactions courantes (et le compte de capital), un solde (crédit moins débit) positif indique un excédent des recettes sur les dépenses et donc une capacité de financement nette.

S'agissant des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. Un solde positif des flux du compte financier représente un accroissement des avoirs nets de la France, et un solde négatif une réduction de ces avoirs nets. Une augmentation simultanée, pour le même montant, des avoirs et des engagements, ne modifie pas le solde du compte financier.

T

■ TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenus primaires et revenus secondaires entre la France et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ TRANSFERTS EN CAPITAL – REMISE DE DETTE

L'annulation d'une dette consentie par les administrations publiques françaises à un pays étranger correspond à un transfert en faveur d'un agent non résident. À ce titre, elle est inscrite au débit du compte de capital. En contrepartie, l'annulation de dette diminue les avoirs des administrations publiques ; elle est donc inscrite au crédit du compte financier, sous la rubrique « Autres investissements ».

■ TRANSFERTS EN CAPITAL – AUTRES TRANSFERTS

Les autres transferts en capital rassemblent les aides à l'investissement reçues de l'étranger ou versées à des pays étrangers dans le cadre de l'aide au développement. Les transferts dont bénéficient les administrations publiques françaises proviennent essentiellement des institutions européennes (FEDER ¹ et FEADER ²).

■ TRANSPORTS

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement (voir la définition) et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux (par exemple, la valeur du transport aérien correspondant au déplacement d'un touriste entre son pays d'origine et la France) ne sont pas enregistrées sous la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

■ TRAVAIL À FAÇON

Cf. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers.

V

■ VALEUR COMPTABLE

La valeur comptable des encours d'investissements directs est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux relatifs aux filiales et participations annexés aux comptes annuels, et pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des sociétés résidentes affiliées à des investisseurs directs non résidents.

■ VALEUR DE MARCHÉ

Les encours d'investissements directs en valeur de marché, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptes financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. Seuls les encours agrégés en valeur de marché sont diffusés. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

■ VALEUR MIXTE

En valeur mixte, la partie cotée des encours d'investissements directs, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, est valorisée en valeur de marché tandis que la partie non cotée est valorisée en valeur comptable.

■ VOYAGES

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses en France des personnes physiques non résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont inclus dans les voyages.

¹ Fonds européen de développement régional.

² Fonds européen agricole pour le développement rural.

A2

DÉFINITION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

PAYS MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE (AU 1^{ER} JANVIER 2021)

Allemagne *	France *	Pologne
Autriche *	Grèce *	Portugal *
Belgique *	Hongrie	République tchèque
Bulgarie	Irlande *	Roumanie
Chypre *	Italie *	Slovaquie *
Croatie	Lettonie *	Slovénie *
Danemark	Lituanie *	Suède
Espagne *	Luxembourg *	
Estonie *	Malte *	
Finlande *	Pays-Bas *	

L'Union européenne comprend les pays ci-dessus ainsi que les institutions de l'Union européenne (la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions communautaires européennes).

Au 1^{er} janvier 2021, l'Union économique et monétaire comprend 19 pays membres (désignés par *), ainsi que la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité.

Les zones géographiques sont définies dans les listes conventionnelles établies par Eurostat.

CENTRES FINANCIERS EXTRATERRITORIAUX (LISTE CONVENTIONNELLE ÉTABLIE PAR EUROSTAT)

Andorre	Hong Kong	Nauru
Anguilla	Île de Man	Niue
Antigua-et-Barbuda	Îles Caïmans	Panama
Aruba	Îles Cook	Philippines
Bahamas	Îles Marshall	Saint-Kitts-et-Nevis
Bahreïn	Îles Turques-et-Caïques	Sainte-Lucie
Barbade	Îles Vierges américaines	Saint-Martin
Belize	Îles Vierges britanniques	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Bermudes	Jersey	Samoa
Curaçao	Liban	Seychelles
Dominique	Libéria	Singapour
Gibraltar	Liechtenstein	Vanuatu
Grenade	Maurice	
Guernesey	Montserrat	

A3

BALANCE DES PAIEMENTS – RÉVISIONS DES DONNÉES 2018 ET 2019

Dans le cadre de la publication du *Rapport annuel*, certaines données des années antérieures font l'objet d'actualisations qui concernent principalement les deux années précédentes. Ces révisions permettent en particulier d'intégrer une information plus fournie.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES

Le solde des **transactions courantes** de l'année 2018 est révisé de – 6,4 milliards d'euros, et s'établit à – 19,6 milliards. Celui de 2019 est revu à la hausse de 9,1 milliards et s'élève à – 7,1 milliards.

Pour l'année 2018, la révision à la baisse du solde des transactions courantes est principalement portée par la révision du solde des échanges de biens (de – 2,9 milliards d'euros) et par celle des revenus primaires (– 2,5 milliards). Concernant les échanges de biens, il s'agit pour l'essentiel d'une révision sur les exportations nettes de **négoce international** (– 2,5 milliards), qui résulte d'une fiabilisation des déclarations statistiques faites à la Banque de France. La révision du solde des revenus primaires porte principalement sur le solde des **revenus d'investissements directs** (– 2,4 milliards, avec une hausse des revenus versés à l'étranger de 2,8 milliards). Les revenus d'investissements directs font régulièrement l'objet de révisions car ils intègrent une information tardive qui permet de préciser les chiffreages faits dans les versions précédentes.

Pour l'année 2019, la révision du solde des transactions courantes s'explique également par celle des **revenus d'investissements directs** (+ 7,0 milliards d'euros). La révision du solde des échanges de **services** y contribue également (+ 2,4 milliards). Elle s'explique pour la plus grande partie par l'intégration des résultats de l'enquête complémentaire sur les échanges internationaux de services (ECEIS) qui n'étaient pas disponibles pour 2019 dans la version précédente du *Rapport annuel*. Les exportations de **services d'assurance** en particulier sont révisées à la hausse de 1,7 milliard.

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE FINANCIER

Le solde du **compte financier** est revu à la baisse de 0,8 milliard d'euros pour l'année 2018 (à – 24,1 milliards) et est révisé à la hausse de 9,2 milliards pour 2019 (à – 19,6 milliards).

Pour l'année 2018, les révisions les plus importantes portent sur le solde des investissements de portefeuille, qui est revu à la hausse de 7,0 milliards d'euros, et sur celui des investissements directs, revu à la baisse de 6,1 milliards.

Pour l'année 2019, la révision à la hausse du solde du compte financier est portée par un solde des **investissements de portefeuille** revu de + 24,3 milliards d'euros. Plusieurs facteurs y contribuent, notamment des évolutions de traitements statistiques sur l'inclusion des intérêts courus non échus dans le calcul des flux de portefeuille, et une réestimation des avoirs en titres d'investisseurs résidents conservés hors zone euro. Le solde des **autres investissements** est également rectifié de – 15,6 milliards. Les flux en avoirs et en engagements des institutions financières et monétaires sont révisés de 10,9 et 11,7 milliards respectivement, en raison d'une meilleure prise en compte de certaines opérations enregistrées en « autres comptes à recevoir/à payer ».

Révisions des données 2018 et 2019 de la balance des paiements
Soldes des principales rubriques de la balance des paiements (en milliards d'euros)

	2018			2019		
	Rapport annuel 2019	Rapport annuel 2020	Écarts	Rapport annuel 2019	Rapport annuel 2020	Écarts
Compte de transactions courantes	- 13,2	- 19,6	- 6,4	- 16,2	- 7,1	9,1
Biens	- 48,1	- 51,0	- 2,9	- 46,8	- 46,6	0,2
Services	24,8	24,3	- 0,5	21,6	24,0	2,4
<i>dont : transports</i>	- 6,9	- 6,1	0,8	- 5,0	- 4,0	1,0
<i>voyages</i>	14,5	13,5	- 1,0	10,9	11,6	0,7
Revenus primaires	56,8	54,3	- 2,5	54,0	61,7	7,7
Rémunérations des salariés	20,4	20,4	0,0	21,5	21,6	0,1
Revenus des investissements	33,0	30,3	- 2,7	29,2	36,5	7,3
Investissements directs	48,3	45,9	- 2,4	47,5	54,5	7,0
Investissements de portefeuille	- 15,8	- 15,9	- 0,1	- 16,1	- 15,8	0,3
Autres investissements	- 0,5	- 0,7	- 0,2	- 3,4	- 3,4	0,0
Avoirs de réserve	1,0	1,0	0,0	1,2	1,2	0,0
Autres revenus primaires	3,4	3,5	0,1	3,3	3,6	0,3
Revenus secondaires	- 46,7	- 47,3	- 0,6	- 44,9	- 46,1	- 1,2
Compte de capital	2,1	2,1	0,0	1,9	2,0	0,1
Compte financier	- 23,3	- 24,1	- 0,8	- 28,8	- 19,6	9,2
Investissements directs	57,1	51,0	- 6,1	4,2	4,9	0,7
Français à l'étranger	89,5	86,4	- 3,1	34,5	30,2	- 4,3
Capital social	78,3	74,7	- 3,6	27,2	17,3	- 9,9
Bénéfices réinvestis	24,6	25,3	0,7	17,0	21,6	4,6
Autres opérations (prêts intragroupe)	- 13,5	- 13,6	- 0,1	- 9,7	- 8,7	1,0
Étrangers en France	32,3	35,4	3,1	30,3	25,3	- 5,0
Capital social	28,8	28,8	0,0	24,7	22,6	- 2,1
Bénéfices réinvestis	7,3	9,2	1,9	4,5	9,5	5,0
Autres opérations (emprunts intragroupe)	- 3,8	- 2,6	1,2	1,2	- 6,8	- 8,0
Investissements de portefeuille	9,4	16,4	7,0	- 93,0	- 68,7	24,3
Avoirs (résidents sur titres émis par les non-résidents)	29,0	30,8	1,8	53,2	62,5	9,3
Actions et titres d'OPC ^{a)}	- 21,5	- 15,5	6,0	- 1,5	8,2	9,7
Titres de créance à long terme	41,3	38,9	- 2,4	64,9	62,9	- 2,0
Titres de créance à court terme	9,2	7,5	- 1,7	- 10,1	- 8,6	1,5
Engagements (non-résidents sur titres émis par les résidents)	19,6	14,5	- 5,1	146,2	131,2	- 15,0
Actions et titres d'OPC ^{a)}	- 22,7	- 26,2	- 3,5	- 4,5	- 5,9	- 1,4
Titres de créance à long terme	81,4	77,3	- 4,1	144,9	142,2	- 2,7
Titres de créance à court terme	- 39,1	- 36,6	2,5	5,8	- 5,1	- 10,9
Instrument financiers dérivés	- 25,9	- 25,9	0,0	3,7	3,7	0,0
Autres investissements	- 74,4	- 76,0	- 1,6	53,4	37,8	- 15,6
Avoirs	130,6	130,7	0,1	216,6	217,5	0,9
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	140,0	138,4	- 1,6	117,6	128,5	10,9
Engagements	205,0	206,6	1,6	163,2	179,7	16,5
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	187,0	193,1	6,1	167,7	179,4	11,7
Avoirs de réserve	10,4	10,4	0,0	2,8	2,8	0,0
Erreurs et omissions nettes	- 12,2	- 6,5	5,7	- 14,6	- 14,5	0,1

a) Organismes de placement collectif.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. La convention de signe utilisée est celle de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements*.

Source : Banque de France.

A4

POSITION EXTÉRIEURE – RÉVISIONS DES DONNÉES 2018 ET 2019

Comme pour la balance des paiements, plusieurs postes de la position extérieure font l'objet de révisions à l'occasion de la publication de ce *Rapport annuel* (cf. tableau ci-dessous). Ces révisions de la position extérieure s'inscrivent dans le cadre du processus habituel de révisions, avec la prise en compte de corrections ou de données non disponibles auparavant, et portent sur les deux années 2018 et 2019.

La position extérieure nette est ainsi revue à la baisse, de 10,8 milliards d'euros pour 2018 et de 60,3 milliards pour 2019. La position nette des **investissements directs** est révisée de – 28,2 milliards en 2018 et – 78,8 milliards en 2019. Ces révisions résultent de l'exploitation

de nouvelles données issues des comptes annuels des entreprises et d'enquêtes spécifiques auprès des entreprises françaises, ainsi que de corrections statistiques sur les stocks enregistrés dans les versions précédentes. La position nette en **investissements de portefeuille** est révisée de – 39,5 milliards en 2018 et de – 23,6 milliards en 2019, en raison principalement d'une amélioration du chiffrage sur les stocks de titres de dette de court terme français détenus à l'étranger. La position nette en **autres investissements** (prêts et emprunts) est revue à la hausse de 57,0 milliards en 2018 et 42,1 milliards en 2019. Ces révisions s'expliquent principalement par une meilleure prise en compte de certains stocks enregistrés en « autres comptes à recevoir/à payer ».

Révisions des données 2018 et 2019 de la position extérieure Principales rubriques de la position extérieure (en milliards d'euros)

	2018 ^{a)}			2019 ^{a)}		
	Rapport annuel 2019	Rapport annuel 2020	Écarts	Rapport annuel 2019	Rapport annuel 2020	Écarts
Investissements directs en valeur mixte	592,6	564,4	- 28,2	591,2	512,4	- 78,8
Français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}	1 309,3	1 271,5	- 37,8	1 364,5	1 273,4	- 91,1
Étrangers en France en valeur mixte ^{a)}	716,7	707,2	- 9,5	773,3	761,0	- 12,3
Investissements de portefeuille	- 757,1	- 796,6	- 39,5	- 942,7	- 966,3	- 23,6
Titres étrangers	2 334,7	2 330,0	- 4,7	2 546,0	2 545,9	- 0,1
Actions et titres d'OPC	689,9	686,8	- 3,1	807,2	810,6	3,4
Titres de créance à long terme	1 435,6	1 435,6	0,0	1 545,8	1 542,4	- 3,4
Titres de créance à court terme	209,2	207,6	- 1,6	193,0	192,9	- 0,1
Titres français	3 091,8	3 126,6	34,8	3 488,7	3 512,2	23,5
Actions et titres d'OPC	806,1	804,1	- 2,0	956,2	952,8	- 3,4
Titres de créance à long terme	2 074,6	2 073,8	- 0,8	2 314,7	2 313,3	- 1,4
Titres de créance à court terme	211,1	248,7	37,6	217,7	246,1	28,4
Instruments financiers dérivés	- 72,6	- 72,6	0,0	- 72,8	- 72,8	0,0
Prêts et emprunts (hors avoirs de réserve)	- 353,2	- 296,2	57,0	- 300,5	- 258,4	42,1
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 40,0	- 34,9	5,1	- 35,5	- 30,6	4,9
Autres investissements de la Banque de France	- 173,3	- 173,3	0,0	- 128,4	- 128,7	- 0,3
Autres investissements des administrations publiques	35,3	35,3	0,0	30,3	32,0	1,7
Prêts et emprunts des institutions financières monétaires	- 171,3	- 122,7	48,6	- 219,2	- 170,5	48,7
Prêts et emprunts des autres secteurs ^{b)}	8,4	11,7	3,3	64,9	52,0	- 12,9
Droits de tirage spéciaux	- 12,3	- 12,3	0,0	- 12,5	- 12,5	0,0
Avoirs de réserve	145,6	145,6	0,0	168,2	168,2	0,0
Solde avec les investissements directs en valeur mixte	- 444,6	- 455,4	- 10,8	- 556,5	- 616,8	- 60,3

a) Selon le principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires et ménages.

Source : Banque de France.

Reproduction autorisée avec indication de la source

Directeur de la publication

Olivier Garnier

Directeur général des Statistiques, des Études
et de l'International de la Banque de France

Réalisation

Service de l'Édition et des Langages

Studio Création

Direction de la Communication

Imprimerie

Banque de France – SG - DISG

Dépôt légal

Juillet 2021

ISSN 0292-6733

Cet ouvrage est accessible gratuitement sur le site Internet
de la Banque de France :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements-et-statistiques-bancaires-internationales/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure/balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-france-donnees>

Vous y trouverez également des tableaux statistiques complémentaires.

0. SYNTHÈSES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE

0.1 Balance des paiements (en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Compte de transactions courantes	- 12,5	- 17,7	- 20,2	- 10,8	- 20,6	- 8,1	- 10,9	- 17,6	- 19,6	- 7,1	- 43,7
Total biens et services	- 27,5	- 37,1	- 23,2	- 12,9	- 17,2	- 8,8	- 12,0	- 21,7	- 26,6	- 22,6	- 43,5
Biens	- 48,2	- 64,9	- 54,5	- 43,0	- 42,7	- 28,9	- 32,3	- 46,1	- 51,0	- 46,6	- 59,9
Recettes	383,1	422,1	436,4	438,5	437,2	470,6	471,1	495,2	519,7	533,6	441,1
Dépenses	431,3	487,0	490,9	481,5	479,9	499,4	503,4	541,4	570,7	580,2	501,0
Services	20,7	27,8	31,3	30,1	25,5	20,1	20,2	24,4	24,3	24,0	16,4
Recettes	157,6	175,3	190,0	201,9	215,9	230,5	234,1	242,9	256,3	264,7	222,9
Dépenses	136,8	147,5	158,7	171,8	190,4	210,4	213,9	218,5	232,0	240,7	206,5
Voyages	14,0	14,6	20,8	21,3	17,3	17,0	13,4	13,1	13,5	11,6	4,2
Recettes	43,0	47,6	51,9	53,1	54,0	52,6	49,8	52,1	55,5	56,7	28,5
Dépenses	29,0	33,0	31,1	31,8	36,7	35,6	36,5	38,9	42,0	45,1	24,3
Transports	- 0,8	- 2,8	- 2,2	- 3,5	- 3,0	- 2,8	- 4,9	- 2,9	- 6,1	- 4,0	- 2,7
Recettes	29,3	31,7	33,3	34,6	36,1	37,7	36,4	40,7	39,6	42,7	38,2
Dépenses	30,1	34,4	35,5	38,1	39,1	40,6	41,3	43,6	45,7	46,7	40,9
Autres services	7,5	15,9	12,7	12,3	11,1	6,0	11,7	14,2	16,9	16,4	14,9
Recettes	85,3	96,0	104,8	114,3	125,8	140,1	147,9	150,1	161,2	165,2	156,2
Dépenses	77,8	80,1	92,1	101,9	114,6	134,2	136,2	135,9	144,3	148,8	141,3
Revenus primaires	51,2	56,7	45,1	47,1	45,0	45,7	48,5	47,5	54,3	61,7	43,3
Rémunérations des salariés	13,1	14,8	16,1	16,8	17,5	19,7	19,9	20,1	20,4	21,6	20,2
Revenus d'investissements	31,1	35,0	22,3	23,9	21,3	19,7	23,9	23,1	30,3	36,5	20,7
Revenus d'investissements directs	36,2	40,5	37,6	39,0	40,5	39,1	36,1	36,2	45,9	54,5	31,0
Revenus d'investissements de portefeuille	- 3,6	- 6,0	- 16,0	- 15,7	- 19,7	- 18,7	- 12,5	- 13,4	- 15,9	- 15,8	- 10,7
Revenus des autres investissements	- 2,0	- 0,1	0,3	0,2	0,1	- 1,3	- 0,2	- 0,3	- 0,7	- 3,4	- 0,5
Revenus d'avoirs de réserve	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6	1,0	1,2	0,9
Autres revenus primaires	7,0	6,9	6,8	6,4	6,2	6,3	4,7	4,2	3,5	3,6	2,4
Revenus secondaires	- 36,3	- 37,2	- 42,1	- 45,0	- 48,4	- 45,0	- 47,3	- 43,4	- 47,3	- 46,1	- 43,6
Recettes	14,4	15,8	15,4	14,7	23,0	26,7	25,5	27,3	29,7	30,2	37,6
Dépenses	50,7	53,0	57,6	59,7	71,4	71,7	72,7	70,7	77,0	76,3	81,2
Compte de capital	0,1	- 0,2	- 3,4	0,1	- 1,2	- 1,0	1,1	0,2	2,1	2,0	2,0
Recettes	1,2	1,1	1,1	1,3	1,1	2,2	2,4	1,3	2,5	2,7	2,3
Dépenses	1,1	1,3	4,5	1,2	2,3	3,2	1,3	1,1	0,4	0,7	0,3
Compte financier	- 1,2	- 56,5	- 37,3	- 14,5	- 7,8	- 0,7	- 16,8	- 32,0	- 24,1	- 19,6	- 52,5
Avoirs	193,5	- 28,9	- 144,4	- 162,2	204,4	176,0	250,6	235,8	332,0	450,6	505,9
Engagements	194,7	27,6	- 107,1	- 147,8	212,2	176,7	267,4	267,8	356,0	470,2	558,4
Investissements directs	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	51,0	4,9	36,0
Français à l'étranger	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	31,9	86,4	30,2	40,3
Étrangers en France	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	22,0	35,4	25,3	4,3
Investissements de portefeuille	- 116,8	- 240,9	- 39,4	- 59,7	- 17,9	38,9	0,2	26,8	16,4	- 68,7	- 36,4
Avoirs	- 30,0	- 167,7	- 18,3	43,6	69,7	43,5	36,4	55,4	30,8	62,5	144,3
Engagements	86,8	73,2	21,0	103,2	87,7	4,6	36,3	28,6	14,5	131,2	180,7
Instruments financiers dérivés	- 3,1	- 13,9	- 14,3	- 16,8	- 23,9	13,0	- 15,9	- 1,2	- 25,9	3,7	- 23,8
Avoirs	- 13,3	43,4	- 108,8	- 216,1	12,0	131,5	- 18,3	6,5	73,6	137,6	137,0
Engagements	- 10,2	57,3	- 94,5	- 199,3	35,9	118,4	- 2,4	7,8	99,5	133,9	160,8
Autres investissements	87,1	189,6	- 2,8	73,9	- 2,2	- 66,9	- 41,1	- 64,4	- 76,0	37,8	- 32,3
Avoirs	194,7	64,0	- 48,9	- 3,6	84,5	- 54,1	171,6	145,0	130,7	217,5	180,3
Engagements	107,6	- 125,7	- 46,2	- 77,5	86,6	12,8	212,7	209,4	206,6	179,7	212,6
Avoirs de réserve	5,8	- 5,5	4,0	- 1,5	0,7	7,2	2,2	- 3,0	10,4	2,8	4,0
Erreurs et omissions nettes	11,2	- 38,6	- 13,8	- 3,7	14,0	8,4	- 7,1	- 14,6	- 6,5	- 14,5	- 10,8

0.2 Position extérieure

0.2a Séries chronologiques de la position extérieure de 2010 à 2020 en valeur mixte (en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Investissements directs en valeur mixte	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	512,4	475,9
Français à l'étranger	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 271,5	1 273,4	1 261,4
Étrangers en France	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	707,2	761,0	785,4
Investissements de portefeuille	- 320,8	- 546,6	- 648,3	- 717,3	- 785,3	- 743,7	- 736,5	- 763,9	- 796,6	- 966,3	- 975,7
Titres étrangers	2 100,1	1 865,6	1 990,9	2 083,2	2 267,4	2 341,8	2 392,8	2 410,4	2 330,0	2 545,9	2 697,6
Actions et titres d'OPC ^{a)}	498,3	401,4	494,7	589,0	634,8	687,1	715,1	795,7	686,8	810,6	860,2
Titres de créance à long terme	1 362,9	1 256,7	1 271,8	1 306,4	1 435,4	1 472,4	1 496,0	1 419,2	1 435,6	1 542,4	1 607,4
Titres de créance à court terme	239,0	207,5	224,5	187,8	197,2	182,3	181,7	195,5	207,6	192,9	230,0
Titres français	2 420,9	2 412,2	2 639,3	2 800,5	3 052,7	3 085,5	3 129,3	3 174,3	3 126,6	3 512,2	3 673,3
Actions et titres d'OPC	579,3	500,6	614,7	731,8	743,1	783,9	823,3	914,1	804,1	952,8	917,6
Titres de créance à long terme	1 595,5	1 671,9	1 821,6	1 836,2	2 067,4	2 082,8	2 087,5	2 037,4	2 073,8	2 313,3	2 444,1
Titres de créance à court terme	246,2	239,7	203,0	232,6	242,2	218,7	218,5	222,7	248,7	246,1	311,5
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>	<i>886,8</i>	<i>907,0</i>	<i>978,3</i>	<i>1 017,3</i>	<i>1 138,7</i>	<i>1 133,0</i>	<i>1 115,8</i>	<i>1 070,1</i>	<i>1 059,6</i>	<i>1 152,8</i>	<i>1 206,8</i>
Instruments financiers dérivés	- 47,8	- 44,5	- 45,2	- 62,1	- 59,6	- 35,2	- 46,5	- 69,2	- 72,5	- 72,8	- 98,7
Créances	825,8	1 092,2	1 080,2	809,7	1 043,7	802,8	794,7	608,2	612,8	742,9	962,1
Engagements	873,6	1 136,6	1 125,4	871,8	1 103,3	838,0	841,1	677,4	685,4	815,6	1 060,7
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 347,0	- 144,8	- 162,8	- 85,2	- 98,3	- 165,7	- 206,6	- 267,3	- 296,2	- 258,4	- 280,1
Créances	1 617,8	1 710,0	1 610,1	1 575,5	1 712,1	1 741,6	1 824,5	1 896,5	2 214,4	2 456,0	2 575,0
Engagements	1 964,8	1 854,8	1 773,0	1 660,7	1 810,4	1 907,2	2 031,1	2 163,8	2 510,6	2 714,4	2 855,1
Banque de France	- 126,9	- 208,9	- 206,2	- 163,1	- 171,5	- 163,5	- 161,3	- 168,2	- 185,6	- 141,2	- 129,7
Autres participations	0,0	0,0	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6
Numéraire et dépôts	- 37,2	- 98,7	- 75,2	- 74,4	- 80,1	- 68,9	- 79,7	- 79,0	- 96,4	- 49,7	- 4,9
Prêts	- 78,9	- 99,5	- 120,8	- 78,9	- 80,9	- 83,3	- 70,1	- 78,7	- 78,4	- 80,7	- 114,6
Droits de tirage spéciaux	- 11,8	- 12,0	- 11,8	- 11,3	- 12,1	- 12,9	- 12,9	- 12,0	- 12,3	- 12,5	- 11,9
Administrations publiques	20,3	26,1	29,7	42,3	44,7	49,3	50,1	46,4	42,5	39,3	38,0
Autres participations	17,7	18,5	24,9	32,9	38,2	41,6	42,4	44,4	44,4	46,3	44,6
Numéraire et dépôts	- 13,7	- 14,5	- 14,8	- 11,5	- 12,3	- 11,5	- 9,3	- 12,5	- 14,0	- 18,1	- 16,6
Prêts	8,8	15,5	13,9	15,7	13,6	10,8	9,5	7,1	4,9	3,7	2,7
Crédits commerciaux et avances à la commande	7,5	6,6	5,7	5,2	5,2	8,3	7,5	7,4	7,2	7,3	7,2
Institutions financières monétaires	- 172,1	82,3	37,1	66,1	44,2	- 56,8	- 82,8	- 98,6	- 122,7	- 170,5	- 214,1
Numéraire et dépôts	- 560,9	- 298,5	- 332,8	- 294,5	- 353,6	- 471,1	- 552,7	- 592,2	- 898,8	- 997,0	- 1 041,8
Prêts	389,2	380,0	370,0	359,2	401,1	414,1	457,7	481,6	723,4	769,9	768,5
Autres comptes à payer/à recevoir	- 0,4	0,8	- 0,1	1,5	- 3,4	0,3	12,3	12,0	52,8	56,6	59,2
Autres secteurs ^{b)}	- 68,3	- 44,4	- 23,4	- 30,4	- 15,6	5,3	- 12,7	- 46,9	- 30,4	14,1	25,7
Numéraire et dépôts	216,8	225,1	261,2	227,0	250,6	324,6	337,2	352,6	135,3	182,1	187,1
Prêts	- 281,6	- 258,8	- 266,0	- 238,5	- 238,8	- 284,3	- 306,9	- 347,7	- 117,2	- 118,8	- 117,7
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 3,4	- 10,6	- 18,6	- 18,8	- 26,1	- 32,8	- 40,8	- 42,8	- 42,1	- 37,9	- 32,1
Autres secteurs – autres comptes à payer/à recevoir	- 0,1	0,0	0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	0,3	2,8	0,5	9,2
Réserves techniques d'assurance	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 2,1	- 2,1	- 9,3	- 9,2	- 11,9	- 20,6
Avoirs de réserve	124,5	133,1	139,9	105,1	118,2	126,9	139,2	130,4	145,6	168,2	183,0
Total créances	5 546,0	5 765,3	5 785,6	5 534,6	6 207,4	6 177,9	6 370,2	6 246,5	6 574,4	7 186,3	7 679,1
Total engagements	5 731,2	5 943,8	6 053,4	5 885,1	6 543,1	6 462,1	6 660,7	6 698,6	7 029,7	7 803,2	8 374,6
Position extérieure	- 185,2	- 178,4	- 267,8	- 350,5	- 335,7	- 284,2	- 290,6	- 452,1	- 455,4	- 616,8	- 695,5

a) Organismes de placement collectif.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, chambres de compensation.

Note : Les investissements directs sont présentés selon la règle du principe directionnel étendu.

0.2b Créances et dettes extérieures par monnaie hors avoirs de réserve (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net
Total	4 222	5 242	- 1 020	4 575	5 704	- 1 130	4 802	6 026	- 1 224
Euro	3 002	3 838	- 836	3 225	4 125	- 900	3 405	4 371	- 966
Dollar US	767	997	- 229	847	1 136	- 289	818	1 201	- 383
Yen	193	82	111	208	93	115	237	80	157
Livre sterling	101	174	- 73	119	193	- 74	139	212	- 72
Yuan	5	8	- 3	5	9	- 4	7	8	- 2
Autres monnaies	153	143	10	171	149	22	196	154	42
Institutions financières monétaires et autorités monétaires	2 481	2 886	- 405	2 701	3 163	- 462	2 893	3 327	- 434
Euro	1 579	1 854	- 275	1 692	1 977	- 285	1 835	2 093	- 258
Dollar US	551	739	- 188	609	857	- 248	574	905	- 330
Yen	183	71	112	198	85	114	234	72	162
Livre sterling	78	118	- 40	93	132	- 39	114	138	- 25
Yuan	3	6	- 3	3	6	- 3	4	5	0
Autres monnaies	87	98	- 10	107	107	0	131	114	17
Administrations publiques	85	1 267	- 1 182	86	1 371	- 1 285	85	1 495	- 1 410
Euro	79	1 218	- 1 139	79	1 320	- 1 240	80	1 411	- 1 331
Dollar US	5	33	- 27	6	40	- 34	5	59	- 54
Yen	0	1	- 1	0	1	- 1	0	0	0
Livre sterling	0	9	- 9	0	5	- 5	0	18	- 18
Yuan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres monnaies	0	7	- 6	0	6	- 5	0	6	- 6
Autres secteurs	1 245	679	566	1 356	740	616	1 389	789	599
Euro	1 108	462	646	1 210	514	696	1 225	572	653
Dollar US	80	155	- 75	89	162	- 72	112	154	- 42
Yen	9	9	0	9	6	2	1	6	- 5
Livre sterling	10	31	- 21	13	39	- 26	13	40	- 26
Yuan	0	1	0	0	0	0	0	1	0
Autres monnaies	38	22	16	35	18	17	37	17	20
Prêts inter-entreprises ^{a)}	411	409	2	432	431	1	436	415	21
Euro	235	304	- 69	244	314	- 70	266	295	- 29
Dollar US	131	70	61	143	78	65	127	84	43
Yen	2	2	0	2	2	0	2	2	0
Livre sterling	12	15	- 3	13	16	- 4	12	16	- 3
Yuan	2	1	1	2	3	- 1	2	3	- 1
Autres monnaies	28	17	11	29	18	11	28	17	11

a) Les prêts inter-entreprises correspondent à l'ensemble des prêts et emprunts entre sociétés d'un groupe international. Un prêt d'une société française vers une filiale ou la maison mère du groupe établie à l'étranger correspond à une créance et inversement un prêt d'une société non résidente vers une filiale ou la maison mère du groupe établie en France correspond à un engagement.

Notes : Ce tableau correspond aux données prescrites par la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure* du FMI (BPM6) pour la composition par monnaie des actifs et passifs sous forme d'instruments de dette (tableaux A9-I-1a et A9-I-2a du BPM6). Il permet notamment d'identifier la part de la dette extérieure potentiellement soumise aux effets des variations de change, toutes choses égales par ailleurs, en particulier avant effet des couvertures de change.

Une position nette débitrice signifie que la France est emprunteuse dans la devise indiquée au 31 décembre de l'année considérée (par exemple en dollar et en livre sterling en 2019) et inversement une position créditrice, qu'elle est prêteuse (par exemple en yen en 2019).

0.2c Instruments financiers dérivés en valeur de marché (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Avoirs	Engagements	Net	Avoirs	Engagements	Net	Avoirs	Engagements	Net
Total	613	685	- 73	743	816	- 73	962	1 061	- 99
Euro	345	376	- 31	441	468	- 27	597	640	- 43
Dollar US	162	185	- 23	179	200	- 21	228	255	- 26
Yen	43	50	- 8	36	47	- 10	28	38	- 10
Livre sterling	25	30	- 6	33	42	- 9	38	49	- 11
Autres monnaies	39	44	- 5	54	59	- 5	70	79	- 9

Note : Une position nette débitrice reflète un apport net de liquidité associé aux transactions et variations de la valeur de marché sur instruments financiers dérivés et investissement, une position créditrice reflète un financement net. Les transactions sur instruments financiers intervenant fréquemment pour couvrir des gains et pertes potentiels sur d'autres instruments, les seules positions sur instruments financiers dérivés ne sont pas représentatives de gains et pertes potentiels nets.

0.2d Les flux d'investissements directs de la France

(données annuelles – présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu, en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Créances : acquisition nette d'actifs financiers (A = B + C + D)	54,8	45,0	40,3	13,3	39,8	45,9	67,5	42,4	117,1	56,1	45,9
Capital social (B)	28,6	28,4	40,5	3,3	21,0	18,0	34,6	13,7	74,7	17,3	17,9
Bénéfices réinvestis (C)	19,7	8,0	10,8	8,5	7,6	4,9	13,4	19,3	25,3	21,6	9,6
Prêts intragroupe (D)	6,5	8,7	- 10,9	1,5	11,2	23,0	19,5	9,5	17,2	17,2	18,4
Engagements : accroissement net des passifs financiers (E = F + G + H)	29,0	30,8	25,3	23,8	4,3	38,8	29,8	32,5	66,1	51,3	9,9
Capital social (F)	11,5	21,2	10,7	20,0	9,4	27,8	18,9	22,0	28,8	22,6	11,3
Bénéfices réinvestis (G)	6,3	- 1,6	6,2	6,6	5,1	7,1	7,6	6,7	9,2	9,5	5,1
Emprunts intragroupe (H)	11,1	11,2	8,3	- 2,8	- 10,1	3,9	3,3	3,8	28,1	19,2	- 6,6
Créances / engagements : investissements directs nets (I = A - E)	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	51,0	4,9	36,0
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (J)	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	58,6	31,9	86,4	30,2	40,3
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (K)	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	20,8	22,0	35,4	25,3	4,3
Principe directionnel : investissements directs nets (L = I = J - K)	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	37,7	9,9	51,0	4,9	36,0

0.2e La position de la France en investissements directs

(données annuelles – présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu, en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Actifs : investissements directs français à l'étranger (A = B + C)	1 165,3	1 252,2	1 295,3	1 284,2	1 393,4	1 499,2	1 557,7	1 537,1	1 619,5	1 650,2	1 634,6
Capitaux propres (B)	864,3	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 097,2	1 208,8	1 218,7	1 198,4
Prêts intragroupe (C)	301,0	358,1	346,8	343,9	380,6	419,4	445,7	439,9	410,6	431,6	436,1
Passifs : investissements directs étrangers en France (D = E + F)	759,4	827,8	846,5	875,2	904,0	965,7	998,0	1 019,2	1 055,1	1 137,8	1 158,6
Capitaux propres (E)	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	625,3	646,1	707,2	743,2
Emprunts intragroupe (F)	298,6	367,0	376,1	373,2	375,2	389,5	393,9	393,9	409,0	430,7	415,4
Actifs / passifs : position nette en investissements directs (G = A - D)	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	512,4	475,9
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (H)	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 271,5	1 273,4	1 261,4
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (I)	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	707,2	761,0	785,4
Principe directionnel : position nette en investissements directs (J = G = H - I)	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	512,4	475,9

1. TRANSACTIONS COURANTES

1.1 Biens (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	519,7	570,7	- 51,0	533,6	580,2	- 46,6	441,1	501,0	- 59,9
Marchandises	506,9	570,7	- 63,8	523,0	580,2	- 57,2	434,5	501,0	- 66,5
Données douanières	492,0	554,9	- 62,9	509,1	567,1	- 58,0	428,1	493,5	- 65,4
Corrections et ajustements	13,2	11,6	1,6	12,1	9,1	3,0	5,8	4,3	1,5
Soutage et avitaillement	1,7	4,2	- 2,5	1,9	4,1	- 2,2	0,6	3,2	- 2,6
Négoce international	12,8		12,8	10,6		10,6	6,5		6,5
Négoce (Biens acquis – exportations négatives)	- 62,9		- 62,9	- 64,9		- 64,9	- 52,5		- 52,5
Négoce (Biens revendus – exportations)	75,7		75,7	75,5		75,5	59,0		59,0

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.2 Ventilation géographique des échanges de marchandises (en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2020	Variation 2020/2019 (en %)	Montant en 2020	Variation 2020/2019 (en %)	Montant en 2020	Variation 2020/2019 (en milliards)
Zone euro	194,1	- 13,7	234,7	- 11,1	- 40,6	- 1,6
<i>dont : Allemagne</i>	<i>60,8</i>	<i>- 13,2</i>	<i>71,8</i>	<i>- 15,9</i>	<i>- 11,0</i>	<i>4,3</i>
<i>Italie</i>	<i>32,3</i>	<i>- 14,2</i>	<i>39,3</i>	<i>- 9,8</i>	<i>- 7,0</i>	<i>- 1,0</i>
<i>Espagne</i>	<i>30,9</i>	<i>- 17,2</i>	<i>35,4</i>	<i>- 4,5</i>	<i>- 4,5</i>	<i>- 4,8</i>
Nouveaux États membres ^{a)}	27,9	- 10,4	35,3	- 8,2	- 7,4	- 0,1
Royaume-Uni	27,0	- 21,7	17,1	- 21,2	9,9	- 2,9
Amérique	44,6	- 24,4	42,7	- 17,5	1,9	- 5,3
<i>dont : États-Unis</i>	<i>32,3</i>	<i>- 23,2</i>	<i>31,1</i>	<i>- 20,6</i>	<i>1,2</i>	<i>- 1,7</i>
Asie	55,0	- 19,2	98,4	- 4,4	- 43,4	- 8,6
<i>dont : Japon</i>	<i>5,7</i>	<i>- 26,3</i>	<i>8,4</i>	<i>- 19,0</i>	<i>- 2,7</i>	<i>0,0</i>
<i>Chine et Hong Kong</i>	<i>22,9</i>	<i>- 14,4</i>	<i>57,1</i>	<i>5,7</i>	<i>- 34,2</i>	<i>- 6,9</i>
<i>Proche et Moyen-Orient</i>	<i>11,0</i>	<i>- 25,8</i>	<i>5,7</i>	<i>- 52,0</i>	<i>5,3</i>	<i>2,4</i>

a) Pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et des Droits indirects – DGDDI (données brutes), calculs Banque de France.

1.3 Ventilation géographique des échanges de services (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 27)	111,5	123,8	- 12,4	119,1	131,9	- 12,8	102,4	115,3	- 12,8
Union économique et monétaire (à 19)	102,1	110,7	- 8,6	108,5	116,1	- 7,6	92,9	101,3	- 8,4
dont : Allemagne	25,3	30,5	- 5,3	25,4	30,5	- 5,1	22,7	27,8	- 5,1
Autriche	1,1	1,2	- 0,1	1,0	1,2	- 0,2	0,8	1,0	- 0,2
Belgique	16,5	13,0	3,5	16,5	14,7	1,8	14,3	12,9	1,4
Espagne	13,0	15,4	- 2,4	16,4	16,6	- 0,2	12,6	12,4	0,3
Finlande	2,2	0,7	1,4	1,5	1,1	0,4	1,0	0,9	0,1
Grèce	0,4	1,8	- 1,4	0,5	2,0	- 1,5	0,4	1,4	- 0,9
Irlande	7,1	11,4	- 4,3	8,3	11,6	- 3,3	8,1	11,2	- 3,1
Italie	11,2	10,9	0,2	12,4	12,3	0,1	10,1	10,2	- 0,1
Luxembourg	7,5	5,9	1,6	9,4	6,6	2,7	7,6	7,0	0,6
Pays-Bas	14,8	13,0	1,8	14,2	12,9	1,3	12,8	10,9	1,8
Portugal	1,7	3,6	- 1,9	1,8	4,5	- 2,7	1,5	3,6	- 2,1
Autres pays de l'Union européenne	9,3	13,1	- 3,7	10,5	15,7	- 5,2	9,6	14,0	- 4,4
dont : Danemark	1,5	1,0	0,5	1,5	1,3	0,2	1,2	1,1	0,1
Hongrie	0,5	0,9	- 0,4	0,7	1,1	- 0,4	0,7	1,1	- 0,4
Pologne	1,8	3,4	- 1,6	2,2	5,7	- 3,5	2,1	5,2	- 3,1
République tchèque	0,9	1,7	- 0,7	1,2	1,2	0,0	1,1	0,9	0,1
Roumanie	0,9	2,4	- 1,5	1,0	1,8	- 0,8	0,9	1,7	- 0,8
Suède	2,9	2,9	0,0	3,1	3,2	- 0,2	2,7	2,9	- 0,2
Reste du monde	144,9	108,2	36,7	145,6	108,8	36,8	120,5	91,2	29,3
dont : Afrique du Sud	0,7	0,7	0,0	0,8	0,7	0,1	0,6	0,3	0,3
Algérie	1,6	0,8	0,8	1,3	0,7	0,7	0,9	0,5	0,5
Angola	0,6	0,1	0,5	0,5	0,2	0,3	0,5	0,2	0,3
Arabie saoudite	1,3	0,5	0,9	1,6	0,8	0,9	1,2	0,7	0,5
Australie	1,9	1,1	0,8	1,8	0,9	0,9	1,4	0,7	0,7
Bahreïn	0,1	0,1	0,0	0,3	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Brésil	2,2	1,2	1,0	2,4	1,3	1,1	1,8	1,1	0,8
Canada	2,8	3,0	- 0,2	2,6	3,2	- 0,6	1,8	2,6	- 0,8
Chine	8,7	4,4	4,2	9,6	4,6	5,0	7,7	4,4	3,3
Corée du Sud	1,8	0,8	1,0	2,1	0,9	1,2	1,9	0,8	1,1
Égypte	0,9	1,2	- 0,3	1,0	1,5	- 0,4	1,1	0,7	0,3
Émirats arabes unis	2,4	1,8	0,7	1,8	1,5	0,3	1,5	1,2	0,3
États-Unis	31,0	24,2	6,8	29,2	24,0	5,2	24,8	19,9	4,9
Hong Kong	1,6	1,6	0,0	1,0	1,6	- 0,6	1,1	1,5	- 0,4
Inde	2,1	2,7	- 0,5	2,3	2,7	- 0,4	2,2	2,5	- 0,3
Japon	4,5	1,9	2,7	4,3	2,5	1,7	3,4	1,8	1,6
Maroc	2,2	2,3	- 0,1	1,8	2,1	- 0,4	1,5	1,6	- 0,2
Mexique	1,7	1,0	0,7	2,0	1,2	0,8	1,4	0,9	0,5
Nigéria	0,4	0,4	0,1	0,4	0,2	0,3	0,4	0,1	0,3
Norvège	1,0	1,0	- 0,1	1,2	1,0	0,2	0,8	0,7	0,1
Qatar	1,1	0,4	0,7	1,5	0,3	1,2	1,0	0,3	0,7
Royaume-Uni	29,6	25,2	4,3	28,8	24,9	3,9	24,0	21,6	2,4
Russie	2,8	0,8	2,0	3,2	1,0	2,3	2,4	0,7	1,7
Singapour	3,6	2,5	1,1	3,9	2,9	0,9	3,0	3,1	- 0,1
Suisse	17,6	9,2	8,4	16,1	8,7	7,4	13,4	7,8	5,6
Tunisie	0,7	1,6	- 0,9	1,0	1,6	- 0,6	0,8	1,4	- 0,5
Turquie	1,7	1,4	0,2	1,8	1,7	0,0	1,7	1,5	0,3
Total	256,3	232,0	24,3	264,7	240,7	24,0	222,9	206,5	16,4

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.4 Transports (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Maritimes	13,9	10,2	3,7	14,8	10,6	4,1	17,2	11,8	5,4
Fret	12,7	4,8	7,9	13,7	4,9	8,8	16,3	4,8	11,5
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	0,7	1,4	- 0,7	0,7	1,4	- 0,7	0,6	1,2	- 0,6
Passagers	0,3	0,0	0,3	0,3	0,4	- 0,1	0,2	0,4	- 0,2
Autres frais^{b)}	0,9	5,4	- 4,5	0,8	5,3	- 4,5	0,7	6,6	- 5,9
Aériens	10,5	13,4	- 2,9	11,2	12,7	- 1,4	5,7	7,2	- 1,5
Fret	1,0	2,2	- 1,2	0,9	2,2	- 1,3	0,9	2,3	- 1,4
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	0,3	0,6	- 0,3	0,3	0,6	- 0,3	0,3	0,5	- 0,2
Passagers	5,4	7,5	- 2,1	5,8	7,2	- 1,3	2,4	2,4	0,0
Autres frais^{b)}	4,0	3,7	0,3	4,4	3,2	1,2	2,4	2,5	- 0,1
Autres transports	15,2	22,1	- 6,9	16,7	23,4	- 6,7	15,2	21,8	- 6,6
Spatiaux	0,6	0,0	0,6	0,7	0,0	0,7	0,4	0,0	0,4
Ferroviaires	1,6	1,9	- 0,3	1,9	1,9	0,0	1,3	1,5	- 0,1
Fret	1,0	1,3	- 0,3	1,3	1,3	0,0	0,9	1,3	- 0,4
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Passagers	0,3	0,6	- 0,4	0,4	0,6	- 0,2	0,2	0,1	0,1
Autres frais ^{b)}	0,4	0,0	0,4	0,3	0,0	0,3	0,2	0,0	0,2
Routiers	6,4	15,1	- 8,7	8,0	17,2	- 9,2	7,6	15,8	- 8,2
Fret	5,2	14,1	- 8,9	6,5	15,8	- 9,3	6,2	14,4	- 8,2
<i>dont fabrisation^{a)}</i>	0,9	4,7	- 3,8	0,9	4,7	- 3,8	0,8	4,3	- 3,5
Passagers	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0
Autres frais ^{b)}	1,1	0,9	0,2	1,4	1,3	0,1	1,4	1,4	0,1
Autres	6,6	5,1	1,5	6,0	4,3	1,8	5,9	4,6	1,3
<i>dont fabrisation^{a),c)}</i>	0,3	0,1	0,1	0,3	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Total	39,6	45,7	- 6,1	42,7	46,7	- 4,0	38,2	40,9	- 2,7

a) La fabrisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.

c) Fabrisation des transports fluviaux, oléoducs, gazoducs, etc.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.5 Ventilation géographique des échanges de voyages (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 27)	25,0	23,1	1,9	26,2	24,3	1,9	15,3	13,8	1,4
Union économique et monétaire (à 19)	23,0	21,8	1,1	24,1	22,9	1,3	14,2	13,0	1,2
dont : Allemagne	5,5	3,3	2,3	5,9	3,7	2,2	3,5	2,6	0,9
Autriche	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0
Belgique	5,8	2,3	3,4	6,0	2,3	3,7	4,1	1,7	2,4
Espagne	4,3	6,7	-2,4	4,6	6,8	-2,2	2,4	2,9	-0,5
Grèce	0,1	1,3	-1,2	0,1	1,1	-1,0	0,0	0,6	-0,5
Irlande	0,4	0,6	-0,2	0,5	0,7	-0,2	0,2	0,2	0,0
Italie	3,2	3,4	-0,1	3,3	3,4	-0,2	1,5	1,8	-0,3
Luxembourg	0,6	1,1	-0,5	0,7	1,3	-0,6	0,6	1,1	-0,5
Pays-Bas	1,9	0,6	1,3	1,9	0,9	1,0	1,1	0,4	0,7
Portugal	0,5	1,7	-1,2	0,6	1,9	-1,3	0,4	1,1	-0,7
Autres pays de l'Union européenne	2,0	1,2	0,7	2,0	1,5	0,6	1,0	0,8	0,2
dont : Croatie	0,0	0,3	-0,3	0,0	0,4	-0,4	0,0	0,2	-0,2
Danemark	0,5	0,2	0,3	0,5	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1
Roumanie	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Suède	0,7	0,1	0,6	0,6	0,2	0,5	0,2	0,1	0,1
Reste du monde	30,5	18,9	11,7	30,5	20,8	9,7	13,3	10,5	2,8
dont : Algérie	0,5	0,3	0,2	0,6	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1
Australie	0,8	0,4	0,3	0,7	0,3	0,4	0,2	0,1	0,1
Brésil	0,7	0,1	0,6	0,7	0,2	0,5	0,2	0,1	0,1
Canada	1,0	0,8	0,2	1,0	0,9	0,1	0,3	0,3	0,0
Chine	4,1	0,4	3,7	3,5	0,3	3,3	0,9	0,1	0,8
Égypte	0,0	0,2	-0,1	0,0	0,2	-0,1	0,0	0,1	-0,1
États-Unis	3,9	2,2	1,7	4,1	2,3	1,8	1,2	0,8	0,4
Inde	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0
Japon	1,1	0,3	0,8	0,9	0,4	0,5	0,3	0,1	0,2
Maroc	0,6	0,7	-0,1	0,6	0,7	0,0	0,4	0,4	0,0
Mexique	0,4	0,3	0,2	0,5	0,3	0,1	0,1	0,2	-0,1
Norvège	0,2	0,3	0,0	0,2	0,3	-0,1	0,1	0,1	0,0
République dominicaine	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,3	-0,3	0,0	0,1	-0,1
Royaume-Uni	5,6	3,4	2,3	6,0	3,6	2,4	3,3	1,4	1,9
Russie	0,7	0,2	0,5	0,7	0,3	0,4	0,3	0,1	0,2
Suisse	5,2	1,5	3,7	5,3	1,6	3,7	3,5	1,4	2,1
Thaïlande	0,1	0,3	-0,2	0,1	0,4	-0,2	0,0	0,1	-0,1
Tunisie	0,2	0,4	-0,1	0,3	0,5	-0,2	0,2	0,3	-0,2
Turquie	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	-0,1
Vietnam	0,2	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,0
Total	55,5	42,0	13,5	56,7	45,1	11,6	28,5	24,3	4,2

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.
En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.6 Ventilation géographique des échanges de services hors transports et hors voyages (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 27)	70,3	74,4	- 4,1	75,1	80,3	- 5,2	71,0	77,0	- 6,0
Union économique et monétaire (à 19)	64,0	67,0	- 3,0	68,0	70,8	- 2,9	63,7	68,2	- 4,5
dont : Allemagne	15,5	21,9	- 6,4	14,9	21,9	- 7,0	15,5	20,8	- 5,3
Autriche	0,7	0,7	0,0	0,6	0,6	- 0,1	0,6	0,6	- 0,1
Belgique	8,9	7,8	1,1	8,7	9,5	- 0,9	8,4	8,7	- 0,3
Espagne	7,2	5,0	2,2	10,1	5,8	4,3	8,6	5,8	2,9
Finlande	2,0	0,5	1,4	1,3	0,7	0,6	0,9	0,7	0,2
Grèce	0,3	0,2	0,1	0,3	0,4	- 0,1	0,3	0,4	- 0,1
Irlande	6,6	9,7	- 3,1	7,3	10,2	- 2,9	7,5	10,6	- 3,2
Italie	6,2	6,0	0,2	7,6	6,5	1,1	7,2	6,2	0,9
Luxembourg	5,3	3,8	1,5	6,9	4,2	2,7	4,9	4,5	0,4
Pays-Bas	9,7	9,0	0,7	8,6	8,4	0,1	8,4	7,4	1,0
Portugal	1,0	1,2	- 0,3	1,0	1,8	- 0,8	0,9	1,8	- 0,9
Autres pays de l'Union européenne	6,3	7,4	- 1,1	7,1	9,5	- 2,3	7,2	8,7	- 1,5
dont : Danemark	0,9	0,4	0,5	0,9	0,7	0,1	0,9	0,7	0,3
Hongrie	0,4	0,5	- 0,1	0,5	0,7	- 0,2	0,6	0,7	- 0,2
Pologne	1,3	1,4	- 0,1	1,7	3,3	- 1,6	1,7	3,1	- 1,4
République tchèque	0,6	0,9	- 0,4	0,9	0,6	0,3	0,8	0,5	0,4
Roumanie	0,6	1,5	- 0,9	0,6	1,0	- 0,4	0,6	0,9	- 0,3
Suède	1,8	2,4	- 0,6	1,9	2,4	- 0,5	2,0	2,2	- 0,2
Reste du monde	90,9	69,9	21,0	90,1	68,5	21,6	85,3	64,3	21,0
dont : Afrique du Sud	0,5	0,3	0,2	0,5	0,2	0,3	0,4	0,1	0,3
Algérie	0,9	0,3	0,6	0,5	0,2	0,3	0,4	0,2	0,2
Angola	0,6	0,0	0,5	0,5	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4
Arabie saoudite	0,9	0,4	0,6	1,2	0,6	0,6	1,0	0,6	0,4
Australie	1,0	0,5	0,4	0,9	0,5	0,4	1,0	0,5	0,5
Bahreïn	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,1
Brésil	1,1	0,8	0,3	1,3	0,9	0,4	1,2	0,8	0,4
Canada	1,4	1,3	0,1	1,2	1,6	- 0,3	1,1	1,4	- 0,3
Chine	2,7	2,3	0,4	3,9	2,6	1,3	3,9	2,6	1,3
Corée du Sud	1,1	0,5	0,6	1,4	0,6	0,7	1,5	0,6	0,8
Égypte	0,7	0,6	0,1	0,9	0,9	0,0	1,0	0,2	0,7
Émirats arabes unis	1,8	0,9	0,9	1,2	0,8	0,4	1,0	0,8	0,3
États-Unis	21,4	18,5	2,9	18,9	18,3	0,6	18,2	16,5	1,7
Hong Kong	1,0	1,3	- 0,3	0,5	1,4	- 0,8	0,7	1,3	- 0,6
Inde	1,2	2,0	- 0,8	1,5	2,1	- 0,6	1,7	2,2	- 0,5
Japon	3,0	1,3	1,7	2,9	1,9	1,0	2,8	1,5	1,3
Maroc	1,3	1,3	0,0	0,8	1,0	- 0,3	0,8	1,0	- 0,2
Mexique	1,0	0,5	0,5	1,3	0,6	0,7	1,1	0,5	0,6
Nigéria	0,3	0,3	0,0	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0	0,3
Norvège	0,5	0,6	0,0	0,7	0,6	0,2	0,6	0,5	0,1
Qatar	0,8	0,2	0,7	1,3	0,1	1,2	0,9	0,1	0,8
Royaume-Uni	19,9	19,4	0,5	18,8	18,2	0,6	18,3	18,1	0,3
Russie	1,8	0,3	1,5	2,3	0,4	1,9	1,9	0,4	1,5
Singapour	3,2	1,3	1,9	3,5	1,5	2,0	2,7	1,7	1,0
Suisse	11,1	6,7	4,4	9,5	6,4	3,1	8,7	5,8	2,9
Tunisie	0,2	1,1	- 0,8	0,3	0,8	- 0,5	0,3	0,8	- 0,5
Turquie	1,2	0,7	0,5	0,8	0,9	- 0,1	0,8	0,8	0,0
Total	161,2	144,3	16,9	165,2	148,8	16,4	156,2	141,3	14,9

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.7 Autres services (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	10,8	8,6	2,1	10,2	9,9	0,3	9,7	8,9	0,8
Services d'entretien et de réparation n.i.a	8,7	8,0	0,7	10,0	8,5	1,5	9,3	7,2	2,1
Construction	1,9	1,5	0,4	2,1	1,4	0,7	2,1	1,8	0,4
Services d'assurance et de pension	8,0	9,2	-1,2	10,4	9,5	1,0	9,3	10,0	-0,8
Services financiers	12,4	6,4	6,0	14,0	6,9	7,2	15,0	7,8	7,2
Services explicitement facturés et autres services financiers	7,7	5,5	2,2	8,7	5,6	3,1	9,5	6,5	3,0
Services d'intermédiation financière indirectement mesurée	4,7	0,9	3,8	5,3	1,3	4,1	5,4	1,3	4,1
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	15,0	12,1	2,9	13,9	10,9	3,0	12,9	10,8	2,1
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	18,7	20,9	-2,2	17,9	21,7	-3,9	17,5	21,5	-4,0
Autres services aux entreprises	80,5	73,1	7,4	82,2	75,4	6,8	76,3	69,0	7,3
Services de recherche et développement	11,8	14,0	-2,2	12,7	13,6	-0,9	10,3	10,8	-0,5
Services professionnels et services de conseil en gestion	25,3	21,9	3,4	25,6	23,1	2,5	23,8	21,7	2,2
Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises	43,4	37,3	6,2	43,9	38,7	5,2	42,2	36,6	5,6
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4,8	4,4	0,4	4,0	4,5	-0,5	3,6	4,2	-0,5
Biens et services des APU n.i.a.	0,5	0,0	0,5	0,5	0,2	0,4	0,5	0,1	0,4

n.i.a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.8 Revenus primaires (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Rémunérations des salariés	21,8	1,4	20,4	23,1	1,5	21,6	21,8	1,6	20,2
Revenus des investissements	150,2	119,9	30,3	162,1	125,6	36,5	113,8	93,1	20,7
Revenus d'investissements directs	80,5	34,7	45,9	88,5	34,0	54,5	52,3	21,2	31,0
Dividendes	51,6	23,1	28,5	62,7	22,6	40,1	39,1	14,4	24,7
Bénéfices réinvestis	25,3	9,2	16,1	21,6	9,5	12,2	9,6	5,1	4,5
Intérêts sur prêts et emprunts entre affiliés	3,6	2,3	1,3	4,2	2,0	2,2	3,6	1,7	1,8
Revenus d'investissements de portefeuille	47,2	63,0	-15,9	47,9	63,6	-15,8	44,2	54,9	-10,7
dont revenus des actions et des OPC ^{a)}	16,3	22,7	-6,5	16,7	25,2	-8,5	14,9	21,0	-6,1
Revenus des autres investissements	21,5	22,2	-0,7	24,5	27,9	-3,4	16,5	17,0	-0,5
Revenus de titres de participation et de parts de fonds de placement	0,3	0,0	0,3	0,4	0,0	0,4	0,4	0,0	0,4
Intérêts	20,9	21,7	-0,9	24,0	27,5	-3,5	15,9	16,5	-0,6
Revenus attribués aux assurés	0,4	0,4	-0,1	0,1	0,4	-0,3	0,2	0,5	-0,3
Revenus des avoirs de réserve	1,0	0,0	1,0	1,2	0,0	1,2	0,9	0,0	0,9
Autres revenus primaires	8,2	4,6	3,5	8,3	4,7	3,6	7,6	5,2	2,4
Total	180,2	125,9	54,3	193,4	131,8	61,7	143,2	99,9	43,3

a) Organismes de placement collectif.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.9 Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses), selon le premier pays de contrepartie (en milliards d'euros)

	Recettes					Dépenses				
	2017	2018	2019	2020 ^{a)}	2020 (en %)	2017	2018	2019	2020 ^{a)}	2020 (en %)
Union européenne (à 27)	33,6	43,7	44,4	27,7	53,1	21,4	25,0	24,9	13,5	63,4
Union économique et monétaire (à 19)	29,3	40,1	40,3	25,7	49,2	20,4	23,9	24,1	13,1	61,8
dont : Allemagne	6,7	4,3	4,6	2,1	4,0	3,7	3,4	3,0	2,1	9,9
Belgique	5,1	11,0	13,5	6,8	12,9	2,8	2,7	2,4	1,2	5,7
Espagne	4,0	3,1	3,4	2,1	4,1	1,2	1,5	1,4	0,8	3,6
Irlande	1,3	3,6	1,8	1,2	2,4	0,1	0,1	0,2	0,2	0,8
Italie	3,6	4,7	4,2	2,7	5,1	0,5	0,8	1,1	0,5	2,3
Luxembourg	2,1	2,4	2,9	1,8	3,5	4,7	4,6	9,3	5,0	23,5
Pays-Bas	4,8	9,3	7,9	8,4	16,1	7,1	10,5	6,4	3,2	15,2
Portugal	0,5	0,8	0,9	0,2	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Autres pays de l'Union européenne	4,3	3,7	4,1	2,0	3,9	1,0	1,0	0,9	0,3	1,6
dont : Pologne	1,2	1,3	1,2	0,6	1,2	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1
République tchèque	0,9	0,9	0,7	0,4	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Roumanie	0,6	0,6	0,7	0,2	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suède	0,5	0,4	0,5	0,2	0,5	0,6	0,5	0,4	0,1	0,7
Reste du monde	34,9	36,8	44,1	24,5	46,9	10,8	9,7	9,1	7,8	36,6
dont : Brésil	0,8	0,7	1,1	1,0	1,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	-0,5	0,4	0,1	0,4	0,7	-0,3	0,1	0,0	0,2	0,8
Chine	1,5	1,8	1,9	1,1	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
États-Unis	4,8	8,6	11,5	7,8	14,9	3,0	1,4	0,7	1,7	7,9
Hong Kong	1,5	1,8	1,8	0,4	0,8	0,2	0,0	0,2	0,2	0,8
Inde	0,3	0,3	0,3	0,2	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Japon	3,4	2,5	-1,0	0,9	1,6	0,7	0,8	0,4	0,4	1,7
Maroc	0,5	0,6	0,5	0,3	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	0,4	0,5	0,8	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,3
Royaume-Uni	5,5	4,4	8,3	5,0	9,6	3,7	3,3	4,4	2,2	10,5
Russie	1,1	0,4	2,7	0,9	1,7	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Singapour	1,3	2,1	1,7	0,6	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Suisse	5,7	3,2	4,8	1,7	3,3	1,3	2,9	2,6	2,6	12,1
Turquie	0,4	0,4	0,4	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	68,4	80,5	88,5	52,3	100,0	32,2	34,7	34,0	21,2	100,0

a) Pour l'année 2020, les intérêts sont issus de données collectées auprès des entreprises, tandis que les dividendes et bénéfices réinvestis sont estimés.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

Les revenus d'investissements directs comprennent aussi les intérêts sur prêts et emprunts intragroupe, calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

1.10 Revenus secondaires (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Revenus secondaires des administrations publiques	7,6	36,3	- 28,7	8,4	37,3	- 28,9	11,7	40,0	- 28,3
Prestations sociales		7,3	- 7,3		7,7	- 7,7		7,4	- 7,4
Coopération internationale	2,1	7,9	- 5,8	2,3	8,2	- 6,0	2,7	8,5	- 5,8
<i>dont frais de fonctionnement des organisations internationales</i>		<i>0,9</i>	<i>- 0,9</i>		<i>0,8</i>	<i>- 0,8</i>		<i>0,9</i>	<i>- 0,9</i>
Ressources propres des institutions de l'Union européenne		20,6	- 20,6		21,0	- 21,0		23,7	- 23,7
Autres transferts des APU ^{a)}	5,5	0,5	5,0	6,1	0,4	5,7	9,0	0,4	8,6
Revenus secondaires des autres secteurs	22,1	40,7	- 18,6	21,8	39,0	- 17,2	25,9	41,2	- 15,3
<i>dont transferts courants divers</i>	<i>4,7</i>	<i>21,0</i>	<i>- 16,3</i>	<i>4,7</i>	<i>18,7</i>	<i>- 14,0</i>	<i>5,0</i>	<i>20,5</i>	<i>- 15,5</i>
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>0,4</i>	<i>11,3</i>	<i>- 10,9</i>	<i>0,3</i>	<i>11,9</i>	<i>- 11,6</i>	<i>0,3</i>	<i>11,2</i>	<i>- 11,0</i>
Total	29,7	77,0	- 47,3	30,2	76,3	- 46,1	37,6	81,2	- 43,6

a) Administrations publiques.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

2.1 Flux d'investissements directs français à l'étranger présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)}

Ventilation par type d'opérations (en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs français à l'étranger (IDFE)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{b)}
2010	25,9	36,4	28,6	19,7	- 11,9
2011	14,2	37,0	28,4	8,0	0,7
2012	15,1	27,6	40,5	10,8	- 23,7
2013	- 10,5	15,3	3,3	8,5	3,5
2014	35,5	37,5	21,0	7,6	8,9
2015	7,1	48,0	18,0	4,9	25,1
2016	37,7	58,6	34,6	13,4	10,6
2017	9,9	31,9	13,7	19,3	- 1,1
2018	51,0	86,4	74,7	25,3	- 13,6
2019	4,9	30,2	17,3	21,6	- 8,7
2020	36,0	40,3	17,9	9,6	12,7

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements* : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

2.2 Flux d'investissements directs étrangers en France présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)}

Ventilation par type d'opérations (en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs étrangers en France (IDEF)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (emprunts intragroupe) ^{b)}
2010	25,9	10,5	11,5	6,3	- 7,4
2011	14,2	22,8	21,2	- 1,6	3,1
2012	15,1	12,5	10,7	6,2	- 4,5
2013	- 10,5	25,8	20,0	6,6	- 0,8
2014	35,5	2,0	9,4	5,1	- 12,4
2015	7,1	40,9	27,8	7,1	6,0
2016	37,7	20,8	18,9	7,6	- 5,6
2017	9,9	22,0	22,0	6,7	- 6,8
2018	51,0	35,4	28,8	9,2	- 2,6
2019	4,9	25,3	22,6	9,5	- 6,8
2020	36,0	4,3	11,3	5,1	- 12,2

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie de la sixième édition du *Manuel de la balance des paiements* : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

2.3 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)} (en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020
Union européenne (à 27)	14,6	63,1	31,9	14,4
Union économique et monétaire (à 19)	11,3	57,9	36,3	15,8
dont :				
Allemagne	8,0	- 22,8	- 2,3	1,9
Belgique	- 18,3	6,0	1,7	9,2
Espagne	1,7	1,9	- 2,3	- 1,3
Irlande	2,4	1,8	- 9,4	- 0,3
Italie	3,1	27,0	2,3	2,9
Luxembourg	9,9	4,0	10,4	1,4
Pays-Bas	2,8	37,3	34,6	1,5
Autres pays de l'Union européenne	3,3	5,2	- 4,4	- 1,4
dont :				
Pologne	- 0,4	1,3	0,3	- 1,0
République tchèque	0,4	0,6	0,4	0,4
Roumanie	0,2	0,3	0,3	0,1
Suède	3,2	0,2	- 0,6	- 0,5
Reste du monde	17,3	23,3	- 1,7	25,9
dont :				
Angola	- 0,9	- 0,6	- 0,5	0,4
Australie	1,6	7,2	- 1,8	0,1
Bahamas	0,0	0,0	0,0	0,0
Bermudes	0,1	13,6	3,0	1,1
Brésil	2,6	0,9	3,1	0,6
Canada	1,6	- 1,9	0,1	0,2
Chine	0,8	0,8	- 1,8	1,3
Égypte	- 0,6	0,2	0,2	0,0
Émirats arabes unis	1,4	- 0,3	0,0	1,4
États-Unis	- 3,4	0,7	- 16,0	10,5
Hong Kong	- 0,4	- 0,3	- 0,9	- 1,6
Îles Vierges britanniques	0,2	0,1	0,1	0,0
Inde	0,4	0,6	0,8	2,1
Japon	2,4	0,6	- 2,5	0,2
Kazakhstan	0,0	- 0,5	- 0,4	- 0,2
Maroc	0,4	0,1	- 0,6	0,0
Nigéria	0,0	- 0,7	0,3	- 0,3
Norvège	- 1,6	- 0,6	0,0	- 0,9
Qatar	- 1,3	0,1	0,1	- 0,1
Royaume-Uni	10,7	- 1,9	3,6	8,3
Russie	1,5	0,2	3,3	1,4
Singapour	- 1,9	- 0,1	3,3	0,0
Suisse	0,2	4,0	- 0,5	0,5
Turquie	0,3	0,3	0,6	- 0,1
Total	31,9	86,4	30,2	40,3

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.4 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)} (en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020
Union européenne (à 27)	2,2	36,6	3,0	6,4
Union économique et monétaire (à 19)	1,1	35,3	0,6	5,6
dont :				
Allemagne	10,4	3,8	0,1	1,5
Belgique	- 0,7	- 0,7	1,4	1,3
Espagne	2,5	- 1,5	5,3	0,1
Finlande	- 9,9	- 2,2	- 0,1	- 0,3
Irlande	1,2	- 2,6	2,3	1,1
Italie	0,6	1,8	1,9	- 1,9
Luxembourg	- 6,8	22,7	- 1,3	- 0,8
Pays-Bas	3,6	14,3	- 8,5	4,8
Autres pays de l'Union européenne	1,1	1,3	2,4	0,8
dont :				
Danemark	0,4	1,1	0,1	- 0,3
Pologne	0,9	0,4	2,2	1,6
République tchèque	- 0,1	- 0,2	0,3	0,0
Roumanie	- 0,1	0,0	0,2	0,0
Suède	0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,3
Reste du monde	19,8	- 1,2	22,4	- 2,1
dont :				
Bermudes	0,0	0,2	0,0	1,0
Brésil	0,2	- 0,2	- 0,1	0,1
Canada	0,8	1,5	- 0,5	0,2
Chine	0,1	- 0,5	0,2	0,2
Émirats arabes unis	- 0,3	0,0	0,0	0,1
États-Unis	- 0,5	- 6,5	7,1	- 1,7
Hong Kong	0,8	- 0,2	0,9	0,1
Inde	0,0	- 0,1	0,1	0,1
Japon	1,2	0,9	0,1	- 0,1
Jersey	0,1	0,1	0,1	0,0
Liban	0,9	0,1	- 0,2	0,1
Qatar	0,8	- 0,8	1,1	0,4
Royaume-Uni	19,1	0,6	3,3	- 2,3
Russie	0,3	- 0,3	0,0	0,0
Suisse	- 2,0	3,4	7,8	0,7
Singapour	- 0,4	- 0,3	0,9	- 0,6
Turquie	- 0,1	0,0	0,0	0,0
Total	22,0	35,4	25,3	4,3

a) Après reclassement des emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
 Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.5 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)} (en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,1	- 0,1	- 0,2
Industries extractives	- 3,7	4,4	6,4	1,8
dont : Extraction de pétrole et de gaz	- 4,4	4,1	4,3	1,7
Industries manufacturières	7,4	32,7	- 0,7	7,9
dont : Industries agricoles et alimentaires	11,1	- 0,9	2,8	0,1
Industrie du textile et habillement	- 2,0	0,5	0,2	17,2
Industrie du bois, édition et imprimerie	- 0,1	0,2	0,4	- 0,1
Cokéfaction et raffinage	1,7	3,6	- 1,4	0,6
Industrie chimique	0,9	1,2	- 0,6	- 0,7
Industrie pharmaceutique	- 6,1	- 0,8	- 1,3	- 11,1
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,7	3,2	0,6	0,4
Industries métallurgiques	1,3	- 0,6	1,5	- 0,5
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 7,8	- 1,0	4,4	- 0,5
Fabrication de machines et équipements	0,7	0,3	0,5	0,0
Industrie automobile	4,5	0,4	- 1,8	2,1
Fabrication d'autres matériels de transport	3,0	0,4	- 2,9	- 1,1
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	- 2,4	2,8	4,5	5,6
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	- 0,1	- 0,6	- 0,9	3,3
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	- 0,6	- 1,0	3,5
Construction	- 4,9	1,5	1,7	0,7
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	- 3,1	3,4	- 11,5	1,4
dont : Commerce de gros	3,5	2,4	- 3,6	1,1
Commerce de détail	- 6,8	- 1,0	- 7,7	0,0
Transports et entreposage	- 1,0	1,6	2,4	3,3
dont : Transports terrestres et transports par conduites	0,2	0,1	- 0,2	0,1
Transports par eau	- 0,7	0,1	1,4	2,2
Transports aériens	- 0,8	0,4	0,4	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,3	1,1	0,7	1,0
Hébergement et restauration	7,4	- 4,7	1,3	- 1,0
Information et communication	0,9	9,8	7,0	1,3
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 0,4	- 0,7	- 0,6	1,0
Télécommunications	- 0,7	0,8	0,8	0,6
Activités financières et d'assurance	9,3	9,3	11,6	5,6
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	- 4,6	4,0	- 0,5	2,5
Activités des sociétés holding	1,1	2,2	8,8	1,3
Assurance	2,5	7,8	1,6	1,8
Activités immobilières ^{b)}	1,4	19,3	2,1	1,9
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	13,7	5,9	4,3	- 1,7
dont : Activités juridiques et comptables	0,1	0,0	- 0,1	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	5,7	4,3	3,9	0,4
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	4,9	1,4	0,5	- 1,0
Recherche-développement scientifique	0,1	- 0,3	0,2	- 0,4
Publicité et études de marché	2,4	0,7	0,6	- 0,9
Activités de services administratifs et de soutien	5,3	0,5	1,6	- 0,9
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,1
Santé humaine et action sociale	0,1	0,2	0,1	0,6
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	- 0,1
Autres activités de services	- 0,1	- 0,1	0,1	- 0,1
Montants non ventilés	1,4	0,3	0,2	10,9
Total	31,9	86,4	30,2	40,3

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ».

Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers *stricto sensu* situés à l'étranger.

Note : Les sièges sociaux et les *holdings* sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe. À partir des données de 2017, des travaux statistiques ont amplifié ces reclassements, qui n'étaient auparavant réalisés que pour les groupes cotés en bourse.

2.6 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)} (en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020
Agriculture, sylviculture et pêche	0,1	0,4	- 0,1	0,1
Industries extractives	0,0	0,8	0,5	- 1,3
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,3	0,0	0,0	- 0,2
Industries manufacturières	0,7	12,2	- 8,3	2,5
dont : Industries agricoles et alimentaires	2,6	- 0,1	- 5,9	- 0,9
Industrie du textile et habillement	- 0,8	- 0,4	1,2	- 0,3
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,4	- 0,3	1,6	0,0
Cokéfaction et raffinage	4,2	0,1	- 0,1	0,6
Industrie chimique	3,5	2,7	2,9	0,0
Industrie pharmaceutique	- 0,2	- 5,3	- 1,2	- 0,3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,7	- 0,8	0,5	- 0,1
Industries métallurgiques	2,1	- 0,7	- 0,7	- 0,5
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	- 9,4	- 1,2	- 0,4	- 0,4
Fabrication de machines et équipements	0,1	0,3	0,5	- 0,1
Industrie automobile	- 0,3	0,4	0,3	0,0
Fabrication d'autres matériels de transport	- 0,3	- 1,9	- 9,0	5,8
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	- 2,1	- 0,2	- 0,6	- 0,1
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	- 0,3	0,0	0,0	0,0
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	- 0,1	0,0	0,0
Construction	- 4,7	0,4	- 0,6	- 0,9
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	5,5	- 0,7	6,3	- 4,8
dont : Commerce de gros	3,8	- 0,3	2,7	- 0,2
Commerce de détail	2,0	- 1,4	4,5	- 3,7
Transports et entreposage	2,4	- 0,1	0,9	- 0,1
dont : Transports terrestres et transports par conduites	2,4	- 0,2	- 0,3	0,4
Transports par eau	1,1	0,2	- 0,2	- 0,1
Transports aériens	0,0	0,1	0,7	0,0
Entreposage et services auxiliaires des transports	- 1,1	- 0,3	0,7	- 0,5
Hébergement et restauration	0,5	- 0,3	0,6	- 0,6
Information et communication	2,4	1,6	3,9	- 1,4
dont : Cinéma, vidéo et télévision	0,4	- 1,1	0,1	0,2
Télécommunications	- 0,4	- 0,3	2,5	- 0,2
Activités financières et d'assurance	13,4	21,0	16,1	- 4,3
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	2,2	0,1	1,2	- 0,1
Activités des sociétés <i>holding</i>	4,2	11,5	5,4	- 3,0
Assurance	- 0,2	0,5	0,2	- 1,0
Activités immobilières ^{b)}	- 0,1	- 1,3	0,7	3,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	0,0	1,6	4,5	0,5
dont : Activités juridiques et comptables	0,2	0,1	0,0	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	- 1,6	1,8	4,5	0,6
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	1,5	- 0,3	0,2	- 0,2
Recherche-développement scientifique	0,0	0,0	0,3	0,0
Publicité et études de marché	0,0	0,1	- 0,6	0,2
Activités de services administratifs et de soutien	- 0,1	- 1,1	0,9	0,1
Enseignement	0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,1
Santé humaine et action sociale	0,3	0,0	0,8	- 0,7
Arts, spectacles et activités récréatives	0,6	0,5	- 0,1	0,8
Autres activités de services	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants non ventilés	3,0	0,7	0,1	11,1
Total	22,0	35,4	25,3	4,3

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ».

Les emprunts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements étrangers dans le secteur immobilier et les achats nets de biens immobiliers *stricto sensu* par des investisseurs non résidents.

Note : Les sièges sociaux et les *holdings* sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe. À partir des données de 2017, des travaux statistiques ont amplifié ces reclassements, qui n'étaient auparavant réalisés que pour les groupes cotés en bourse.

2.7 Investissements directs français à l'étranger

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2020, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie	Pays de la cible	Commentaires
ADP	GMR Airports	Inde	Acquisition de participations dans le groupe aéroportuaire indien
Amundi	Banco Sabadell	Espagne	Acquisition en vue de renforcer la présence en Espagne et d'élargir l'offre en réseaux <i>retail</i>
Ardian	INWIT	Italie	Prise de participation dans la filiale italienne spécialisée dans les infrastructures télécoms (tours) détenue par Vodafone et Telecom Italia
Biogroup	CMR-Medina	Belgique	Acquisition de CMA-Medina, leader de la biologie médicale en Belgique
Circet	ESAS	Belgique	Acquisition par le leader des services de télécommunications de son homologue belge
Faurecia	SAS Autosystemtechnik GmbH	Allemagne	Acquisition par l'équipementier automobile d'un spécialiste de l'assemblage de modules pour l'intérieur des véhicules
LVMH	Tiffany's	États-Unis	Acquisition du joaillier américain (opération finalisée en janvier 2021)
Saint-Gobain	Continental Building Products	États-Unis	Acquisition du spécialiste américain des plaques de plâtre
Sanofi	Synthorx	États-Unis	Acquisition de la société de biotechnologie Synthorx via la filiale Thunder Acquisition Corp.
Schneider Electric	Osisoft	États-Unis	Acquisition via la filiale britannique de logiciels industriels Aveva, d'un concurrent américain
Total	Adani Group	Inde	Alliance entre Total et le groupe Indien pour le développement d'une offre multi-énergie à destination de l'Inde
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie	Pays de la cible	Commentaires
Accor	Orbis	Pologne	Cession de 85,6 % du capital d'Orbis à Accorinvest
Air Liquide	Schülke & Mayr	Allemagne	Finalisation de la cession de l'entreprise de prévention des infections et de l'hygiène
Saint-Gobain	Sika	Suisse	Cession de la participation de 10,75 % au capital du groupe de chimie suisse
Sanofi	Regeneron	États-Unis	Cession des parts de capital de l'entreprise de biotechnologie
Vivendi	Universal Music Groupe (UMG)	États-Unis	Vente de 10 % des actions Universal Music au géant chinois Tencent

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2020, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur étranger	Entreprise résidente investie	Pays de l'investisseur	Commentaires
Silgan	Albéa	Pays-Bas	Acquisition des activités d'emballage pour cosmétiques d'Albea via la filiale française de Silgan US
Universal Scientific Industrial	Asteelflash	Hong Kong	Rachat de 100 % des actions du fournisseur de services de fabrication d'électronique par le leader mondial de la conception électronique
Platinum equity	Biscuit International	États-Unis	Acquisition du leader européen des biscuits sous marque de distributeurs
EQT	Colisée Care	Suède	Prise de contrôle par le fonds suédois du numéro 4 français des EHPAD
KKR	Elsan Santé Holdings	États-Unis	KKR devient le plus gros actionnaire d'Elsan, numéro 2 de l'hospitalisation privée
Vine Alternative Investments	EuropaCorp	États-Unis	Prise de contrôle de la société de Luc Besson par le fonds spécialisé dans le financement des acteurs des médias et du divertissement
IK Investment Partners	Kersia	Suède	Acquisition d'une participation majoritaire dans le capital de l'un des leaders mondiaux de la sécurité des aliments
Atlas Arteria	Macquarie Infrastructure et Real Assets France	Australie	Cession des dernières participations dans Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR), deuxième réseau autoroutier à péage en France
Permira Growth	Mirakl	Royaume-Uni	Entrée du fonds britannique au capital de la <i>start-up</i> parisienne d'édition de solutions de Marketplace
Hg capital	Smarttrade Technologies	Royaume-Uni	Entrée du fonds britannique au capital de l'entreprise créatrice de plateformes de <i>trading</i> automatisées
Tencent	Stan holding	Chine	Entrée du géant du numérique chinois au capital de la <i>fintech</i> française
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur étranger	Entreprise résidente désinvestie	Pays du désinvestisseur	Commentaires
Blackrock	Edenred	États-Unis	Le gestionnaire d'actifs américain passe sous le seuil de 5 % du capital du créateur des tickets restaurant
Six Group	Worldline	Suisse	Passage sous le seuil de 20 % du capital de l'acteur européen majeur dans le secteur des services de paiement et de transactions

3. FLUX D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

3.1 Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur (en milliards d'euros)

	2019				2020			
	Actions et titres d'OPC ^{a)}	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total
Union européenne (à 27)	14,7	28,0	15,6	58,3	8,0	39,5	7,7	55,2
Union économique et monétaire (à 19)	15,9	27,1	9,5	52,5	8,3	31,9	2,5	42,6
dont :								
Allemagne	- 2,0	9,9	5,3	13,1	1,5	16,7	- 2,5	15,8
Autriche	- 0,1	- 1,0	0,0	- 1,0	0,2	0,0	0,8	1,0
Belgique	- 0,3	3,1	- 1,9	1,0	1,1	6,6	- 3,0	4,7
Espagne	0,2	0,9	1,1	2,1	2,3	15,8	2,7	20,9
Finlande	- 0,7	- 0,2	1,8	0,9	1,3	3,7	0,6	5,5
Grèce	0,0	- 1,2	0,5	- 0,7	0,0	- 0,9	- 0,2	- 1,1
Irlande	7,9	2,5	1,2	11,6	- 1,6	- 6,9	- 0,1	- 8,7
Italie	3,1	- 2,3	3,8	4,6	- 2,1	- 26,3	14,0	- 14,5
Luxembourg	10,7	0,5	8,7	19,9	6,2	16,5	- 7,0	15,8
Pays-Bas	- 2,7	15,4	- 11,9	0,8	- 0,9	- 8,9	- 2,8	- 12,6
Portugal	0,2	- 1,4	0,1	- 1,1	0,2	2,3	- 0,2	2,3
Autres pays de l'Union européenne (à 27)	- 1,2	0,9	6,1	5,8	- 0,2	7,6	5,2	12,6
dont :								
Suède	0,2	1,3	6,6	8,1	0,6	0,5	4,7	5,9
Reste du monde	- 6,5	34,9	- 24,2	4,2	44,9	12,9	31,3	89,1
dont :								
Bermudes	- 0,5	- 0,1	0,0	- 0,6	0,2	0,1	0,0	0,3
Brésil	0,4	- 1,3	0,0	- 0,9	- 0,6	0,8	0,0	0,3
Chine	- 1,5	0,2	0,0	- 1,3	0,1	1,5	0,0	1,7
Corée du Sud	- 0,1	0,5	0,8	1,1	0,0	1,1	- 0,7	0,4
États-Unis	- 1,4	26,9	0,5	26,0	27,5	22,2	- 2,0	47,7
Îles Cayman	1,3	0,3	0,0	1,6	1,6	0,0	0,0	1,6
Inde	1,5	- 0,1	0,0	1,4	3,0	0,1	0,0	3,1
Japon	- 2,3	16,5	- 5,1	9,1	- 2,7	- 13,7	18,2	1,7
Jersey	- 1,4	0,2	- 0,1	- 1,2	0,4	1,0	0,1	1,5
Royaume-Uni	- 4,2	- 5,1	- 20,4	- 29,7	15,8	- 6,8	11,8	20,9
Russie	- 1,5	0,1	0,0	- 1,4	- 0,1	0,2	0,0	0,1
Suisse	1,3	1,5	0,0	2,8	- 3,7	1,8	0,6	- 1,3
Turquie	0,0	- 0,1	0,3	0,2	- 0,1	- 0,6	- 0,2	- 1,0
Total	8,2	62,9	- 8,5	62,5	53,0	52,4	39,0	144,3

a) Organismes de placement collectif.

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

3.2 Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	35,4	3,0	38,4	43,8	8,7	52,5	46,7	- 4,2	42,6
Actions et titres d'OPC	12,8	- 0,3	12,5	12,9	2,9	15,9	9,7	- 1,4	8,3
Actions	- 13,2	0,8	- 12,5	0,0	0,4	0,4	1,6	- 0,2	1,4
Titres d'OPC	26,0	- 1,0	25,0	13,0	2,5	15,5	8,1	- 1,3	6,8
Titres de créance à long terme	16,8	1,7	18,5	20,5	6,5	27,1	34,2	- 2,3	31,9
Titres de créance à court terme	5,7	1,6	7,4	10,3	- 0,8	9,5	2,9	- 0,4	2,5
Bons du Trésor à moins d'un an	4,4	0,1	4,5	0,3	- 0,1	0,3	16,5	- 0,1	16,5
Autres titres de créance à court terme	1,4	1,5	2,8	10,0	- 0,7	9,3	- 13,7	- 0,3	- 14,0
Émetteurs hors zone euro	- 1,7	- 5,8	- 7,5	- 12,6	22,6	10,0	21,9	79,9	101,8
Actions et titres d'OPC	- 1,3	- 26,8	- 28,1	- 5,5	- 2,2	- 7,7	- 1,4	46,1	44,7
Actions	2,4	- 26,2	- 23,9	- 2,3	- 2,2	- 4,5	- 1,3	44,8	43,5
Titres d'OPC	- 3,6	- 0,6	- 4,2	- 3,2	0,0	- 3,2	- 0,1	1,2	1,2
Titres de créance à long terme	6,8	13,6	20,4	7,1	28,7	35,8	3,7	16,9	20,5
Titres de créance à court terme	- 7,3	7,5	0,1	- 14,1	- 4,0	- 18,1	19,6	16,9	36,5
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	8,8	8,8	0,1	- 4,8	- 4,7	- 0,1	18,6	18,5
Autres titres de créance à court terme	- 7,3	- 1,3	- 8,7	- 14,2	0,8	- 13,4	19,7	- 1,7	18,0
Tous émetteurs	33,6	- 2,8	30,8	31,2	31,3	62,5	68,6	75,7	144,3
Actions et titres d'OPC	11,5	- 27,1	- 15,5	7,4	0,8	8,2	8,3	44,6	53,0
Actions	- 10,9	- 25,5	- 36,4	- 2,4	- 1,8	- 4,2	0,3	44,7	45,0
Titres d'OPC	22,4	- 1,6	20,8	9,8	2,6	12,3	8,0	0,0	8,0
Titres de créance à long terme	23,7	15,2	38,9	27,6	35,2	62,9	37,9	14,5	52,4
Titres de créance à court terme	- 1,6	9,1	7,5	- 3,8	- 4,7	- 8,5	22,4	16,5	39,0
Bons du Trésor à moins d'un an	4,4	8,9	13,3	0,4	- 4,9	- 4,5	16,5	18,5	35,0
Autres titres de créance à court terme	- 6,0	0,1	- 5,8	- 4,3	0,2	- 4,1	6,0	- 2,0	4,0

3.3 Opérations des non-résidents sur titres français par secteur émetteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Engagements	4,6	36,3	28,6	14,5	131,2	180,7
Administrations publiques	10,5	- 9,6	- 16,0	- 12,7	56,5	85,9
OAT ^{a)}	79,4	46,8	13,6	27,3	65,3	- 0,7
BTAN ^{b)}	- 49,8	- 56,3	- 29,0	0,0	0,0	0,0
Autres titres de créance à long terme	- 2,2	- 1,7	0,7	- 7,8	- 3,1	20,6
BTF ^{c)}	- 17,7	- 7,8	- 4,1	- 13,4	- 10,3	16,7
Autres titres de créance à court terme	0,7	9,5	2,9	- 18,9	4,6	49,3
Institutions financières monétaires	- 18,4	25,1	26,8	48,3	56,7	50,3
Actions	1,7	1,7	2,1	- 1,8	0,8	- 1,5
Titres d'OPC monétaires	10,2	13,8	4,8	12,9	4,9	10,2
Titres de créance à long terme	- 18,3	0,2	13,3	41,5	49,6	35,6
Titres de créance à court terme	- 12,0	9,5	6,5	- 4,3	1,5	6,1
Autres secteurs	12,5	20,8	17,8	- 21,1	18,0	44,5
Actions	- 5,1	5,9	1,0	- 14,1	0,8	8,0
Titres d'OPC non monétaires	3,2	7,2	16,7	- 23,2	- 12,3	- 5,6
Titres de créance à long terme	13,1	15,5	- 0,8	16,2	30,4	43,9
Titres de créance à court terme	1,4	- 7,7	0,9	0,0	- 0,9	- 1,8

a) Obligations assimilables du Trésor.

b) Bons du Trésor à intérêt annuel.

c) Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté.

4. FLUX DE PRÊTS ET EMPRUNTS

4.1 Autres investissements

Flux de prêts et emprunts des institutions financières monétaires (IFM) résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Avoirs des IFM	138,4	128,5	114,0	97,9	78,4	114,5
Long terme	15,4	34,4	2,3	8,6	8,5	13,5
Euros	12,9	28,0	- 9,4	6,6	4,0	0,2
Devises	2,5	6,4	11,7	1,9	4,5	13,3
Court terme	123,0	94,0	111,8	89,3	69,8	101,0
Euros	107,4	57,3	44,3	75,5	39,0	32,4
Devises	15,6	36,7	67,5	13,8	30,9	68,7
Engagements des IFM	193,1	179,4	163,3	141,1	38,9	128,9
Long terme	37,0	5,8	4,7	- 1,0	0,9	- 15,3
Euros	27,5	8,8	8,9	- 3,3	- 1,2	- 5,8
Devises	9,5	- 2,9	- 4,2	2,3	2,0	- 9,5
Court terme	156,1	173,5	158,6	142,2	38,0	144,2
Euros	157,7	85,9	71,9	142,1	- 20,4	67,6
Devises	- 1,6	87,6	86,7	0,1	58,5	76,5
Flux nets	- 54,7	- 50,9	- 49,3	- 43,3	39,4	- 14,4
Euros	- 65,0	- 9,4	- 46,0	- 56,7	64,6	- 29,3
Devises	10,3	- 41,5	- 3,3	13,4	- 25,2	14,9
Long terme	- 21,6	28,6	- 2,5	9,6	7,6	28,7
Court terme	- 33,1	- 79,5	- 46,8	- 52,9	31,8	- 43,1

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

5. POSITION EXTÉRIÈRE

5.1 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2019 et fin 2020 (avec estimation des investissements directs en valeur mixte) (en milliards d'euros)

	Encours à fin 2019	Flux de balance des paiements 2020 ^{a)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{a)}				Total des variations entre les deux encours ^{a)}	Encours à fin 2020
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
	1	2	3				4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)
Investissements directs en valeur mixte ^{a)}	512,4	36,0	- 72,5	- 49,3	- 23,3	0,1	- 36,5	475,9
Français à l'étranger	1 273,4	40,3	- 52,3	- 48,7	- 3,6	0,0	- 12,1	1 261,4
Capitaux propres	1 218,7	27,5	- 47,8	- 44,2	- 3,6	0,0	- 20,2	1 198,4
Autres opérations (prêts intragroupe)	54,8	12,7	- 4,5	- 4,5	0,0	0,0	8,2	62,9
Étrangers en France	761,0	4,3	20,1	0,6	19,7	- 0,1	24,4	785,4
Capitaux propres	707,2	16,4	19,6	0,0	19,7	- 0,1	36,0	743,2
Autres opérations (emprunts intragroupe)	53,8	- 12,2	0,6	0,6	0,0	0,0	- 11,6	42,2
Investissements de portefeuille	- 966,3	- 36,4	27,0	- 2,4	46,1	- 16,7	- 9,4	- 975,7
Titres étrangers	2 545,9	144,3	7,4	- 36,8	61,6	- 17,4	151,7	2 697,6
Actions et titres d'OPC ^{b)}	810,6	53,0	- 3,3	- 17,3	25,5	- 11,6	49,6	860,2
Obligations et assimilés	1 542,4	52,4	12,6	- 15,4	35,2	- 7,2	65,0	1 607,4
Titres de créance à court terme	192,9	39,0	- 1,8	- 4,1	0,9	1,4	37,1	230,0
Titres français	3 512,2	180,7	- 19,6	- 34,4	15,5	- 0,7	161,2	3 673,3
Actions et titres d'OPC	952,8	11,0	- 46,2	- 0,5	- 45,7	0,0	- 35,2	917,6
Obligations et assimilés	2 313,3	99,4	31,4	- 28,6	60,7	- 0,7	130,8	2 444,1
Titres de créance à court terme	246,1	70,3	- 4,8	- 5,3	0,5	0,0	65,5	311,5
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>	<i>1 152,8</i>	<i>16,0</i>	<i>37,9</i>	<i>0,0</i>	<i>37,9</i>	<i>0,0</i>	<i>54,0</i>	<i>1 206,8</i>
Instruments financiers dérivés ^{c)}	- 72,8	- 23,8	- 2,1	2,4	- 3,4	- 1,1	- 25,9	- 98,7
Créances	742,9	137,0	82,2	- 31,1	86,3	27,0	219,2	962,1
Engagements	815,6	160,8	84,3	- 33,5	89,7	28,1	245,1	1 060,7
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 258,4	- 32,3	10,6	18,1	0,0	- 7,5	- 21,7	- 280,1
Autres participations	48,0	0,0	- 1,7	- 1,7	0,0	0,0	- 1,7	46,3
Banque de France	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,6
Administrations publiques	46,3	0,0	- 1,7	- 1,7	0,0	0,0	- 1,7	44,6
Numéraire et dépôts	- 882,6	- 26,1	32,6	32,6	0,0	0,0	6,5	- 876,2
Banque de France	- 49,7	42,7	2,1	2,1	0,0	0,0	44,8	- 4,9
Administrations publiques	- 18,1	1,5	0,0	- 0,1	0,0	0,0	1,5	- 16,6
Institutions financières monétaires	- 997,0	- 78,0	33,2	33,2	0,0	0,0	- 44,8	- 1 041,8
Autres secteurs	182,1	7,6	- 2,6	- 2,6	0,0	0,0	4,9	187,1
Prêts	574,1	- 20,7	- 14,5	- 14,5	0,0	0,0	- 35,2	538,9
Banque de France	- 80,7	- 42,4	8,5	8,5	0,0	0,0	- 33,9	- 114,6
Administrations publiques	3,7	- 1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,0	2,7
Institutions financières monétaires	769,9	24,2	- 25,6	- 25,6	0,0	0,0	- 1,4	768,5
Autres secteurs	- 118,8	- 1,5	2,6	2,6	0,0	0,0	1,1	- 117,7
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 30,6	2,8	2,9	2,9	0,0	0,0	5,7	- 24,9
Autres comptes à payer/à recevoir	57,1	13,0	- 1,8	- 1,8	0,0	0,0	11,2	68,3
Institutions financières monétaires	56,6	4,5	- 1,9	- 1,9	0,0	0,0	2,6	59,2
Autres secteurs	0,5	8,6	0,1	0,1	0,0	0,0	8,7	9,2
Droits de tirage spéciaux	- 12,5	0,0	0,6	0,6	0,0	0,0	0,6	- 11,9
Réserves techniques d'assurances	- 11,9	- 1,2	- 7,5	0,0	0,0	- 7,5	- 8,7	- 20,6
Avoirs de réserve	168,2	4,0	10,8	- 4,0	14,9	0,0	14,8	183,0
Solde	- 616,8	- 52,5	- 26,1	- 35,2	34,3	- 25,3	- 78,7	- 695,5
(en % du PIB)	- 25,3							- 30,2

a) Avec les investissements directs en principe directionnel étendu.

b) Organismes de placement collectif.

c) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPC non monétaires, chambres de compensation.

5.2 Les stocks d'investissements directs en valeur mixte ^{a)} (Encours en fin d'année, en milliards d'euros)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 ^{b)}	2019 ^{b)}	2020
Investissements directs français à l'étranger	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 218,9	1 201,0	1 271,5	1 273,4	1 261,4
Capitaux propres	864,3	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 111,9	1 097,2	1 208,8	1 218,7	1 198,4
Entreprises cotées	67,7	54,5	55,9	60,0	62,3	76,4	76,0	76,9	106,9	78,2	60,0
Entreprises non cotées et immobilier	796,6	839,6	892,6	880,2	950,4	1 003,4	1 036,0	1 020,3	1 102,0	1 140,5	1 138,4
Autres opérations (prêts)	13,6	70,4	16,0	20,8	53,2	85,1	107,0	103,9	62,7	54,8	62,9
Investissements directs étrangers en France	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	659,2	683,2	707,2	761,0	785,4
Capitaux propres	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	604,0	625,3	646,1	707,2	743,2
Entreprises cotées	65,0	51,6	62,3	80,6	90,4	98,0	104,4	83,7	91,7	116,5	129,7
Entreprises non cotées et immobilier	395,9	409,2	408,1	421,3	438,4	478,2	499,6	541,6	554,4	590,7	613,5
Autres opérations (emprunts)	11,2	79,3	45,3	50,1	47,8	55,2	55,2	57,8	61,0	53,8	42,2
Solde net des investissements directs	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	559,7	517,9	564,4	512,4	475,9
Capitaux propres	403,5	433,3	478,1	438,3	484,0	503,7	507,9	471,8	562,7	511,5	455,2
Entreprises cotées	2,7	2,9	- 6,4	- 20,7	- 28,1	- 21,5	- 28,4	- 6,9	15,2	- 38,3	- 69,7
Entreprises non cotées et immobilier	400,7	430,4	484,5	459,0	512,0	525,2	536,3	478,7	547,6	549,8	524,9
Autres opérations (prêts-emprunts)	2,4	- 8,9	- 29,3	- 29,3	5,4	29,8	51,8	46,1	1,6	0,9	20,7

a) Les stocks d'investissements directs en valeur mixte à fin 2020 sont estimés à partir des encours à fin 2019, des flux d'investissements directs de l'année 2020 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

b) Données révisées.

Note : Les encours de prêts-emprunts intragroupe sont calculés après reclassement des prêts-emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu ; ils prennent en compte les crédits commerciaux entre sociétés affiliées à partir de 2011. Les encours des sociétés cotées sont valorisés en fonction de l'évolution de leur capitalisation boursière.

5.3 Évolution des investissements directs entre 2018 et fin 2019 en valeur mixte (en milliards d'euros)

	Encours à fin 2018 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2019 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2019 ^{a)}
			Total	dont variation monétaire ou effet- change ^{b)}	dont variation boursière ou effet- prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
Investissements directs français à l'étranger	1 271,5	30,2	- 28,3	14,9	7,7	- 51,0	1,9	1 273,4
Capitaux propres	1 208,8	38,9	- 29,1	13,7	7,7	- 50,5	9,8	1 218,7
Entreprises cotées	106,9	- 26,7	- 2,0	2,1	7,7	- 11,8	- 28,7	78,2
Entreprises non cotées et immobilier	1 102,0	65,6	- 27,1	11,7	0,0	- 38,8	38,5	1 140,5
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{d)}	62,7	- 8,7	0,8	1,2	0,0	- 0,4	- 7,9	54,8
Investissements directs étrangers en France	707,2	25,3	28,5	0,0	23,6	4,9	53,9	761,0
Capitaux propres	646,1	32,1	29,0	0,0	23,6	5,4	61,1	707,2
Entreprises cotées	91,7	1,0	23,8	0,0	18,4	5,3	24,8	116,5
Entreprises non cotées et immobilier	554,4	31,1	5,2	0,0	5,2	0,0	36,3	590,7
Autres opérations (emprunts intragroupe) ^{d)}	61,0	- 6,8	- 0,4	0,0	0,0	- 0,4	- 7,2	53,8
Position nette	564,4	4,9	- 56,8	14,9	- 15,9	- 55,9	- 52,0	512,4
Capitaux propres	562,7	6,8	- 58,1	13,7	- 15,9	- 55,9	- 51,2	511,5
Entreprises cotées	15,2	- 27,7	- 25,8	2,1	- 10,7	- 17,1	- 53,4	- 38,3
Entreprises non cotées et immobilier	547,6	34,5	- 32,3	11,7	- 5,2	- 38,8	2,2	549,8
Autres opérations (prêts-emprunts intragroupe) ^{d)}	1,6	- 2,0	1,2	1,2	0,0	0,0	- 0,7	0,9

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la méthodologie de la balance des paiements :

sans signe : augmentation des créances ou des engagements

signe (-) : diminution des créances ou des engagements

c) Après reclassement des prêts et emprunts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.4 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2017	2018 ^{b)}	2019 ^{b)}	2020 ^{c)}	2020 (en %)
Union européenne (à 27)	592,5	647,4	653,3	656,7	52,1
Union économique et monétaire (à 19)	543,7	590,5	603,0	610,2	48,4
dont : Allemagne	72,9	59,2	54,8	56,8	4,5
Belgique	141,9	138,4	136,5	146,0	11,6
Espagne	50,4	49,9	55,6	54,0	4,3
Irlande	21,0	31,3	21,1	20,6	1,6
Italie	64,3	83,5	64,4	66,6	5,3
Luxembourg	49,9	47,3	53,4	54,6	4,3
Pays-Bas	129,8	165,3	199,9	193,6	15,3
Autres pays de l'Union européenne	48,8	56,9	50,3	46,5	3,7
dont : Danemark	7,9	15,3	9,0	8,8	0,7
Pologne	16,4	16,9	17,6	15,7	1,2
République tchèque	8,2	9,0	8,9	8,0	0,6
Roumanie	4,4	4,5	4,9	4,9	0,4
Suède	7,8	7,0	6,2	5,7	0,4
Reste du monde	608,5	624,2	620,1	604,7	47,9
dont : Afrique du Sud	2,3	2,8	3,0	3,0	0,2
Algérie	2,3	2,6	2,6	2,4	0,2
Angola	6,7	6,5	6,3	5,8	0,5
Arabie saoudite	3,9	4,2	3,2	2,9	0,2
Argentine	3,0	1,5	1,0	0,9	0,1
Australie	9,9	15,4	14,2	13,9	1,1
Bermudes	4,3	18,5	14,0	14,3	1,1
Bésil	25,1	25,7	28,1	21,9	1,7
Chine	24,5	25,2	26,8	27,0	2,1
Canada	10,5	10,2	10,4	9,9	0,8
Congo	4,0	4,7	3,4	2,8	0,2
Corée du Sud	4,2	4,7	4,0	3,9	0,3
Égypte	1,3	2,2	2,0	1,8	0,1
Émirats arabes unis	1,4	1,4	1,3	2,6	0,2
États-Unis	197,7	200,0	186,7	186,8	14,8
Hong Kong	9,1	9,4	9,1	6,7	0,5
Inde	5,5	5,7	6,1	9,7	0,8
Indonésie	1,0	1,2	1,7	1,5	0,1
Israël	2,7	2,7	3,0	3,0	0,2
Japon	24,4	23,1	20,2	18,8	1,5
Jersey	0,3	0,3	0,2	0,2	0,0
Kazakhstan	9,2	9,0	8,8	7,9	0,6
Maroc	11,0	11,3	10,1	9,6	0,8
Mexique	3,4	4,1	4,5	3,9	0,3
Nigéria	9,5	9,1	8,5	7,2	0,6
Qatar	1,9	1,7	1,6	1,4	0,1
Royaume-Uni	114,0	107,7	118,0	120,1	9,5
Russie	16,6	18,2	23,1	18,9	1,5
Singapour	9,9	9,1	12,2	11,5	0,9
Suisse	41,1	41,7	39,6	41,2	3,3
Thaïlande	1,4	1,4	1,5	1,4	0,1
Turquie	3,2	2,9	3,1	2,3	0,2
Ukraine	0,6	0,8	0,8	0,7	0,1
Total	1 201,0	1 271,5	1 273,4	1 261,4	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2019 et des flux d'investissements directs de l'année 2020.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

Depuis fin 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.5 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2017	2018 ^{b)}	2019 ^{b)}	2020 ^{c)}	2020 (en %)
Union européenne (à 27)	408,7	429,5	445,9	461,0	58,7
Union économique et monétaire (à 19)	399,0	417,7	431,7	445,9	56,8
dont : Allemagne	65,8	71,0	74,0	86,1	11,0
Belgique	50,6	53,0	56,5	58,4	7,4
Espagne	20,3	20,6	26,0	25,9	3,3
Finlande	4,6	2,4	2,2	1,9	0,2
Irlande	3,9	1,0	2,7	3,9	0,5
Italie	21,4	24,1	26,2	24,6	3,1
Luxembourg	133,1	139,7	146,6	144,0	18,3
Pays-Bas	92,1	99,0	90,6	94,3	12,0
Autres pays de l'Union européenne	9,7	11,7	14,2	15,1	1,9
dont : Danemark	5,8	6,8	6,3	6,1	0,8
Pologne	-2,5	-2,0	0,3	1,9	0,2
République tchèque	0,4	0,2	0,9	0,9	0,1
Roumanie	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0
Suède	5,4	5,8	5,8	5,5	0,7
Reste du monde	274,5	277,7	315,1	324,5	41,3
dont : Algérie	0,3	0,3	0,3	0,4	0,0
Arabie saoudite	0,3	0,3	0,3	0,4	0,1
Australie	1,2	0,8	0,9	0,9	0,1
Bermudes	0,2	0,4	0,3	1,3	0,2
Brésil	0,3	0,1	0,0	0,2	0,0
Canada	5,1	5,7	7,1	7,1	0,9
Chine	2,9	2,6	3,0	3,3	0,4
Corée du Sud	0,7	1,3	1,4	1,3	0,2
Égypte	0,2	0,3	0,3	0,3	0,0
Émirats arabes unis	1,6	1,8	1,8	2,0	0,3
États-Unis	56,1	53,5	59,9	58,8	7,5
Gabon	0,5	0,7	0,4	0,2	0,0
Hong Kong	4,8	4,1	5,5	5,5	0,7
Île de Man	0,1	0,5	0,2	0,1	0,0
Îles Vierges britanniques	0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0
Inde	0,2	0,1	0,2	0,2	0,0
Israël	0,7	0,8	1,2	1,1	0,1
Japon	13,5	12,5	11,4	10,9	1,4
Jersey	0,3	0,3	0,4	0,4	0,1
Liban	3,1	3,4	3,4	3,5	0,4
Maroc	1,6	1,7	1,7	1,8	0,2
Mexique	0,9	0,2	0,1	0,0	0,0
Qatar	4,2	3,2	4,4	4,4	0,6
Royaume-Uni	88,9	92,0	99,9	100,8	12,8
Russie	0,8	0,5	0,6	0,7	0,1
Singapour	1,5	1,2	2,2	1,6	0,2
Suisse	72,9	78,8	95,5	104,2	13,3
Thaïlande	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1
Turquie	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0
Total	683,2	707,2	761,0	785,4	100,0

a) Les emprunts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2019 et des flux d'investissements directs de l'année 2020.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

Depuis 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.6 Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020 ^{b)}	2020 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3	0,7	0,7	0,5	0,0
Industries extractives	92,9	106,3	112,0	108,0	8,6
dont : Extraction de pétrole et de gaz	85,8	96,4	99,9	99,1	7,9
Industries manufacturières	343,6	393,5	375,9	372,5	29,5
dont : Industries agricoles et alimentaires	73,1	73,5	81,2	77,9	6,2
Industrie du textile et habillement	9,9	10,6	11,0	27,5	2,2
Industrie du bois, édition et imprimerie	2,0	1,7	2,0	1,9	0,2
Cokéfaction et raffinage	15,8	16,7	15,1	15,5	1,2
Industrie chimique	39,9	44,4	45,2	41,4	3,3
Industrie pharmaceutique	51,0	65,2	65,5	57,7	4,6
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	13,3	16,0	15,6	15,8	1,3
Industries métallurgiques	14,2	15,8	17,0	15,9	1,3
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	8,9	7,6	9,5	8,7	0,7
Fabrication de machines et équipements	6,0	6,5	6,8	6,2	0,5
Industrie automobile	41,4	38,3	36,3	36,3	2,9
Fabrication d'autres matériels de transport	18,1	18,4	20,0	18,2	1,4
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	74,2	76,2	75,1	78,2	6,2
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	4,2	4,6	3,3	6,3	0,5
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	3,1	3,3	1,9	5,3	0,4
Construction	15,9	16,1	18,2	17,9	1,4
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	86,9	90,1	83,7	82,0	6,5
dont : Commerce de gros	27,5	30,7	35,9	35,5	2,8
Commerce de détail	53,1	50,6	39,1	38,0	3,0
Transports et entreposage	9,2	11,1	12,0	14,8	1,2
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,0	1,8	1,7	1,7	0,1
Transports par eau	0,3	1,1	1,1	3,2	0,3
Transports aériens	0,5	0,8	1,1	1,1	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	7,4	7,5	8,0	8,7	0,7
Hébergement et restauration	19,5	13,4	14,4	12,8	1,0
Information et communication	69,7	79,5	86,5	85,0	6,7
dont : Cinéma, vidéo et télévision	13,5	12,6	13,4	13,7	1,1
Télécommunications	28,4	29,3	31,1	31,1	2,5
Activités financières et d'assurance	302,2	301,4	302,8	293,3	23,3
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	168,9	171,1	169,3	164,1	13,0
Activités des sociétés <i>holding</i>	35,1	39,1	47,8	44,3	3,5
Assurance	68,4	71,5	65,1	64,6	5,1
Activités immobilières ^{c)}	62,0	88,6	92,9	89,1	7,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	82,1	61,5	64,6	60,2	4,8
dont : Activités juridiques et comptables	1,0	0,8	0,7	0,6	0,0
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	22,3	25,7	28,4	27,3	2,2
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	42,2	16,9	18,3	16,3	1,3
Recherche-développement scientifique	0,5	0,8	1,4	1,0	0,1
Publicité et études de marché	18,1	19,2	18,6	17,3	1,4
Activités de services administratifs et de soutien	7,0	9,5	10,6	9,3	0,7
Enseignement	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
Santé humaine et action sociale	2,4	2,6	2,8	3,4	0,3
Arts, spectacles et activités récréatives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Autres activités de services	0,4	0,1	0,3	0,1	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	27,8	15,8	16,9	27,6	2,2
Total	1 201,0	1 271,5	1 273,4	1 261,4	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2019 et des flux d'investissements directs de l'année 2020.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers *stricto sensu* situés à l'étranger détenus par des résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupe provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sièges sociaux et les *holdings* sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe. À partir des données de 2017, des travaux statistiques ont amplifié ces reclassements, qui n'étaient auparavant réalisés que pour les groupes cotés en bourse.

5.7 Répartition sectorielle des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)} (en milliards d'euros)

	2017	2018	2019	2020 ^{b)}	2020 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,7	1,0	0,7	0,7	0,1
Industries extractives	3,2	3,5	3,8	2,3	0,3
dont : Extraction de pétrole et de gaz	1,2	0,8	0,5	0,1	0,0
Industries manufacturières	178,9	193,7	204,3	223,7	28,5
dont : Industries agricoles et alimentaires	26,6	29,8	26,6	25,8	3,3
Industrie du textile et habillement	2,5	3,2	4,2	3,9	0,5
Industrie du bois, édition et imprimerie	4,5	4,8	6,5	6,6	0,8
Cokéfaction et raffinage	1,2	1,1	0,8	1,4	0,2
Industrie chimique	35,6	40,9	52,2	58,6	7,5
Industrie pharmaceutique	37,6	34,9	30,0	29,2	3,7
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	8,8	9,2	13,9	23,9	3,0
Industries métallurgiques	9,6	9,7	8,7	8,5	1,1
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	16,2	8,3	8,1	8,0	1,0
Fabrication de machines et équipements	3,3	2,7	3,3	3,8	0,5
Industrie automobile	10,3	9,4	9,0	8,9	1,1
Fabrication d'autres matériels de transport	10,5	7,1	-0,4	5,5	0,7
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	4,4	5,6	4,8	4,8	0,6
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,5	0,6	0,6	0,5	0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Construction	17,7	15,2	14,3	13,4	1,7
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	54,2	57,5	61,7	56,8	7,2
dont : Commerce de gros	29,5	37,1	38,5	38,3	4,9
Commerce de détail	22,7	17,0	20,8	16,9	2,2
Transports et entreposage	10,8	11,0	12,2	12,6	1,6
dont : Transports terrestres et transports par conduites	2,1	2,0	1,8	2,2	0,3
Transports par eau	2,7	3,1	3,3	3,2	0,4
Transports aériens	0,0	0,2	0,8	0,5	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	5,5	5,2	6,2	6,5	0,8
Hébergement et restauration	8,3	8,7	10,2	8,8	1,1
Information et communication	21,8	21,9	27,2	27,1	3,5
dont : Cinéma, vidéo et télévision	3,3	2,2	2,5	2,5	0,3
Télécommunications	0,3	0,6	2,9	2,7	0,3
Activités financières et d'assurance	166,2	183,0	201,3	197,1	25,1
dont : Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	39,5	37,1	38,4	38,2	4,9
Activités des sociétés <i>holding</i>	77,3	89,2	96,3	93,6	11,9
Assurance	27,4	27,6	28,0	27,0	3,4
Activités immobilières ^{c)}	147,0	149,1	157,1	163,5	20,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	29,4	33,3	36,6	37,4	4,8
dont : Activités juridiques et comptables	0,4	0,5	0,6	0,6	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	23,2	23,7	27,5	28,3	3,6
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	0,9	4,3	4,5	4,3	0,5
Recherche-développement scientifique	2,6	2,6	2,5	2,5	0,3
Publicité et études de marché	1,8	1,6	0,9	1,1	0,1
Activités de services administratifs et de soutien	8,7	8,2	9,6	9,5	1,2
Enseignement	1,7	1,6	1,4	1,4	0,2
Santé humaine et action sociale	3,9	3,9	5,1	4,4	0,6
Arts, spectacles et activités récréatives	1,1	2,6	2,8	3,6	0,5
Autres activités de services	0,1	0,3	0,3	0,3	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	24,4	6,5	6,8	17,5	2,2
Total	683,2	707,2	761,0	785,4	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les emprunts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2019 et des flux d'investissements directs de l'année 2020.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements français des entreprises non-résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers *stricto sensu* situés en France, détenus par des non-résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupes provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sièges sociaux et les *holdings* sont reclassés en fonction de l'activité principale de leur groupe. À partir des données de 2017, des travaux statistiques ont amplifié ces reclassements, qui n'étaient auparavant réalisés que pour les groupes cotés en bourse.

5.8 Investissements directs français à l'étranger – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes français ayant investi à l'étranger à fin 2020
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Groupes investisseurs résidents (par ordre alphabétique)	Activités des groupes investisseurs
AIR LIQUIDE	Industrie chimique
AXA	Assurance
BNP PARIBAS	Services financiers
BPCE	Services financiers
CARREFOUR	Grande distribution
CRÉDIT AGRICOLE	Services financiers
CRÉDIT MUTUEL	Services financiers
DANONE	Industrie agroalimentaire
EDF	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
ENGIE	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
GRUPE SEB	Petit équipement domestique
LVMH	Industrie du textile et habillement
MICHELIN	Autres industries manufacturières
ORANGE	Télécommunications
PERNOD RICARD	Industries agricoles et alimentaires
RENAULT	Industrie automobile
SAINT-GOBAIN	Industrie de la construction
SANOFI	Industrie pharmaceutique
SCHNEIDER ELECTRIC	Industrie manufacturière
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Services financiers
TOTAL	Extraction de pétrole et de gaz
UNIBAIL - RODAMCO - WESTFIELD	Immobilier commercial
VEOLIA ENVIRONNEMENT	Environnement et services aux collectivités
VINCI	Infrastructures
VIVENDI	Information et communication

5.9 Investissements directs étrangers en France – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes étrangers ayant investi en France à fin 2020
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Entreprises ou groupes étrangers (par ordre alphabétique)	Origine géographique	Activités des groupes étrangers investisseurs
ALLERGAN	États-Unis	Industrie pharmaceutique
ALLIANZ	Allemagne	Assurance
ALTICE	Pays-Bas	Information et communication
ARCELORMITTAL	Luxembourg	Industries métallurgiques
AVIVA	Royaume-Uni	Assurance
DANAHER	États-Unis	Industrie et technologies médicales
MERCK	Allemagne	Industrie pharmaceutique
DEL VECCHIO LEONARDO	Italie	Activité de <i>holding</i>
GENERAL ELECTRIC	États-Unis	Autres industries manufacturières
GENERALI	Italie	Assurance
HEIDELBERGCEMENT	Allemagne	Fabrication de ciment
HSBC	Royaume-Uni	Services financiers
IMMOBILIARIA COLONIAL	Espagne	Immobilier commercial
KINGFISHER	Royaume-Uni	Commerce de détail
LAFARGE HOLCIM	Suisse	Fabrication de ciment
MARS	États-Unis	Industrie agroalimentaire
MONDELEZ INTERNATIONAL	États-Unis	Industrie agroalimentaire
NESTLÉ	Suisse	Industrie agroalimentaire
NISSAN MOTOR	Japon	Industrie automobile
NOVARTIS	Suisse	Industrie pharmaceutique
S.A.P	Allemagne	Édition de logiciels
SARTORIUS	Allemagne	Industrie et technologies médicales
SOLVAY	Belgique	Industrie chimique
THE WALT DISNEY COMPANY	États-Unis	Industrie du divertissement
UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION	États-Unis	Autres industries manufacturières

5.10 Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents par nature d'instrument et par monnaie (euros/devises) (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Résidents sur titres étrangers	1 851,9	478,1	2 330,0	1 980,4	565,5	2 545,9	2 069,3	628,4	2 697,6
Actions et titres d'OPC	448,2	238,6	686,8	520,1	290,6	810,6	531,0	329,2	860,2
Actions	206,8	187,1	394,0	244,9	226,1	471,0	243,5	262,3	505,9
Titres d'OPC	241,3	51,5	292,8	275,2	64,4	339,6	287,4	66,9	354,4
Titres de créance à long terme	1 259,6	176,0	1 435,6	1 321,4	221,0	1 542,4	1 374,8	232,6	1 607,4
Titres de créance à court terme	144,1	63,5	207,6	138,9	53,9	192,9	163,5	66,5	230,0
Bons du trésor à moins d'un an	20,6	52,0	72,6	20,9	42,0	62,9	37,3	56,9	94,3
Autres titres de créance à court terme	123,5	11,5	135,0	118,0	11,9	129,9	126,2	9,6	135,8
Non-résidents sur titres français	2 657,1	469,5	3 126,6	2 986,6	525,6	3 512,2	3 116,4	556,9	3 673,3
Actions et titres d'OPC	796,0	8,2	804,1	943,7	9,1	952,8	903,8	13,8	917,6
Actions	608,3	0,0	608,3	752,2	0,0	752,2	712,6	0,0	712,6
Titres d'OPC	187,7	8,2	195,9	191,5	9,1	200,6	191,3	13,8	205,1
Titres de créance à long terme	1 694,2	379,6	2 073,8	1 900,5	412,8	2 313,3	2 041,3	402,9	2 444,1
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	956,3		956,3	1 059,7		1 059,7	1 096,7		1 096,7
Bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN)	0,0		0,0						
Autres (BMTN ^{a)} , EMTN ^{b)} , etc.)	737,9	379,6	1 117,5	840,8	412,8	1 253,6	944,6	402,9	1 347,4
Titres de créance à court terme	166,9	81,8	248,7	142,3	103,7	246,1	171,3	140,2	311,5
Bons du Trésor à moins d'un an	103,3		103,3	93,2		93,2	110,1		110,1
Autres titres de créance à court terme	63,6	81,8	145,4	49,2	103,7	152,9	61,2	140,2	201,4
Position nette	- 805,2	8,6	- 796,6	- 1 006,2	39,9	- 966,3	- 1 047,2	71,5	- 975,7

a) Bons à moyen terme négociables.

b) Euro medium term notes.

5.11 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par zone émettrice, par nature d'instrument et par secteur résident détenteur (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total
Émetteurs de la zone euro	268,0	1 198,6	1 466,7	315,1	1 297,5	1 612,5	333,8	1 338,6	1 672,4
Actions et titres d'OPC	36,9	436,9	473,8	59,7	501,6	561,3	56,2	517,4	573,5
Titres de créance à long terme	160,8	732,8	893,6	170,4	772,9	943,3	193,5	792,9	986,4
Titres de créance à court terme	70,4	28,9	99,3	85,0	22,9	108,0	84,1	28,3	112,4
Émetteurs hors zone euro	269,8	593,6	863,4	290,1	643,3	933,4	345,7	679,6	1 025,3
Actions et titres d'OPC	60,2	152,8	213,0	78,1	171,2	249,3	98,2	188,5	286,7
Titres de créance à long terme	155,8	386,2	542,0	171,8	427,4	599,1	187,5	433,4	621,0
Titres de créance à court terme	53,8	54,5	108,3	40,2	44,7	84,9	59,9	57,7	117,6
Tous émetteurs	537,8	1 792,2	2 330,0	605,2	1 940,7	2 545,9	679,4	2 018,2	2 697,6
Actions et titres d'OPC	97,1	589,7	686,8	137,8	672,8	810,6	154,4	705,8	860,2
Titres de créance à long terme	316,5	1 119,1	1 435,6	342,1	1 200,3	1 542,4	381,1	1 226,3	1 607,4
Titres de créance à court terme	124,2	83,4	207,6	125,2	67,6	192,9	144,0	86,0	230,0

5.12 Ventilation des titres français détenus par les non-résidents par secteur émetteur et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Encours	2 657,1	469,5	3 126,6	2 986,6	525,6	3 512,2	3 116,4	556,9	3 673,3
Administrations publiques	1 150,8	49,4	1 200,2	1 247,6	51,1	1 298,7	1 339,2	83,8	1 422,9
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	956,3		956,3	1 059,7		1 059,7	1 096,7		1 096,7
Autres titres de créance à long terme	84,8	34,8	119,6	90,2	29,9	120,1	112,6	28,8	141,4
Bons du Trésor (BTAN et BTF)	103,3		103,3	93,2		93,2	110,1		110,1
Autres titres de créance à court terme	6,4	14,6	21,0	4,5	21,2	25,7	19,8	55,0	74,7
Institutions financières monétaires	507,5	279,7	787,2	558,2	321,2	879,4	582,3	321,4	903,8
Actions et titres d'OPC	99,6	0,2	99,8	116,3	0,3	116,6	111,6	0,2	111,8
Titres de créance à long terme	358,9	214,3	573,3	404,2	240,8	645,0	434,4	238,4	672,8
Titres de créance à court terme	48,9	65,2	114,1	37,7	80,2	117,8	36,4	82,8	119,2
Autres secteurs	998,8	140,3	1 139,2	1 180,8	153,3	1 334,1	1 195,0	151,7	1 346,6
Actions et titres d'OPC	696,4	7,9	704,3	827,4	8,8	836,2	792,2	13,6	805,8
Titres de créance à long terme	294,2	130,4	424,6	346,4	142,1	488,5	397,6	135,7	533,3
Titres de créance à court terme	8,3	2,0	10,3	7,0	2,4	9,4	5,1	2,4	7,5

5.13 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par pays de résidence de l'émetteur et par nature de titres (en milliards d'euros)

	2019					2020				
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %
Union européenne (à 27)	578,1	1 024,7	119,6	1 722,4	67,7	591,6	1 075,5	129,4	1 796,5	66,6
Union économique et monétaire (à 19)	561,3	943,3	108,0	1 612,5	63,3	573,5	986,4	112,4	1 672,4	62,0
dont : Allemagne	78,7	95,9	14,4	189,0	7,4	80,4	114,7	12,1	207,2	7,7
Autriche	2,2	33,0	0,1	35,2	1,4	2,2	32,9	0,9	36,0	1,3
Belgique	13,9	62,0	10,4	86,3	3,4	13,9	70,5	7,4	91,9	3,4
Espagne	22,0	118,3	17,4	157,8	6,2	21,4	132,6	20,1	174,1	6,5
Finlande	6,8	18,4	2,1	27,3	1,1	9,0	22,1	2,7	33,9	1,3
Grèce	0,3	2,4	0,7	3,5	0,1	0,2	1,6	0,5	2,3	0,1
Irlande	71,3	49,8	8,2	129,3	5,1	72,1	43,4	8,1	123,6	4,6
Italie	34,6	165,3	10,6	210,5	8,3	29,4	142,7	24,7	196,7	7,3
Luxembourg	271,2	163,0	23,1	457,2	18,0	285,1	118,6	16,2	419,9	15,6
Pays-Bas	57,3	193,6	18,4	269,3	10,6	56,4	184,3	17,2	257,9	9,6
Portugal	2,8	14,0	0,9	17,7	0,7	3,1	16,8	0,7	20,6	0,8
Autres pays de l'union européenne	16,8	81,5	11,7	109,9	4,3	18,1	89,0	17,0	124,1	4,6
dont : Pologne	3,5	5,8	0,0	9,3	0,4	3,1	5,4	0,0	8,6	0,3
République tchèque	0,0	2,1	0,0	2,2	0,1	0,1	1,3	0,0	1,3	0,0
Roumanie	0,2	1,2	0,0	1,4	0,1	0,2	1,5	0,0	1,7	0,1
Suède	6,0	23,5	10,2	39,6	1,6	7,5	23,8	15,0	46,2	1,7
Reste du monde	232,6	517,7	73,3	823,5	32,3	268,6	531,9	100,6	901,2	33,4
dont : Bermudes	1,0	0,3	0,0	1,3	0,1	1,1	0,5	0,0	1,5	0,1
Brésil	5,9	1,2	0,0	7,1	0,3	3,9	1,8	0,0	5,7	0,2
Chine	8,7	1,4	0,0	10,1	0,4	9,0	2,8	0,1	11,9	0,4
Corée du Sud	5,1	5,1	0,8	11,0	0,4	5,8	6,4	0,0	12,2	0,5
États-Unis	79,2	216,5	7,0	302,7	11,9	105,3	238,6	4,4	348,2	12,9
Îles Caïmans	10,1	5,0	0,0	15,1	0,6	13,7	4,9	0,0	18,6	0,7
Inde	7,5	0,3	0,0	7,8	0,3	11,0	0,4	0,0	11,4	0,4
Japon	16,5	37,1	40,1	93,8	3,7	13,5	22,6	55,1	91,2	3,4
Jersey	2,2	5,1	0,1	7,4	0,3	2,7	6,2	0,1	9,0	0,3
Royaume-Uni	40,6	129,3	23,0	192,9	7,6	50,7	123,4	34,8	208,9	7,7
Russie	1,2	0,2	0,0	1,4	0,1	0,8	0,4	0,0	1,1	0,0
Suisse	27,2	5,3	0,1	32,5	1,3	23,9	7,3	0,7	31,9	1,2
Turquie	0,6	1,8	0,3	2,6	0,1	0,4	1,1	0,0	1,5	0,1
Total	810,6	1 542,4	192,9	2 545,9	100,0	860,2	1 607,4	230,0	2 697,6	100,0

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.14 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie (en milliards d'euros)

	2018			2019			2019		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	1 385,4	81,2	1 466,7	1 511,7	100,8	1 612,5	1 575,2	97,2	1 672,4
Actions et titres d'OPC	433,2	40,6	473,8	509,2	52,1	561,3	521,0	52,5	573,5
Actions	200,4	3,1	203,5	239,9	4,3	244,2	239,5	4,3	243,8
Titres d'OPC	232,8	37,5	270,3	269,3	47,8	317,1	281,5	48,2	329,7
Titres de créance à long terme	859,4	34,2	893,6	900,5	42,8	943,3	947,1	39,3	986,4
Titres de créance à court terme	92,8	6,5	99,3	102,0	5,9	108,0	107,1	5,4	112,4
Bons du Trésor à moins d'un an	20,6	0,2	20,7	20,8	0,1	20,8	37,3	0,0	37,3
Autres titres de créance à court terme	72,2	6,3	78,5	81,3	5,8	87,1	69,8	5,3	75,1
Émetteurs hors zone euro	466,5	396,9	863,4	468,7	464,7	933,4	494,1	531,2	1 025,3
Actions et titres d'OPC	14,9	198,1	213,0	10,9	238,4	249,3	10,0	276,7	286,7
Actions	6,5	184,0	190,5	5,0	221,8	226,8	4,1	258,0	262,1
Titres d'OPC	8,5	14,0	22,5	5,9	16,6	22,5	5,9	18,7	24,6
Titres de créance à long terme	400,2	141,8	542,0	420,9	178,3	599,1	427,6	193,3	621,0
Titres de créance à court terme	51,3	57,0	108,3	36,9	48,0	84,9	56,5	61,1	117,6
Bons du Trésor à moins d'un an	0,0	51,9	51,9	0,1	42,0	42,1	0,0	56,9	56,9
Autres titres de créance à court terme	51,3	5,2	56,4	36,8	6,1	42,8	56,4	4,2	60,6

5.15 Répartition par devise des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Euros	1 051,0	1 235,4	- 184,4	1 136,3	1 330,0	- 193,7	1 171,2	1 410,9	- 239,7
Vis-à-vis de la zone euro	572,5	508,2	64,3	614,8	624,5	- 9,6	617,2	643,5	- 26,3
Vis-à-vis des pays hors zone euro	478,4	727,2	- 248,7	521,4	705,6	- 184,1	554,0	767,4	- 213,4
Devises	720,0	658,3	61,7	783,5	760,3	23,2	806,1	780,5	25,6
Vis-à-vis de la zone euro	65,4	126,2	- 60,7	74,7	153,5	- 78,8	66,9	157,5	- 90,6
Vis-à-vis des pays hors zone euro	654,6	532,1	122,4	708,8	606,8	102,1	739,2	623,0	116,2
Total	1 770,9	1 893,6	- 122,7	1 919,8	2 090,3	- 170,5	1 977,3	2 191,4	- 214,1

5.16 Répartition par secteur de contrepartie des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Interbancaire	974,6	1 090,5	- 115,9	1 061,9	1 245,1	- 183,2	1 100,2	1 236,6	- 136,3
Euros	588,0	729,0	- 141,0	656,9	836,4	- 179,5	701,6	859,1	- 157,5
Devises	386,6	361,5	25,1	405,0	408,7	- 3,7	398,6	377,5	21,1
Clientèle financière et non financière	796,4	803,1	- 6,8	857,9	845,3	12,7	877,1	955,2	- 78,2
Euros	463,0	506,4	- 43,4	479,4	493,7	- 14,3	469,6	551,8	- 82,2
Devises	333,4	296,7	36,6	378,6	351,6	27,0	407,5	403,4	4,1
Total	1 770,9	1 893,6	- 122,7	1 919,8	2 090,3	- 170,5	1 977,3	2 191,8	- 214,5

5.17 Répartition géographique des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale) (en milliards d'euros)

	2018			2019			2020		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Union européenne (à 27)	660,6	674,0	- 13,4	718,8	826,4	- 107,6	712,7	842,9	- 130,2
Union économique et monétaire (à 19)	638,0	634,3	3,6	689,6	778,0	- 88,5	684,1	801,0	- 117,0
dont : Allemagne	78,5	144,3	- 65,8	116,8	186,9	- 70,0	121,4	220,3	- 98,9
Belgique	44,2	49,1	- 4,9	60,7	67,2	- 6,5	56,7	49,3	7,3
Espagne	80,4	39,3	41,1	82,1	56,6	25,5	76,6	53,1	23,5
Irlande	32,5	25,3	7,2	33,1	35,3	- 2,2	32,2	50,3	- 18,1
Italie	238,2	79,3	158,9	212,7	117,8	94,9	186,9	96,1	90,8
Luxembourg	85,6	211,5	- 125,9	87,0	202,5	- 115,5	93,6	204,2	- 110,6
Pays-Bas	58,7	67,8	- 9,1	74,4	86,7	- 12,3	94,1	100,2	- 6,1
Autres pays de l'Union européenne	22,7	39,7	- 17,0	29,2	48,4	- 19,2	28,6	41,9	- 13,3
dont : Pologne	6,8	3,5	3,3	6,3	3,1	3,2	6,7	2,0	4,7
République tchèque	3,0	1,1	1,9	4,9	0,9	4,0	4,4	1,0	3,4
Roumanie	1,5	0,5	1,0	1,5	0,4	1,1	1,2	1,1	0,2
Suède	2,7	3,9	- 1,2	2,4	4,3	- 1,8	2,3	7,3	- 4,9
Reste du monde	1 110,3	1 219,6	- 109,3	1 201,0	1 263,9	- 62,9	1 264,6	1 348,5	- 83,9
dont : Brésil	9,1	2,7	6,4	9,9	4,1	5,8	7,7	1,0	6,7
Chine	21,0	5,6	15,4	12,7	10,2	2,4	16,4	27,0	- 10,6
États-Unis	194,1	272,2	- 78,1	209,0	297,7	- 88,7	216,1	329,3	- 113,3
Inde	2,3	2,2	0,2	2,5	1,9	0,6	2,6	1,7	1,0
Japon	139,1	25,7	113,4	164,5	37,7	126,8	226,3	36,0	190,3
Royaume-Uni	408,1	609,4	- 201,3	440,5	592,3	- 151,7	441,1	635,2	- 194,1
Russie	6,0	17,0	- 11,0	5,4	24,1	- 18,7	5,0	18,7	- 13,8
Suisse	55,4	48,2	7,2	56,4	55,2	1,1	63,2	55,8	7,4
Turquie	9,0	1,1	7,9	8,3	1,2	7,1	7,6	1,1	6,5
Centres extraterritoriaux	147,0	138,6	8,5	169,7	129,9	39,7	147,5	139,7	7,8
Total	1 770,9	1 893,6	- 122,7	1 919,8	2 090,3	- 170,5	1 977,3	2 191,4	- 214,1

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.18 Répartition par instrument des prêts-emprunts des IFM résidentes (en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2018	2019	2020	2018	2019	2020
Créances	1 770,9	1 919,8	1 977,3	1 133,0	1 230,3	1 293,2
Dépôts	878,7	964,1	998,1	525,0	565,8	599,6
Prêts	723,4	769,9	768,5	487,3	543,6	561,2
Autres comptes à recevoir/à payer	168,9	185,8	210,7	120,7	120,9	132,5
Engagements	1 893,6	2 090,3	2 191,4	1 259,3	1 312,3	1 390,4
Dépôts	1 777,5	1 961,1	2 039,8	1 190,5	1 255,1	1 326,7
Emprunts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres comptes à recevoir/à payer	116,1	129,2	151,6	68,8	57,2	63,7
Position nette	- 122,7	- 170,5	- 214,1	- 126,3	- 82,1	- 97,1
Dépôts	- 898,8	- 997,0	- 1 041,8	- 665,6	- 689,3	- 727,1
Prêts-emprunts	723,4	769,9	768,5	487,3	543,6	561,2
Autres comptes à recevoir/à payer	52,8	56,6	59,2	52,0	63,7	68,8

5.19 Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents (hors fiduciaire) (en milliards d'euros)

	Encours de fin d'année			Variation 2020
	2018	2019	2020	
Créances	417,5	484,3	575,9	91,6
Portefeuille propre de la Banque de France ^{a)}	152,3	147,5	179,4	31,8
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	97,9	92,4	111,4	19,0
Euros	97,9	92,4	111,3	18,9
Devises	0,0	0,0	0,1	0,0
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	54,4	55,1	68,0	12,9
Euros	2,3	2,5	8,8	6,3
Devises	52,1	52,6	59,2	6,6
Créances sur l'Eurosystème (TARGET2)	0,0	28,5	58,3	29,8
Autres créances	30,1	48,8	53,4	4,6
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	1,7	0,4	0,4	0,1
Euros	1,6	0,4	0,4	0,0
Devises	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres créances vis-à-vis de non-résidents de la zone euro	18,9	39,0	43,2	4,2
Euros	0,2	0,1	0,1	0,0
Devises	18,7	38,9	43,1	4,2
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,2	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	1,4	1,2	1,6	0,4
Billets	89,5	91,4	101,8	10,4
Avoirs de réserve	145,6	168,2	183,0	14,8
Engagements	290,1	294,2	330,4	36,2
Engagements envers le SEBC (TARGET2)	2,3	0,0	0,0	0,0
Allocation de droits de tirage spéciaux ^{b)}	12,3	12,5	11,9	- 0,6
Dépôts de la clientèle institutionnelle étrangère	144,3	145,8	170,9	25,1
Euros	62,5	53,1	50,8	- 2,3
Devises	81,7	92,7	120,1	27,4
Billets	131,3	135,8	147,5	11,6
Position nette	127,3	190,2	245,5	55,4
<i>dont : position extérieure hors avoirs de réserve</i>	<i>- 18,2</i>	<i>22,0</i>	<i>62,5</i>	<i>40,5</i>

a) Dont titres adossés aux dépôts de la clientèle institutionnelle.

b) Les allocations de droits de tirage spéciaux sont une composante de la position extérieure de la France selon le BPM6.

5.20 Prêts-emprunts (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques vis-à-vis des non-résidents (en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2018	2019	2020
Créances	102,4	103,9	102,4
Euros	81,4	80,8	81,1
Devises	21,0	23,1	21,4
<i>dont participation au capital des organismes internationaux</i>	<i>44,4</i>	<i>46,4</i>	<i>44,7</i>
Créances à long terme	101,9	103,3	101,7
Créances à court terme	0,5	0,6	0,7
Engagements	67,2	72,0	71,8
Euros	67,2	72,0	71,8
Devises	0,0	0,0	0,0
Engagements à long terme	52,7	53,2	54,3
Engagements à court terme	14,6	18,8	17,5
Position nette	35,3	31,9	30,7
Euros	14,3	8,9	9,4
Devises	21,0	23,1	21,4

5.21 Prêts-emprunts (hors crédits commerciaux) des autres secteurs (en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année								
	2018			2019			2019		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Créances	106,0	50,4	156,4	150,3	47,9	198,2	156,9	64,2	221,0
Secteur financier ^{a)}	15,8	20,2	36,1	34,3	21,5	55,8	33,2	32,4	65,5
Secteur non financier ^{b)}	90,1	30,2	120,4	116,0	26,4	142,3	123,7	31,8	155,5
Engagements	106,5	38,3	144,8	115,3	31,0	146,2	127,5	35,6	163,1
Secteur financier ^{a)}	29,0	21,7	50,7	36,1	16,5	52,6	41,8	20,5	62,3
Secteur non financier ^{b)}	77,5	16,6	94,0	79,2	14,5	93,6	85,7	15,1	100,8
Position nette	- 0,5	12,2	11,6	35,0	16,9	52,0	29,3	28,6	57,9

a) Intermédiaires financiers non monétaires : autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, institutions financières captives, fonds de pension.

b) Sociétés non financières, ménages et Institutions sans but lucratif au service des ménages.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.



www.banque-france.fr

